Vol. 3 No. 17 • Du 11 au 17 Novembre 2009
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



BELLERIVE : LA CONTINUITÉ DU NÉOLIBÉRALISME !

Voir page 4

Le Premier ministre Jean Max Bellerive et les ministres de son gouvernement devant le Sénat



HYPOCRISIE, MENSONGE, LARMES DE CROCODILE!

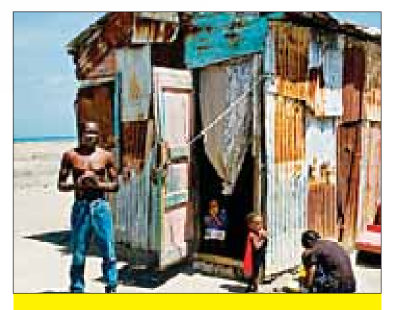
Voir page 4

Arnold Anthonin (à droite) et Jean Claude Bajeux, ces intellectuels qui, au lendemain du coup d'Etat du 29 février 2004, se sont ruées vers le pouvoir pour partager le gâteau de l'exclusion



Organizasyon non gouvènmantal yo (ONG) koridò koripsyon, obstak pou devlòpman reyèl peyi Dayiti

Page 6



Cité Soleil, le bidonville le plus pauvre d'Haïti, le pays le plus pauvre de l'Amérique latine

Page 7



Nouvelle offensive contre-révolutionnaire au Nicaragua

Page 10



Washington: Manifestation de Noirs américains contre Obama

Page 17

Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

La hantise de Préval se précise !

Par Berthony Dupont

Le masque est jeté. Le choix d'une stratégie politique est toujours dicté par les raisons de l'action. En effet, l'absence de vision et de projets du président haïtien René Préval le pousse une fois de plus à étaler publiquement son agnosie politique et sa haine viscérale des masses populaires haïtiennes. Ainsi, sa prétention de fonder actuellement un «grand parti politique» comme l'a indiqué son ministre chargé des relations entre l'Exécutif et le Parlement, Jean Joseph Jasmin, précise fort bien le mal dont souffre le président.

S'il faut accorder aux propos d'un chef d'Etat toute l'importance et tout le poids qu'ils méritent, alors les déclarations aux bizarres résonances bibliques *«Allez de par le monde prêcher la bonne nouvelle. Quiconque croit sera sauvé et ceux qui ne croient pas seront condamnés»* lancées par Préval aux coordonnateurs des Conseils d'administration des sections communales (Casec) les 18, 19 et 20 octobre dernier, au ranch de la Croix des Bouquets, nous donnent l'impression d'un personnage traqué et aigri où se conjuguent à la fois, surenchère, arrogance et chantage.

A cet égard, il n'est pas même nécessaire de recourir à la psychanalyse pour décoder ses démarches politiques, car ses actes en disent long et expliquent son nouveau projet qui n'est autre qu'un nouvel épisode tragique d'une politique de déstabilisation pour satisfaire non seulement ses ambitions personnelles aux funestes conséquences mais aussi celles de l'impérialisme pour essayer de broyer les tentatives d'organisation autonome des différentes couches populaires.

Nous savons bien qu'il est l'homme d'un clan et l'homme d'une classe sociale, une classe qui aspire au pouvoir exclusif. Au fond les manœuvres de Préval sont frappées du sceau de la classe sociale qu'il représente. Elles visent à offrir une garantie supplémentaire à la bourgeoisie, et c'est pour assurer à cette dernière l'hégémonie recherchée qu'il multiplie des rencontres comme celle du mardi 3 novembre dernier au Palais National avec les membres du bloc de la Concertation des parlementaires progressistes, ou Concertation pour la paix et le progrès (CPP), pour les convaincre à rejoindre son parti largement large.

Voilà un président qui après deux mandats n'a rien réalisé ni pour le pays, ni pour le peuple haïtien vivant encore dans la misère. A une année près d'achever son terme, Préval ne voit rien de plus important et de plus concret pour le pays que de créer un parti de plus. Et quel parti ? Ceci, au moment où M. Insulza qui participait à la 2ème Réunion des Ministres de la Sécurité des Amériques à Santo-Domingo le mercredi 4 novembre dernier a fait savoir que « *Le problème migratoire haïtien est une lourde charge pour la République dominicaine et nécessite un appui de la Communauté Internationale* ». De telles déclarations ne lui font ni chaud ni froid, il n'a aucune décence, aucune gêne et sans doute aucun sentiment nationaliste. Et c'est dans cette optique qu'on doit comprendre sa réunion le dimanche 1er novembre, sous les pressions de la France et de la Dominicanie, au Palais National, avec le procureur général dominicain Radhamés Jiménez Peña, pour avaliser la demande d'extradition en France d'Amaral Duclona.

La trahison du mouvement populaire par Préval n'a pu donc mieux s'exprimer, depuis ces dernières sénatoriales bidon. A ce compte, quand il parle d'unité nationale de quoi parle t-il ? Est-ce une unité pour que la bourgeoisie soit rassurée de façon durable de sa domination économique, politique et idéologique de la nation ?

Certes le peuple a besoin d'unité et d'un parti, mais surtout pas de celui que Préval et ses mécréants de Lespwa veulent créer. Les masses sont à la recherche d'un parti qui soit l'œuvre d'organisations anti-impérialistes luttant pour la désoccupation du pays, surtout à un moment où le général brésilien Floriano Peixoto Vieira Neto, commandant de la Mission de stabilisation de l'ONU (MINUSTAH) vient de souligner, nous citons *« je ne vois aujourd'hui aucun indicateur qui montre qu'on se dirige vers la fin de la mission »*

En vérité, il est fort significatif que Préval n'a d'autre mission pour l'instant que de barrer la route au parti le plus populaire du pays, Fanmi Lavalas, une hantise qui se précise avec la nomination de Paul Denis au poste de ministre de la justice, une preuve palpable de cette obsession. L'idée même de l'unité nationale que Préval prône est un paravent à ses politiques antinationales et antipopulaires. Le peuple haïtien, assurément, n'en est pas dupe.

Reprise de la mobilisation des étudiants

Le jeudi 5 novembre 2009, les étudiants de la Faculté de Médecine et de Pharmacie (FMP) ont organisé un sit-in devant les locaux de l'une des entités de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) occupée depuis des mois par les agents de la Police nationale d'Haïti. Les étudiants réclament entre autres, le départ des membres du décanat de la Faculté de médecine, la désoccupation de ses locaux et la reprise des activités académiques. Au cours de cette manifestation, des étudiants ont vivement déclaré : « Nous voulons reprendre nos activités académiques, mais pas avec les actuels membres du décanat. Les agents de la PNH qui ont occupé l'espace de la Faculté doivent incessamment vider les lieux. » Ils ont également dénoncé les policiers qui transforment les locaux de la Faculté tous les soirs en un véritable bordel accueillant des jeunes filles pour s'en donner à cœur joie. La crise qui a rendu dysfonctionnelle la Faculté de médecine a duré plusieurs mois, elle a obligé l'intervention du chef de l'Etat qui a mis sur pied un comité de facilitation après l'échec de diverses tentatives de reprise des activités. Le comité de facilitation a remis son rapport de travail au président de la République, René Préval, le mardi 27 octobre dernier. Dans ce rapport 7 recommandations ont été faites dans la perspective de la résolution de la crise universitaire.

Avant même l'application ou non des recommandations, les étudiants ont contesté ce rapport, ils ont estimé que les membres du comité ne sont pas bien imbus des problèmes de l'Université d'Etat d'Haïti, spécialement à la Faculté de Médecine oú les membres de l'actuel décanat ne travaillaient pas dans l'intérêt des étudiants. Ils ont de plus accusé les responsables de cette Faculté qui oeuvrent à maintenir le statu quo au grand dam des étudiants venant des couches défavorisées de la population. Les étudiants protestataires appellent le peuple haïtien, particulièrement les membres des organisations populaires conséquentes à les rejoindre dans la lutte pour un véritable changement au sein de l'université d'Etat d'Haïti. Selon les étudiants, ce changement conduira à tout prix à la transformation de la société haïtienne.

Yves Pierre Louis

Des changements au sein de la Minustah

Après le renouvellement du mandat éhonté pour une année de plus des forces d'occupation de l'ONU en Haïti, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un communiqué rendu public le jeudi 5 novembre dernier a annoncé la nomination de la canadienne, Kim Bolduc, représentante spéciale adjointe pour la mission des Nations-Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). La porte-parole du secrétaire général des Nations-Unies, Michèle Montas a précisé que la nouvelle représentante de Ban Ki-moon, Kim Bolduc, remplace à ce poste, le Français Joël Boutroue. De plus, madame Kim Bolduc est également résidente coordonnatrice humanitaire des Nations-Unies en Haïti. Elle était depuis 2006 résidente coordonnatrice des Nations-Unies et la représentante du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) au Brésil. D'un autre côté, le chef d'Etat major des forces militaires de l'ONU en Haïti, le Colonel Bernard Ouellette a confirmé que depuis le renouvellement du mandat des forces d'occupation, le mois dernier, plusieurs changements ont été opérés dans l'affectation des troupes déployés dans les différentes régions du pays. « Nous avons tenu compte des expériences de 2008 et nous opérons ces changements pour nous permettre de mieux aider la population en cas de catastrophe naturelle » a-t-il indiqué. Selon le responsable militaire de la Minustah, le plan de reconfiguration comprend quatre phases : l'établissement d'un commandement maritime, l'affectation de troupes hispanophones le long des frontières, l'alignement du dispositif militaire avec les lignes départementales du pays et la réduction des engins blindés, augmentation des forces policières et de troupes plus agiles et rapides d'exécution.


Kim Bolduc

Entre-temps, les parents des victimes d'actes de violence et de viol à travers le pays continuent de réclamer justice. Au moins 50 soldats de l'ONU ont été impliqués ces trois dernières années dans des cas de viol. Dans certains cas, des sanctions ont été infligées au niveau national, celles-ci allant notamment de la rétrogradation à l'emprisonnement. Mais ces informations souffrent encore de crédibilité puisque les identités, nationalités et affections des soldats concernés n'ont jusqu'à présent pas été rendues publiques.

En outre, les enquêtes annoncées sous les accusations d'implication des soldats de l'ONU en Haïti dans la mort cruelle, le 18 juin 2009 de Kesnel Pascal devant la cathédrale de Port-au-Prince, lors des funérailles du père Gérard Jean Juste et de deux autres personnes au cours des manifestations de la population de Lascahobas pour réclamer de l'électricité pour la ville sont restées jusqu'aujourd'hui sans suite.

Après plus de cinq ans d'occupation du territoire haïtien par les forces de l'ONU, une occupation jugée inconstitutionnelle et violant la charte des Nations-Unies pour plus d'un, le peuple haïtien doit continuer à se mobiliser non seulement pour exiger que la justice soit rendue à nos compatriotes victimes de toutes sortes d'abus de ces forces mais aussi pour exiger leur départ.

Yves Pierre Louis

Hypocrisie, mensonge, larmes de crocodile!

Par Hervé Jean Michel

L'histoire, franchement, est le lieu de la surprise. L'illustration la plus évidente de cette assertion est la lettre ouverte, adressée au président dominicain Leonel Fernàndez, le mardi 3 Novembre 2009, par des intellectuels ultra-conservateurs haïtiens.

Pourquoi cette lettre ? Quel est son contenu ? Il s'agit de protester, de dénoncer les abus et violations des droits, dont sont victimes les ressortissants haïtiens en terre dominicaine et la campagne de haine véhiculée dans la presse par des secteurs et personnalités proches du président dominicain.

Brusquement, ces intellectuels sont devenus des nationalistes, des humanistes embarqués dans une merveilleuse aventure historique : celle de protéger les droits des sans-voix, des sans-asile, des damnés de la terre d'Haïti, condamnés à la migration sauvage et à la mort violente en territoire dominicain. Malheureusement, ils ont perdu la mémoire ! Ils ne se souviennent même pas, il y a cinq ans, qu'ils ont soutenu, alimenté, en territoire dominicain même, des mercenaires armés qui ont traversé la frontière, semant la terreur, la destruction, la déstabilisation et la mort en terre haïtienne. Ils ne se souviennent même pas que ces actes patricidaires ont valu l'effondrement du gouvernement constitutionnel d'Haïti, l'arrestation, puis la déportation du président élu et son internement en terre d'exil. Ils ne se souviennent même pas de la barbarie dont ils ont ensemencée la terre d'Haïti, l'occupation étrangère et la mise sous tutelle qu'ils ont concoctées.

Tout leur talent est mis à prix pour écraser et broyer la souveraineté d'Haïti. En vérité, ces intellectuels ont perdu la mémoire, tellement ils sont assoiffés de pouvoir, de richesses et de sang. Ils ne se souviennent même pas que ces gens qu'ils prétendent aujourd'hui défendre, sont des analphabètes, des ressortissants du pays en dehors, des « Chimè », ardemment combattus qui ne méritent que le bannissement et la mort.

Le 1er Janvier 1804 marque la fondation de la nation haïtienne, de l'Etat haïtien. C'est la référence historique par excellence de tous ceux qui sont réellement haïtiens. Le 1er janvier 2004, bicentenaire de l'indépendance est une date sacrée, que nul n'avait eu le droit de violer, sans encourir le jugement et la condamnation de l'histoire.

Pour calmer la haine des Dominicains sur la honteuse occupation de leur pays par les élites boyéristes, les élites haïtiennes ont jeté nos masses en pâture, croyant ainsi vider ce vieux contentieux historique. Ce sont ces mêmes masses que ces intellectuels aliénés, GNBistes par excellence prétendent défendre. Vraiment *« à quelque chose, malheur est bon »*. C'est ce qu'on dit toujours. Il a fallu cette petite fêlure dans *« l'union sacrée »* formée par le GNBisme et le président président Préval, *« un démocrate modèle»*, encensé par nos élites, pour mieux comprendre les raisons qui les poussent à se vêtir, brusquement, du costume nationaliste. Arrêtons-nous un instant, replongeons-nous dans la lecture de cette *« historique lettre »* de nos intellectuels. *« Monsieur le président, nous sommes conscients de l'obligation pour notre pays de réguler le flux migratoire vers la République Dominicaine afin de ne pas dépasser le seuil gérable par les autorités dominicaines. Cependant, au regard des conventions internationales régissant la migration, les étrangers ont le droit à la protection des Etats oú ils vivent, indépendamment de leur statut »*.

Doit-on en rire ou en pleurer, ou doit-on vomir de nausée ? Entendez ces intellectuels, *« ces dignes intellectuels »* qui participent à la destruction, à la mort d'Haïti ! Ces intellectuels qui, au lendemain du coup d'Etat du 29 février 2004, se sont rués vers le pouvoir pour partager le gâteau national, le gâteau de l'exclusion, le gâteau de la honte et du désespoir. Au fur et à mesure qu'ils s'enivrent de richesses, à la même cadence, ils emprisonnent, excluent les masses, les assassinent en se rendant maîtres de tout. Peut-être, croient-ils que personne ne les regarde faire ? Personne, même pas leurs amis, les *élites dominicaines* qui les ont aidés à fabriquer le coup d'Etat et la mise sous tutelle du pays ! Voilà, aujourd'hui, brusquement qu'un nationalisme se met à travailler leur misérable conscience ! Comment demander aux Dominicains d'accueillir chez eux des Haïtiens que vous bannissez, des Haïtiens que vous considérez comme des puces, comme des insectes nuisibles ? Comment leur demander de respecter les droits de ceux qui *« chez eux »* n'ont aucun droit, de ceux que vous, intellectuels GNBistes, considérez comme des « Chimè », des êtres inférieurs à la bête ?

Votre hypocrisie est sans limite, messieurs et dames les intellectuels GNBistes !

Qu'avez-vous fait pour ce pays que vous avez contribué à ruiner, à insulter ? Vous n'êtes que des seigneurs féodaux dans cette jungle, qu'est devenue Haïti ! La ruse qui vous pousse à sonner la trompette du nationalisme, est facile à deviner. Vous vous imaginez que Préval, enfin, nourrit le sentiment de regarder le peuple dans les yeux, comme il l'avait dit le jour de son investiture forcé, le 14 mai 2006, après avoir fait serment d'allégeance aux propriétaires du pays. Messieurs et dames les GNBistes, calmez-vous, c'est plus de peur que de mal ! Vous pouvez désamorcer votre bombe nationaliste, votre pouvoir demeure un et invisible. Nul n'ignore que lorsqu'on parle d'élections, il n'y a rien que vous ne puissiez faire pour vous accaparer du gâteau national. Même quand le vote majoritaire s'exprime contre vous, vous utilisez toujours le dilatoire, la magouille, la violence et la corruption pour organiser et réussir des coups d'Etat. *« Monsieur le président, compte tenu de ce contexte alarmant qui se dessine, nous sommes hautement préoccupés par la menace qui pèse désormais sur tout Haïtien instable en territoire dominicain ou y séjournant temporairement »*.

Voilà, ces indignes intellectuels qui ont signé le *« Collectif Non »* pour le boycott du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, le premier janvier 2004, se déclarant préoccupés par des problèmes affectant nos ressortissants en territoire dominicain. Voilà, c'est dégueulasse de mentir aussi maladroitement. Bien entendu, ces élites disent être les seules capables de diriger ce pays. Et, devant la catastrophe de leur coup d'Etat et de la mise sous tutelle d'Haïti, au lieu de reconnaître leur flagrant échec, elles cherchent des alibis, des échappatoires pour tromper ceux qu'elles croient être des idiots et des imbéciles. Bien sûr, la chute de la GNBiste, Madame Pierre-Louis, a paniqué le clan. C'est peut-être l'une des raisons qui explique l'absence de son nom au bas de la lettre du 3 novembre. Malgré la satisfaction que les masses doivent partager dans la mise à pied de cette femme indigne de la Nation, pour avoir jeté l'anathème sur la célébration du bicentenaire de l'indépendance, elles doivent être conscientes qu'il s'agit, certainement, d'un scandale dans la famille GNBiste.

Le sauvetage d'Haïti, particulièrement des masses haïtiennes, n'est autre chose que l'affaire des patriotes et progressistes haïtiens. Ni le gouvernement dominicain au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme, ni le gouvernement haïtien au service des mêmes causes, ni les opportunistes élites GNBistes, ne peuvent dégager la véritable alternative, les véritables solutions au drame de ce peuple.

Prier, pleurer et implorer le bon vouloir des exploiteurs d'ailleurs, ne sont qu'hypocrisie, mensonge et larmes de crocodile. Jamais les colons du Repartimientos, et de la Traite négrière n'ont accédé aux plaintes et aux larmes des esclaves. Par la lutte ils ont arraché leur liberté, donc par la lutte les masses exploitées, aliénées de l'Haïti d'aujourd'hui, doivent obtenir l'indépendance de leur pays et leur propre libération.

Que les intellectuels aliénés d'Haïti prennent garde !

Préval-Bellerive : La continuité du néolibéralisme !

Par Hervé Jean Michel

Dans un temps record, le Premier ministre Jean Max Bellerive, désigné pour remplacer la défunte madame Michèle Duvivier Pierre-Louis a été ratifié par les deux Chambres ainsi que la déclaration de sa politique générale.

En effet, le lundi 9 novembre 2009, au milieu de 11 ministres du gouvernement déchu et de 7 nouveaux recrutés parmi les amis du chef de l'Etat, le Premier ministre ratifié, Jean Max Bellerive, s'est présenté par devant l'assemblée des sénateurs. Un vote de confiance a été attribué à sa déclaration de la politique générale, par 22 voix pour et 4 abstentions sur un total de 27 sénateurs réunis.

Quels sont les grands axes fondamentaux de cette déclaration de politique générale du nouveau gouvernement Préval/Bellerive ? Rien de nouveau sous le soleil de la politique gouvernementale haïtienne ! Se situant dans la lignée des gouvernements conservateurs : Préval/Alexis, Préval/Pierre-Louis, le gouvernement Préval/Bellerive s'inscrit d'emblée dans le néolibéralisme. C'est dire dans la continuité et non dans la rupture. Le dialogue, la santé, l'éducation et l'emploi, selon monsieur Bellerive, constituent les priorités principales de son gouvernement.

Comment parviendra-t-il à atteindre cet objectif : la création d'emplois ? Par l'augmentation des recettes de l'Etat, a-t-il déclaré. *« La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, le renforcement des bureaux de douane, la poursuite de l'installation du système douanier informatisé (sydonia) dans les douanes de provinces. »*

Le financement de la création d'emplois, selon le Premier ministre passe par le combat contre la corruption, c'est une évidence. Cependant, un gouvernement qui applique le néolibéralisme, c'set-à-dire qui priorise des objectifs purement bourgeois et impérialistes, ne peut qu'appliquer la loi Hope pour renforcer la sous-traitance et non créer des emplois productifs dans une perspective d'intégration économique et sociale. Le Premier ministre Bellerive a affirmé *: « L'action du nouveau cabinet reposera sur le budget déjà voté par le parlement. Le Parlement doit nous donner du temps à mon équipe pour analyser le budget voté et voir dans quelle mesure il est possible d'apporter certaines rectifications »*.

Au cours des interventions à la tribune, certains sénateurs souhaitent qu'une modification soit apportée dans la vision et dans les actions du nouveau gouvernement. Est-ce que cela signifie que les parlementaires s'accorderont à combattre le néolibéralisme pour l'application d'une nouvelle



Yves Christallin

politique économique axée sur les problèmes fondamentaux du pays et sur les revendications des masses ?

Malheureusement, nos sénateurs, se situant au-delà de cette vision socio-économique, sont absolument préoccupés à défendre les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme, ne peuvent exiger l'application d'une politique économique d'intégration sociale. Le Premier ministre dit vouloir poursuivre sur le chemin de la consolidation des acquis : sécurité, cadre macroéconomique, etc. Bien entendu, dans le cadre d'une vision socio-économique axée sur le néolibéralisme, les gouvernements antérieurs ont à leur actif de nombreux acquis. En ce sens, le Premier ministre Bellerive peut s'enorgueillir de pouvoir continuer sur les bases de ces solides acquis : consolidation de l'occupation, enrichissement des minorités, liquidation des entreprises nationales, processus accéléré de marginalisation et de paupérisation des masses populaires.

Sur la question des élections qui auront lieu dans le pays, monsieur Bellerive a déclaré : *« L'organisation des élections est de la responsabilité du Conseil électoral provisoire. Le gouvernement, que je vais diriger ne pourra seulement apporter qu'un appui technique, administratif et faciliter l'acheminement des fonds »*. Ce sont toutes des paroles à faire dormir debout les enfants. Le gouvernement Préval/Pierre-Louis a exclu, de concert avec le CEP de Verret au non de la « démocratie », la majorité nationale des dernières sénatoriales. Pour maintenir les structures de mise sous tutelle du pays, structures qui condamnent les masses à la misère et à la mort, le gouvernement Préval/Bellerive, sans nul doute, avec le CEP replâtré, concoctera des magouilles pour exclure la majorité nationale. C'est une évidence que ni Préval, ni Bellerive ne peut nier, condamnés qu'ils sont à maintenir les structures d'asservissement qui étranglent le peuple haïtien. D'ailleurs le nouveau Premier ministre, n'a même pas fait état de l'occupation d'Haïti par les impérialismes qui, maintiennent des troupes dans le pays, violant, niant du coup la souveraineté nationale.

Le nouveau Premier ministre a affirmé sa volonté de bonne coopération avec le Parlement. *« Essentiellement, le gouvernement à venir aura à renforcer sa collaboration avec les parlementaires. Mais, ce qui me préoccupe, ce sont les limitations et la précarité des ressources »*. S'agit-il d'une collaboration qui annulera le contrôle parlementaire sur les décisions et les actions du gouvernement ? Comme c'est devenu une coutume, des pots de vin et des privilèges ont tissé les relations avec le Parlement, depuis l'instauration du gouvernement Préval/Alexis. Tandis que la constitution proclame solennellement la séparation des pouvoirs et le contrôle parlementaire du gouvernement, les structures de mise sous tutelle entraînent les deux pouvoirs dans une pure collaboration pour maintenir la continuité. Il est impératif de comprendre le caractère conservateur de ce nouveau gouvernement, qui en réalité respire l'ancien. Onze (11) ministres du gouvernement Préval/Pierre-Louis gardent leur portefeuille, les 7 nouveaux ont déjà été inféodés au projet du conservatisme et du maintien de la mise sous tutelle du pays : Marie Michèle Rey aux Affaires étrangères, Ronald Baudin à l'Economie et aux Finances, Jocelyne Colimon Féthière aux Commerce et Industrie. Ces ministères d'importance ont été enlevés au clan Pierre-Louis, renforçant ainsi le clan Préval qui, aux dires des mauvaises langues, était en porte-à-faux par rapport aux 197 millions de dollars détournés sous le gouvernement Pierre-Louis et aussi les millions de narcodollars pillés à Lavaud, Port-de-Paix. Sans crainte de se tromper, ce nouveau gouvernement connaîtra le même sort que ses prédécesseurs, dans la mesure où le but qu'il poursuivra est le renforcement du pouvoir et des intérêts des conservateurs d'ici et d'ailleurs. La misère s'accélèrera et les tensions sociales se transformeront en conflits au fur et à mesure que le temps des élections approche ; que les traditionnels vautours magouillent pour s'accaparer du pouvoir.

Le gouvernement n'est même pas encore installé que les magouilleurs professionnels commencent à répandre des rumeurs, qu'il s'agirait d'un gouvernement lavalas, parce que tout simplement des sinécuristes, qui se disaient être proches de l'Organisation politique majoritaire ont été jobés par Préval.

Voici la liste complète du nouveau gouvernement Préval-Bellerive:

Marie Michèle Rey (affaires étrangères), Marie Laurence Jocelyn Lassègue (culture et communication), Marjorie Michel (condition féminine et droits des femmes), Joceline Colimon Féthière (commerce et industrie), Paul Denis (justice et sécurité publique), Ronald Baudin (économie et finances), Yves Christallin (affaires sociales et travail), Père Edwin Paraison (Haïtiens vivant à l'étranger), Paul Antoine Bien-Aimé (intérieur et collectivités territoriales), Jonas Gué (agriculture, ressources naturelles et développement), Jacques Gabriel (travaux publics, transports et communications), Evans Lescouflair (jeunesse, sports et action civique), Jean-Marie Claude Germain (environnement), Joseph Jasmin (Ministre délégué auprès du premier ministre chargé des relations avec le parlement), Dr Alex Larsen (santé publique et population), Patrick Delatour (tourisme), Joël Desrosiers Jean-Pierre (éducation nationale et formation professionnelle).

Obama, le Comité Nobel et notre Acte d'Indépendance

Par Fanfan Latulipe

– Allo, c'est Fanfan ?

– C'est bien lui à l'appareil.

– Fanfan, se Pyoupyou, monchè, apa m wè ou lage m.

– M pa lage w, m pat janm kenbe w. Kouman nou ye ? Sa nèg fè ?

– Nèg ne fait pas grand-chose, men sa kap pase konsa nan peyi a? Tu n'as pas entendu ?

– Des fois je suis sourd, et toi qu'as-tu entendu ? Sa w tande ?

– Ou pa wè fanm nan tonbe, ou konnen, Pierre-Louis, li tonbe

– Pourvu qu'elle n'ait rien de cassé.

– Ah, Preval kase l kòm move kaporal. Quelle femme!

– Le proverbe dit bien: ce que femme veut…

– Ah monchè, ce que femme veut, Préval pat vle l li menm. Sa a vre, ou mèt di Préval fè de kabès sou Lesenyè. Ecoute donc, Fanfan, où sont passés les 197 millions ?

– Vyep ti mounn tankou m, sa m konn nan sa. Il faudrait le demander à «la caporale», se dat l ap kaponnen mounn.

– Fanfan monchè, je ne comprends rien à ce qui se passe en Haïti, à ce qui se passe dans le monde. Le monde entier est dans une sorte de… kouman m ta di w la a… dans une sorte de bouleverse, se laraj. M pa wè klè menm.

– Si tu lisais le journal Haïti Libertè ou ta kòmanse konprann…

– Sa k Haïti Liberté a ?

– Pyouyou monchè, c'est un hebdomadaire auquel je collabore activement…

– Kifèke chaque semaine tu collabores. Sans vouloir t'offenser, tu n'es pas n'importe quel chien, je dirais même ou s oun gwo chen, oun chen Frans. Ki kalite jounal sa a, papa ?

– C'est un journal progressiste, anticapitaliste, anti-impérialiste, antifasciste, anticolonialiste, antinéo-colonialiste, antiesclavagiste, antiraciste, anticonformiste, antimilitariste, antiségrégationniste, antigang…

– Permets-moi de t'interrompre, ou pat janm oun jandam nan biwo lapolis Antigang, kouman fè ou anti tout bagay sa yo? Dans ce journal vous êtes contre tout et peut-être contre tous, nou pap regle anyen, nou anti tout bagay. Finalement, est-ce que vous êtes pour quoi que ce soit ?

– Bien sûr, c'est un journal prodémocratie, prochangement, propeuple, promasses, protravailleurs, propaysans, propòv, pro kòz pèp, prosoocialiste, prorévolution, proCastro, proChávez…

– A monchè ! Ou kont tout bagay, epi ou pou oun dal lòt bagay, men finalman pou ki sa nou ye? Sur quelle butte Charrier vous tenez-vous ?

– Les Allemands disent volontiers *«Aller Anfang ist schwer»*, tout début est difficile. Il faut bien commencer quelque part, à un moment donné, menm jan ak tout mounn. Abonne-toi au journal, lis un peu, vingt fois sur le métier remets ton ouvrage, fòtifye lespri w.

– Dat m ap bwè fòtifyan ! Dat m ap bwè Emulsion Scott ak ju kachiman au lait ! Parlons peu, mais parlons bien, Fanfan. Tu sais que les élections en Haïti ne sont pas bien loin, ki mounn ki kandida w ?

– Vois-tu, si tu lisais le journal, ou ta wè nou pa annafè ak okenn kandida malpouwont, okenn kandida bòkyè, okenn kandida dyòlbòkyè. D'ailleurs c'est un pays sous occupation, ou pa mèt tèt ou ankò, de quelle élection parles-tu ? Dekilakyèl eleksyon ?

– Mais non mon vieux, il ne faut pas jouer avec les mots. Nou pa an 1915, ce sont les forces de l'ONU, les casques bleus ki vin met lòd nan oun peyi ki tèt anba. Pran san w, Fanfan.

– Bien sûr, je prends mon sang, men kite m di w. Nan lopital la yo fenk sot pran san m, m pa fè suk, m pa fè sèl, alors qu'est-ce que tu me dis là ? Tu me dis que nous ne sommes pas en 1915, mais c'est pire. Jounen jodi a, Wachinntonn parèt ak oun mas kochon nan figi l, oun mas MINUSTAH pour nous faire croire qu'il s'agit simplement d'une «présence onusienne», de façon à masquer son néocolonialisme, mais ça fait longtemps que nous l'avons démasqué. Partout où il y a des casques bleus, jusqu'à preuve du contraire, c'est Washington qui donne libre cours à ses jeux machiavéliqes et ténébreux, c'est la main sinistre de Washington k ap feraye. Ou s oun nonm ki nan lalin. Et puis ne sais-tu pas que ce monde bleu de paix commet des actions rouges de violence. L'année dernière l'association caritative britannique *«Save the Children»*, citée par la BBC, a dévoilé que des casques bleus de l'ONU et des travailleurs humanitaires abusent des mineurs dans les zones de conflit où ils sont appelés à travailler, selon des recherches auprès de centaines d'enfants en Côte d'Ivoire, au Soudan et en Haïti.

– Haïti Liberté a rapporté tout ça ? Kouman fè m pa konnen ?

– Men ou di m ou pa konn jounal la. Ecoute bien, en Haïti, jusqu'à ces derniers temps, ces vermines minustahtes ont tué des dizaines de pòv malere dans des quartiers décrétés zones de non-droit. Des enfants littéralement à la mamelle ont été tués par balles lors de descente de lieux brutale à la recherche de «bandits», alors que si gen bandi se yo, si gen teworis se yo. Tu ignores bien des choses.

– Tankou kisa ?

– Sais-tu par exemple que huit millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition (un enfant toutes les deux secondes) par la faute des capitalistes et des coloniaux. Même quand on parle d'aide alimentaire, c'est du cocombre de zonbi. C'est seulement une fraction minuscule des millions de tonnes d'aliments qui arrivent dans le pays que les affamés arrivent à trouver. Au Bangladesh par exemple et sans doute ailleurs les gwo zouzounes du pouvoir vendent ou donnent la nourriture aux militaires, à la police, aux classes moyennes des villes.

– Ou manti…

– Que le Ciel me pulvérise, que la Vierge me timène, m pap ba w manti. Je connais en Haïti une ONG qui disribuait ainsi du beurre, de la farine, du blé à des gens, justement de la classe moyenne aisée et à certains bourgeois qui en faisaient leur mantègue en vendant à prix fort ce que la USAID leur faisait parvenir.

– Ou genlè nan tout antikapitalis, antiesklavajis ou yo, ou gen lè ou s oun bon antiboujwa tou.

– Pa di sa. Gen boujwa ki konsyan, ki gen sa mwen rele oun konsyans sosyal. Pa bliye yon kokenn gason ki te rele Antoine Izméry. Kòm boujwa li te gen oun gwo nivo konsyans sosyal. Li te siye ak kòz pèp la. Li te reyalize fòk te gen oun chanjman totalkapital ki te pou fèt nan estrikti peyi a, pou pòv yo te kab accéder à la dignité humaine. Gen boujwa tou tankou mesyedam GNBis yo, se lapenn tank yo pa gen okenn konsyans sosyal. Comme disait ma grand-mère, leur formule c'est : tout pour nous, rien pour les autres. Depi boujwa a eklere, konsyan, nou kapab mache avè l.

– Pou di, gen tousa nan jounal la…Bon, kisa jounal la di sou Obama. Pa di m nou antiObama, pase Obama c'est la fierté de la race, tu comprends, pa vin rakonte okenn tenten…

– Pyoupyou, fò w konn la pou al la. Cet Obama que tu vois là, ses affaires ne sont pas petites, ce sont seulement les jambes de son pantalon qui sont étroites. Sais-tu que Obama (alors qu'il était encore sénateur), son actuel secrétaire de presse Robert Gibbs, John McCain et un certain général Scott Gration, spécialiste en guerre psychologique, ont monté un sinistre complot pour déstabiliser le Kenya en plein essor économique, déstabiliser le président Mwaï Kibaki au profit d'une marionnette de Washington et du FMI nommée Raila Odinga, «cousin» d'Obama qui n'a pas eu honte d'aller à Nairobi faire campagne pour cet Odinga lors d'élections opposant ce dernier à Kibaki en décembre 2007. La déstabilisation a culminé en des massacres à répétition des membres des tribus des deux hommes politiques kényans rivaux. Finalement, pour arrêter le carnage, sous pression de Madeleine Albright, à travers l'ex-Premier ministre de Norvège Thorbjorn Jagland, directeur du Centre d'Oslo pour la Paix et les Droits Humains, Kibaki a dû accepter un compromis faisant d'Odinga son Premier ministre avec pratiquement tous les pouvoirs exécutifs. Se pa jwèt, non !

– Fanfan, ne me tue pas, pa touye m.

– Je te fais la barbe, je ne pourrais te tuer. Koute non, ti frè. Obama est arrivé au pouvoir en pleine débâcle économique. Qui a-t-il pris pour procéder à une régulation de l'économie ? Les mêmes qui ont conduit à la débâcle : D'abord Robert Rubin, comme conseiller, qui a imposé avec le FMI un traitement de choc qui a aggravé les crises survenues en Asie du Sud-Est en 1997-98, puis en Russie et en Amérique latine en 1999. Ensuite Lawrence Summers directeur du Conseil économique national de la Maison-Blanche, celui qui a eu à dire :*« Les pays peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico. Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays moins avancés. Une certaine dose de pollution devrait exister dans les pays où les salaires sont les plus bas.»* Enfin Timothy Geithner nommé secrétaire au Trésor. Adjoint des deux précédents, il a été actif notamment au Brésil, au Mexique, en Indonésie, en Corée du Sud et en Thaïlande, où l'ultralibéralisme a fait des ravages.

– Gad toutsa w konnen.

– Mais non, c'est dans le journal. Laisse-moi finir de te raser. Afè Prix Nobel de la paix a, s oun manman magouy ki gen dèyè l l'ex-Premier ministre de la Norvège, Thorbjorn Jagland, nommé président de *l'Oslo Center* après avoir été mêlé lui et des amis politiques proches à des scandales de corruption. Ce même Jagland des magouilles kényanes. Depuis la déposition de candidature d'Obama au Prix Nobel, fin janvier 2008, le Comité n'arrivait pas à choisir l'heureux élu. Le 29 septembre, Jagland est élu secrétaire général du Conseil de l'Europe, mais ne démissionne pas de l'Oslo Center. Il rentre à Oslo le 2 octobre. Le jour même, selon Thierry Messan, analyste politique français, le Comité Nobel accorde le Prix à Obama. *«Quelques heures après la décision du comité Nobel norvégien, Obama a rencontré le conseil de guerre ou peut-être devrions-nous le nommer "conseil de paix". Cette réunion avait été soigneusement planifiée pour coïncider avec celle du comité Nobel»*, explique Michel Chossudovsky : économiste canadien, directeur du Centre de recherche sur la mondialisation. Et Chossudovsky de poursuivre: «L'octroi du prix Nobel de la *« paix » au président Barack Obama est devenu partie intégrante de la machine de propagande du Pentagone. Il donne un visage humain aux envahisseurs, il confirme la diabolisation de ceux qui s'opposent aux interventions militaires étatsuniennes»*.

– Fanfan, tu m'as tué frèt. Mon cher tu m'as donné goût à m'intéresser au journal Haïti Liberté, se kòmkidire ou jwenn tout bagay ladan l. Est-ce que ladan l, nou esplike kote Ak Endepandans peyi a ye kounye a ?

– Pour ça il faudrait peut-être demander à Obama et au Comité Nobel, yo chaje ak sekrè…



L'octroi du prix Nobel de la « paix » au président Barack Obama est devenu partie intégrante de la machine de propagande du Pentagone. Il donne un visage humain aux envahisseurs, il confirme la diabolisation de ceux qui s'opposent aux interventions militaires étatsuniennes».

Oganizasyon non gouvènmantal yo (ONG) koridò koripsyon, obstak pou devlòpman reyèl peyi Dayiti

Anpil fwa moun ki di, yo li nan gwo liv deklare pwovèb ayisyen yo se pawòl popilè sètadi moun ki nan pèp, pawòl gwo zòtèy, gwo pat jan yo toujou trete noumenm pitit pèp la.

Men, moun sa yo konnen byen wòl pwovèb sa yo jwe nan lavi pèp ayisyen an ak nan literati popilè a. An sa a ankò. Pafwa travay sa yo konn anjandre lòt traka bay popilasyon an jere, yo menm bay fòmasyon ak pwofesè nou yo, paske tout kolon sou kèlkeswa fòm nan, konnen byen pou rive kontwole, domine yon pèp ak yon peyi, se sou kilti ak mantal li pou jwe epi mete l nan wout ou vle a. boujwazi ak kapitalis kòwonpi yo, fòk yo ta rive vote yon lwa serye pou etabli mòd fonksyònman ONG sa yo. Sepandan bagay sa a tèlman sansib, tèlman gen gwo bra dèyè l, yo tèlman jwe sou konsyans moun nan distribye manje, yo parèt tankou yon sovè nan je anpil moun nan popilasyon an, ou pa kapab





Prezans ONG yo k ap fè demagoji fè leta vin plis demisyone, paske ONG yo antre nan tout aktivite san kontwòl serye pouvwa leta a

nou pran yon senp ekzanp, gen yon ti pwovèb kreyòl ki di: "kisa frize te fè pou koukou, pou koukou ta fè pitit epi rele pitit la Frizelya". Politikman, nou ta kapab entèprete pwovèb sa a konsa : kilè gran kapitalis te renmen pèp, te renmen peyi pòv tankou Ayiti jouk pou yo ta panse vin ede l soti nan mizè malgre, se yomenm menm ki kontribye pou plante lamizè sa a nan kòtòf lestomak nou.

Nan menm objektif sa a, pou rive kontwole ak andete ti peyi pòv yo plis toujou, gwo peyi kapitalis yo sèvi ak yon enstriman yo rele (ONG), ki vle di : òganizasyon non gouvènmantal. Anpil fwa menm lò se prete gouvènman peyi pòv yo prete lajan nan gwo bank yo, tankou: FMI, Bank Mondyal, BID, yo egzije fòk yon bon pati nan lajan sa a pase nan koulwa (ONG) yo, konsa yo rive kreye swadizan travay pou chomè nan peyi kapitalis yo vin ranmase lajan nan peyi pòv yo, al layite kò yo nan plaj, pran bon solèy, fè (pedofil), kouche ak timoun piti, fè koripsyon jan yo pi pito san lonè ni respè nan ti peyi sa yo, yo konn ba yo yon ti non, yo rele yo ekspè, ekspè nan vòlò, nan fè koripsyon, souvan yo jwe wòl espyon ak destabilizasyon gouvènman demokratik yo. Fenomèm sa a tèlman serye gen plis pase 500 ONG entènasyonal k ap layite kò yo an Ayiti, tankou: Oxfam, Care, Save the Children, World Vision, AICF, UNICEF, USAID, Caritas, PAM, PADF pou n site sa yo sèlman, san konte ONG lokal yo. Sa ki pi grav la, ONG sa yo fonksyone san ankenn baz legal serye, menm otorite peyi a pè lonje dwèt sou fenomèn sa a, pou yo pa gen traka ak gwo pisans kapitalis yo. Menm lò lajan ONG sa yo genyen lan men yo pou yo fonksyone a se pèp ayisyen an k ap peye l ak tout enterè. Alatraka papa, dan pouri toujou gen fòs sou bannann mi.

Nan depatman nòdwès, zòn Fawès pa egzanp, popilasyon zòn sa a ta dwe kontan, ta dwe gen anpil manje, kondisyon lavi moun yo ta dwe amelyore, pou jan gen ONG nan zòn difisil sa a, epoutan yo toujou nan malsite ak lamizè. Prezans ONG yo k ap fè demagoji fè leta vin plis demisyone, paske ONG yo antre nan tout aktivite san kontwòl serye pouvwa leta a, tankou: konstwi wout, mete adoken, konstwi lekòl. Souvan san okenn etid serye, travay sa yo konn pa pran tan pou yo kraze; epi lòt lajan vin depanse nan menm bagay

Jounen jodi a, agwonòm an Ayiti pa mete bòt ankò pou rantre nan chan. Fakilte Agwonomi tounen yon sous pou fòme agwonòm pou al chita dèyè biwo ONG, metye sa a prèske pèdi tout valè l, paske agwonòm yo pa la, pou fè pwodui manje ankò, yo tout anba zèl ONG dèyè biwo. Sa grav!

Sa vle di fòk Leta ta redefini pwofesyon sa a, osnon sispann depanse lajan peyi a nan fòmasyon kad sa yo, oubyen Leta dwe kreye espas ak kondisyon pou kad sa yo travay toutbonvre pou relanse agrikilti peyi a, limite ONG yo nan fason y ap rekrite agwonòm nou yo, paske se yon plan ki byen monte gwo kapitalis nan gran peyi mete kanpe pou sabote ekonomi ti peyi yo, patikilyèman Ayiti, epi kraze chapant agrikilti ti peyizan yo ki se kòd lonbrit richès peyi a, pou ONG ka kontinye ap distribye ble, farin, pwa, diri ak tout lòt ankò peyi kapitalis yo pa rive vann sou mache lakay yo.

Lè yo gen sipli pwodiksyon, se pa san rezon yo chache antre tout longè andedan pouvwa Leta a nan enpoze pwòp moun pa yo kòm otorite, pafwa rive ak tout fòs yo ranvèse gouvènman ki vle fè obstak ak pwojè makawon yo genyen pou peyi a. Fè konplo pou sasinen avangad konsekan yo pou kontinye etabli ejemoni yo sou richès peyi a, se pa yon aksidan lè chèf ONG gran kapitalis tankou Jòj Sowòs ak lòt gwo zouzoun entènasyonal envesti anpil lajan pou fè palmantè djo piman vote madam Michelo Pyè Lwi, koutye, tchoul pwojè kapitalis la, menm jan yo te parichite gwo chat ki rele Jera Latòti a, Dayè, fason madanm nan ap mennen bak primati a pwouve aklè se yon anvwaye espesyal, yon misyonè move zafè li ye, ki vin vann pey a oplizofran.

Fason yo tolere moun ki se chèf koripsyon ak krim andedan peyi a, fason y ap pèsekite yon sektè politik byen detèmine, mete yo deyò nan zafè peyi a, jete yo nan prizon san jije pandan gwo kriminèl tankou: Gi Filip, Chanblen, ak ansyen jandam tòsyonè ki t ap fè san koule e ki kontinye ap bwè san pèp la ap mache sou moun ak men yo chaje ak san, fè n wè aklè mòd politik chèf gouvènman an vle pousuiv. Mete sou sa, nèg ki nan ONG yo gen yon balèn byen kout nan men yo, chak ane y ap mande Bondye pou fè siklòn pase, paske se la gwo chabrak fè lajan san kontwòl.

Pou n fini ak mal sa a, fòk nou gen yon Leta, ki pa mare anba pye tab kanpe anfas yo nenpòt kòman. Fòk gen yon travay serye ki fèt, fòk dirijan Leta yo pa pran responsabilite yo pou leve eskanp figi Leta a, pou revalorize pwodiksyon nasyonal la, pou peyizan jwenn mwayen ak ankadreman pou fè latè pwodui epi mekanize agrikilti a pou n soti nan soudevlòpman malouk nou ye jounen jodi a.

Konsa nou kapab voye jete nan poubèl listwa plan neyoliberal la, sispann privatize byen ak richès peyi a, paske sistèm sa a fè fyasko yon lòt fwa ankò, kriz ekonomik, chomaj, grangou k ap boulvèse monn kapitalis la pwouve n aklè sistèm sa a paka kenbe, li pa ka kanpe sou anyen. Twou manti pa janm fon, sa vle di fòk nou ranmase karaktè n kòm nasyon, sispann pran dikte, renonse ak vye pratik tchoulis, restavèk pou n adopte yon politik ki nan enterè tout kouch sosyal, majorite pèp la k ap soufri twò lontan, pou n sispann al pran imilyasyon ak dekapitasyon, sasinay planifye lakay Leta Dominiken ki adopte yon atitid zenofobi fas ak ayisyen. Fòk nou fini ak lawont sa a mezanmi, gen anpil peyi ki te pi mal pase n ki rive jodi a pran wout devlòpman. An n kase chenn ki nan lespri n nan ki fè n konprann blan an se Bondye sou latè.

Se vre nou paka lonje dwèt sou kansè sa a ki rele ONG a nenpòt kòman paske pifò moun vle mete ajenou pou adore l, tank yo gen dola vèt ki bay moun vètij, lajan y ap gaspiye, gwo machin y ap woule, pèdiyèm y ap touche, manje y ap distribye fè yo parèt fò nan je anpil moun nan popilasyon an, pandan y ap detwi peyi a.

Sinon, fòk nou ta di tankou gran ayisyen sa a, Moris A. Siksto, te di pou Wodrig, ti ofisye sanitè a: Fòk nou ta boule yon lanp ki fèt ak grat chodyè, blakola, vitriyòl, pikankwenna, epi fò n ta ajoute yon bon kantite kakachat mawon pou n jwenn bout malfektè kapitalis sa yo ki degize sou fòm ONG.

Men, mwen plis kwè nan resèt Boukmann ak papa Desalin te bay la … m pap repete l pou m pa fè pale anpil, paske gwozouzoun sèvi ak li chak fwa yo jennen; tank resèt sa a efikas, ou konnen l, mwen konnen l, yo konnen l, nou tout konnen l, pliske se pou nou papa Desalin te kite l, nou sèvi ak li pou n jwenn bout moun sa yo, paske nou nan gwo ka.

Chak jou kiyè pral kay ganmèl, yon jou fòk ganmèl al kay kiyè tou.

Me Pierre Erick M. Faustin, av

Se Inivèsitè parese ki di kreyòl pa lang!

N ap prezante lektè nou yo dezyèm pati ak fen entèvyou Asosyasyon inivèsitè ak inivèsitèz Desalinyèn – ASID te genyen ak Marie Rodnie Laurent sou kesyon lang kreyòl la.

Ekip Repòtaj: Emanuela Paul, Kelly Demosthène, Sacza Rebecca Cadeau

Asosyasyon inivèsitè ak inivèsitèz Desalinyèn – ASID

Kreyòl, se motè ki fè kilti nou mache: se konsa nou ta kapab ranmase dizon espesyalis la, Marie Rodnie Laurent. Annatandan nou koute kanmarad Laurent, nou dwe konnen po ko gen lekòl ayisyen. Gen lekòl an Ayiti, men li po ko pote siyati ayisyen. Paske ni dans nou yo, ni pawòl nou yo, ni pwoblèm nou yo po ko antre ladann. Se konsa nou ka pi byen konprann pawòl entèlektyèl parese a! Yo pa sèlman parese, yo konplekse tou, jan kanmarad Laurent di l la. Boutofen, se yon batay politik ki pran fòm dominasyon lang franse sou lang kreyòl. Entèlektyèl-jako osnon entèlektyèl-mabouya, (se konsa yon kanmarad ta di l), pa dakò sèvi limyè pou klere lang kreyòl la akoz yo pa vle pèdi privilèj y ap jwi nan sosyete a. Kesyon kreyòl la, se yon pwoblèm batay ant klas sosyal yo an Ayiti. Se yon batay pou byennèt tout moun. Dayè depi yon moun pa pè pale kreyòl, li santi li byen nan tèt li ak tout kò l. Li Marie Rodnie Laurent, epi w a ban nou repons!

Jounen jodi a gen fenomèn dyaspora ak anpil moun k ap pale, yo sèvi ak mo etranje, daprè ou menm sa ka anrichi kreyòl la oubyen li kapab yon andikap?

Marie Rodnie Laurent: Depi nan kòmansman entèvyou a mwen pale sou reyalite yon lang devlope ak lòt. Fenomèn w ap esplike la li toujou parèt nan kèlkeswa lang k ap evolye a. Men gen yon bagay, kesyon mo lòt lang k ap antre nan lang nan. Li toujou fèt, men, nou pral wè si se yon mo vrèman lang nan bezwen l ap kapte l, l ap kapte l tou natirèlman e w ap wè, menm moun, se pa dyaspora sèlman non ki pral itilize l, menm moun zòn rekile nan peyi a, lè li jwenn mo a, li tande mo a, li atrap li, ou santi gen yon nesesite pou mo sa te la. Fenomèn sa a li pa ka kreye pwoblèm, okontrè se anrichi li anrichi lang lan. Men gen moun ki pran plezi yo envante yon seri mo ki pa respekte fason mo dwe kreye anndan lang lan, moun sa yo mèt kòmanse di l maten midi aswè, vennkat sou vennkat, twa san swasannsenk jou sou twa san swasannsenk se tan y ap pèdi. An nou gade kote yon grenn mo antre nan lang kreyòl la. Kòman bagay sa te pase? Mwen p ap janm bliye Sony Bastien avèk kesyon zenglendo. Te toujou gen vòlè nan peyi d Ayiti. Vòlè konn antre lakay moun nan nwit, yo kase kay, yo antre, yo vòlè. Men lè vòlè sa yo konn antre, yo antre toudousman, yo antre avèk fent, yo konn menm di yo andòmi moun nan kay la pou yo antre. Yo pran sa y ap pran, y ale. Vòlè sa yo te toujou pè tou pou yo pa kenbe yo. Men fenomèn zenglendo a ki te kòmanse nan lane 1980 yo, se pa moun ki te pè antre lakay ou pou yo pa wè yo. Yo vini avèk zàm, yo fè bal chante e se yo menm ki di w louvri ba yo si w pa louvri y ap touye, y ap kraze, y ap brize. Alò te gen yon nesesite pou yo fè diferans ant vòlè k ap antre lakay ki vle w wè yo avèk vòlè k ap antre, ki vini deplendwa, ki vini angranjan pou l di w louvri ba li a. Vrèman vre, imajinè pèp ayisyen an te bezwen yon mo pou esplike, pou deziye moun sa yo. Konsa, mwen pa konnen kote Sony Bastien jwenn avèk zenglendo pou te fè diferans ak 2 kalite vòlè sa yo e vrèman vre m ap poze tèt mwen kesyon ki kote nan peyi a ou prale w ap di zenglendo pou yo pa konn sa w ap di a. La se yon esperyans yon mo ki vin anrichi lang nan. M ap pran yon lòt egzanp, kòm ou poze m yon kesyon parapò ak dyaspora yo, mwen pral ba w yon lòt egzanp parapò ak dyaspora menm. Lontan lè yon moun ap nwi w, ou te konn di l "kite m trankil", "kite m anrepo m", ou jwenn tout yon espre

Ale nan paj 19



Cité Soleil, le bidonville le plus pauvre d'Haïti, le pays le plus pauvre de l'Amérique latine

Par Fernando Krakowiak

Terre de la faim et du désespoir…

Il a été le bidonville le plus dangereux de l'Amérique latine. Il y a un peu plus de deux ans, il était contrôlé par des bandes armées qui l'utilisaient comme centre d'opérations pour organiser des séquestrations, trafic d'armes et de drogues. Entre fin 2006 et début 2007, ces groupes, connus comme des gangs, ont résisté à la progression des troupes de l'ONU. Finalement, ils ont été désarticulés après diverses opérations qui ont coûté la vie à des dizaines de femmes et d'enfants qui n'ont pas eu où se cacher. Encore aujourd'hui l'emblématique Cité Soleil génère un mélange de crainte et de respect parmi les haïtiens et si un étranger veut y entrer, on lui recommande de le faire avec des gens du lieu ou escortés par des forces de l'ONU. Página/12 a choisi la première option et, une fois à l'intérieur, a pu contempler la pauvreté extrême qui a servi comme bouillon de culture au surgissement des gangs. Les gens vivent dans des maisons précaires sans eau potable et ni électricité qui hébergent près de dix personnes chacune, chômeurs en majorité, qui passent leur temps dans les rues, où des ordures se sont accumulées pendant des années et même bloquent le cours de plusieurs ruisseaux. À cette scène affligeante s'ajoute le fait ahurissant que 80 % de l'offre éducative est privée et que les hôpitaux sont payants parce que l'État est presque une vue de l'esprit en Haïti.

Cité Soleil est un bidonville qui a commencé à se peupler de manière accélérée dans les années 80. A cette époque gouvernait encore le dictateur Jean-Claude Duvalier, connu comme Baby Doc pour se différer de son père, également dictateur François Duvalier qui se faisait appeler Papa Doc. Pour que tout reste en famille, à ce quartier, situé sur la côte nord de Port-au-Prince, ils l'avaient baptisé Cité Simone, en hommage à l'épouse de François. A cette époque les Duvalier figuraient même sur les billets de banque, mais quand le régime est tombé, leur trace s'est perdue et Cité Simone a été rebaptisé Cité Soleil. Ceux qui sont arrivés des campagnes échappaient à la faim, et à Sonapi les attendaient les maquiladoras où ils travaillaient pour des sous-traitantes des grandes multinationales pour seulement deux dollars par jour. Cette zone franche est à la frontière avec la cité Soleil. C'est pour cela qu'ils l'ont installée là.

En 1991 le tout nouveau président Jean Bertrand Aristide a gagné le soutien des pauvres avec un ensemble de mesures qui cherchaient à améliorer un peu leur situation désespérée, mais le printemps a seulement duré six mois parce qu'ensuite il a été renversé par l'Armée. Le coup d'Etat a engendré un vaste rejet international et les États-Unis ont imposé un blocage économique qui a isolé la dictature et a détruit la déjà faible économie haïtienne, réduisant les maquilas à leur plus minimale expression. Aristide est revenu au pouvoir en 1994 de la main des étasuniens pour terminer son mandat et il a dissous l'armée en représailles pour l'avoir destitué. En 2001 le peuple a recommencé à le choisir, mais il lui a été impossible de gouverner et trois ans après il a été forcé à renoncer par un jeu de pinces qui a inclus les ex-militaires dans les rues et une opération éclair des marines étasuniens, qui cette fois non seulement ne l'ont pas soutenu mais l'ont sorti du pays. Aristide a compté sur le soutien de groupes de jeunes exclus connus comme «chimeres», qui ont été les acteurs de faits violents pour essayer de résister à son départ. Certains de ces jeunes ont intégré ensuite les gangs, tout comme des anciens militaires et délinquants communs.

Le départ d'Aristide a laissé un climat de désordre dans les rues et l'ONU a envoyé des troupes en 2004 comme partie de la Mission pour la Stabilisation en Haïti (Minustah). Les gangs se sont repliés sur les quartiers marginaux et ont pris le contrôle de la Cité Soleil. Comme à Haïti, 76 % de la population est pauvre et qu'il est très difficile d'entrer dans les forteresses des riches, le vol n'était pas une bonne affaire. Ils ont alors opté pour les séquestrations pour se financer. Cité Soleil est devenue alors un des lieux où ils gardaient les victimes parce que la police n'osait pas y entrer. Après quelques affrontements avec les troupes de l'ONU, Cité Soleil a été libérée, mais la pauvreté extrême est toujours en vigueur.

«*La plus grande difficulté est que nous ne pouvons pas vivre parce que nous n'avons pas d'argent*», affirme à Página/12 Denise Charles, une habitante du quartier. 80 % des collèges sont privés et cette proportion se maintient dans les zones très pauvres. L'inscription coûte 3600 gourdes (90 dollars) et ils doivent en payer 600 autres par mois (15 dollars) à titre de quota. De plus, les habitants affirment que les collèges publics leur exigent aussi de l'argent en guise de «contribution» pour accepter leurs enfants.

Un autre drame auxquel ils font face est le précaire et payant système de santé. L'hôpital public Isaïe Jeantry leur fait payer 800 gourdes (20 dollars) les analyses. «*Le médecin t'envoie les faire mais si tu ne peux pas les faire parce que tu n'as pas l'argent il ne te reçoit plus*», soutient Michelle Erani. On vit une situation similaire dans un centre de soins appelé Immaculée, alors que dans le Sainte Catherine il n'y a pas de docteurs et les malades sont à la dérive.

Les aliments sont également inaccessibles parce que la majorité des habitants de Cité Soleil sont au chômage et qu'ils ne reçoivent aucun type d'aide du gouvernement. Même pour ceux qui travaillent, manger est une odyssée parce que dans les fabriques maquiladoras de la zone ils paient 125 gourdes par jour à l'employé commun (3 dollars) et 200 (5 dollars) aux travailleurs qualifiés. Une circonstance aggravante qui est encore un obstacle supplémentaire à la consommation est que la grande majorité de l'offre d'aliments est importée en raison du manque de production nationale. Dans ce contexte, l'année dernière il a recommencé à y avoir des troubles à cause de la hausse du prix international des denrées agricoles. De fait, les plus pauvres en étaient arrivés à manger des gâteaux de boue pour tromper l'estomac.

La coopération internationale tente de changer cette situation en collaborant avec un État haïtien rachitique, mais les habitants disent que l'aide ne donne pas de résultat et récemment ils ont formé un forum d'organisations de base pour avoir une incidence sur l'orientation de ces ressources. «*Les gens ne se sentent pas concernés par cet argent*», affirme Rivage à ce journal. Les statistiques avalisent cette perception. Selon un récent rapport de Flacso, entre 1990 et 2003 Haïti a reçu plus de 4 milliards de dollars de sources multilatérales et bilatérales, et les États-Unis ont apporté 1,5 milliards de manière directe entre 1990 et 2005. Cependant, dans ces années Haïti est passée du poste 150 au 154 dans l'Indice de Développement Humain. Les pays latino-américains qui intègrent la Minustah, plus le Venezuela et Cuba, affirment que les données reflètent l'échec de la coopération Nord-Sud et avancent des actions pour consolider un axe Sud-Sud. Par exemple, l'Argentine met en application le programme Pro Huerta à Haïti depuis quatre ans et récemment a mis en place une expérience pilote dans Cité Soleil. Cependant, le gouvernement des États-Unis ne veut pas perdre sa place et fait des évaluations pour donner une emphase nouvelle aux maquiladoras. On parle même de transformer Cité Soleil en une zone franche. Pour l'instant, les presque 400 mille personnes qui y vivent sont calmes mais la faim et le désespoir raccourcissent le temps d'un peuple qui sait ce que signifie se rebeller.



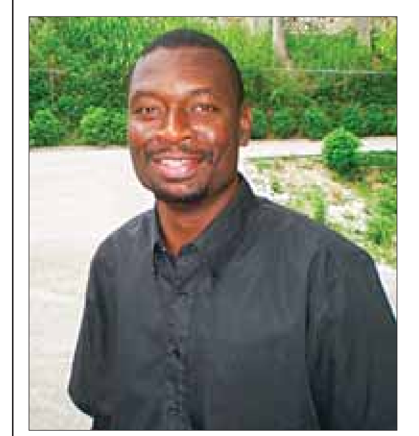
L'emblématique Cité Soleil génère un mélange de crainte et de respect parmi les Haïtiens. Les gens vivent dans des maisons précaires sans eau potable ni électricité qui hébergent près de dix personnes chacune.

Traduit par http://amerikenlutte.free.fr
Pagina/12, 8 novembre 2009

Ronaldo Charilus: Le Héros de Nérette

Par J. Fatal Piard

C'est notoire que le vendredi 7 novembre 2008 est survenu un drame inoubliable en Haiti et qui symbolise l'inconscience des élites. A Nérette, quartier de Pétion-Ville, le Collège La Promesse Evangélique,



Ronaldo Charilus

s'est effondré à 10,25 heures. Trois jours après, un bilan revu à la baisse a fait état de 103 personnes décédées et plus de150 blessés. *Se sa yo bann kenbe*.

Le site de cette tragédie ineffable était à moins de 5 kilomètres de la capitale. Mais, les survivants pulvérisés sous les décombres ont dû attendre des secours de la Martinique et plus loin encore de la Virginie. Arrivés sur les lieux du sinistre ces saint-bernards n'ont pourtant pas été utiles à grande chose. Cette catastrophe a été aussi l'occasion pour certains sauveteurs bénévoles de faire preuve de bravoure et de savoir faire. L'un d'entre eux, Ronaldo Charilus, est devenu célèbre en l'espace d'un matin. Quelques jours plus tard, son dévouement impayable allait être publiquement apprécié et remercié par le Chef de l'Etat en personne.

Au cours d'une cérémonie organisée en sa résidence officielle, le 14 novembre 2009, le Président René Préval a remis à Ronaldo Charilus une plaque d'honneur au grade de Chevalier du Pays. Ironie du sort, ce samedi 7 novembre, un an, jour pour jour, le Héros de Nérette s'est retrouvé immobilisé sur un lit de l'Hôpital Saint François de Salle.

Il attend de subir une nouvelle intervention chirurgicale. Suspendu à son chevet aux côtés de sa femme, il nous a quand même fait une relecture assez fidèle de cette catastrophe humanitaire. En quelques instants, Ronaldo faisait défiler dans ses moindres détails chaque séquence de ce sinistre qui a broyé plus d'une centaine d'âmes innocentes.

En outre plus de 150 compatriotes estropiés en porteront à jamais des stigmates indélébiles. Une histoire à émouvoir les entrailles de ceux et celles qui gardent encore un reliquat de sensibilité humaine. Il revenait de l'hôpital où son épouse Caroline venait de subir une intervention chirurgicale à la jambe droite pour cause de cellulite. «*Dans la voiture qui nous ramenait, nous avons été informé de cette indescriptible tragédie par la voie des ondes. Arrivé à la maison, une chaîne de télévision projetait des images apocalyptiques du bâtiment effondré. Le présentateur, tout en laçant un vibrant appel à l'aide a informé que plusieurs enfants coincés sous les décombres pourraient être sauvés s'ils sont secourus à tant* ».

Ainsi a débuté ce témoignage qui a failli nous faire répandre des larmes d'indignation. Monsieur Charilus nous a révélé qu'en arrivant sur le site du drame un agent de la police nationale lui a formellement interdit d'y pénétrer. Mais après moult discussions le commandant du Cimo l'a autorisé à secourir les centaines de blessés.

Il a fait mention de certains noms d'enfants qu'il a tirés des décombres. Diangello 9 ans, Nickelson 8 ans, Kerby 7 ans, Salita 7 ans et Gislaine 7 ans. Mais l'histoire la plus émouvante reste celle de la petite Murielle 8 ans. Elle met en évidence les affres auxquelles nous ont soumis des choix économiques désastreux. «*J'ai du traîner à plat ventre pour arriver dans cette salle où plusieurs enfants se retrouvaient encore coincés. Je me souviens avoir entendu Murielle en-train de réciter une prière. Elle était coincée entre le parquet et cet autre enfant déjà mort que j'ai été obligé de trancher en deux parties. Je devrais déchirer ses chaussures pour extraire ses pieds pris en otage entre deux blocs de béton. Ne déchire pas mes uniques chaussures. Maman n'aura pas suffisamment d'argent pou m'en acheter de nouvelles, m'a-t-elle lancé. Je me suis allongé sur le dos et l'ai mise sur mon ventre. Les autres secouristes m'ont tiré par les pieds jusqu'à ce qu'ils ont pu nous sortir de là*», nous a-t-il raconté.

Le même jour le Président René Préval s'est rendu sur les lieux et a demandé à voir monsieur Charilus. L'informant qu'il était au chômage, il lui a promis du boulot. C'est ainsi que depuis le mois d'avril dernier, Ronaldo a été nommé secouriste. Et le lieu de son affectation se trouve au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales. Ronaldo a suivi par la suite des formations en secouriste en moniteur de secouriste dispensées par des formateurs martiniquais. «*J'aimerais recevoir des formations adéquates pour être utile au cas où de nouvelles tragédies se seraient abattues sur le pays*». C'est ce que souhaite le Héros de Nérette.

Dépêché aux Gonaïves, il y travaillait depuis un certain temps. Mais, le 12 août dernier, Ronaldo a eu un accident de la circulation qui a



Le 7 novembre 2009 rappelle un drame inoubliable qui symbolise l'inconscience des élites. Une des victimes de l'effondrement du Collège La Promesse Evangélique à Nérette, quartier de Pétion-Ville…

failli lui coûter la vie. Il s'en est sorti avec trois côtes cassées, la clavicule gauche cassée, le genou droit brisé. Au moment de l'entretien, le Héros de Nérette attendait d'être opéré à nouveau au genou droit.

Suite à la page (15)

Bellerive: Un Premier ministre du DSNCRP

Par Jerson PHILIPPE

Le budget de la République de l'exercice fiscal 2009-2010 a été publié par le Journal Officiel en octobre 2009. En analysant la répartition de l'enveloppe budgétaire des ministères, il est permis de constater, avec étonnement, que le gouvernement destitué de Mme Michèle Pierre-Louis, accuse un grave déficit d'imagination.

Dans la Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSNCRP), le gouvernement prétendait identifier les vecteurs de croissance devant contribuer, par leurs effets conjugués, à la réduction de la pauvreté dans le pays. *Pawòl kleren tranpe*. Étant donné que la croissance ne se décrète pas, le gouvernement devait recourir aux moteurs de croissance pour créer la richesse en vue d'assurer la paix civile. Où sont donc mentionnés les moteurs de croissance dans le projet de budget voté au Parlement? Qu'est-ce qui devrait être prioritaire dans le budget pour stimuler et favoriser la croissance? Quel expert a proposé cet arbitrage des dépenses publiques aux autorités ? Taxer les passeports est-ce la meilleure solution ? Ne serait-il pas plus rentable pour le fisc de formaliser le secteur informel par le recensement et la professionnalisation des travailleurs nébuleux? Faire passer le taux d'imposition à 10 % du PIB pourrait paraître rationnel si les autorités avaient choisi d'élargir l'assiette fiscale en intégrant les agents économiques informels dans le circuit régulier. D'ailleurs, la sécurité du pays exige cette mesure. On a vu que l'économie souterraine et informelle est souvent le mécanisme utilisé par les gangs et les groupes mafieux de l'État et du secteur privé pour recycler de l'argent sale. Cet argent cause des impacts assez négatifs sur l'économie réelle tout en décourageant l'effort individuel. Des mesures d'austérité oui, mais elles n'ont de valeur que si elles permettent l'élargissement de l'assiette fiscale. Doit-on rappeler qu'un pays mal administré est condamné à croupir dans les ornières du sous-


Jean Max Bellerive

développement. L'élargissement de l'assiette fiscale peut contribuer à la création d'emplois dans un pays qui en a tellement besoin.

Beaucoup de jeunes diplômés de nos écoles de gestion et de comptabilité sont au chômage. Ils pourraient participer à la collecte des impôts pour l'État. Pour quelqu'un de sensé, c'est un moyen assez honnête de bien valoriser ces ressources. Ces forces de travail pourraient contribuer à l'avancement socioéconomique de leur communauté respective. Le prochain gouvernement Préval/Bellerive doit faire preuve d'imagination. Des expériences intéressantes réalisées dans certains pays en développement prouvent que l'État peut récupérer de l'argent du secteur informel qui est le premier pourvoyeur d'emplois en Haïti. Comment les autorités peuvent accepter qu'un pan important de l'activité économique du pays échappe avec autant d'aisance au contrôle du fisc ? Exercer une pression fiscale à outrance sur les filières déjà surtaxées peut se révéler contre-productif pour l'économie et en dernier lieu pour l'emploi et le fisc. Trop d'impôt tue l'impôt. Choisir de taxer les passeports, d'augmenter les prix des produits pétroliers et doubler le tarif du kilowattheure ne sauraient être une solution économique durable pour renflouer les caisses de l'État. Le Président René Préval reconnaît que l'industrie de l'émigration est rentable alors qu'il s'entête à chanter les funérailles économiques de la population. Il préfère jongler avec le prix des produits pétroliers et du kilowattheure. Les prétextes que des autoroutes seront aménagées et que l'EDH fournira plus de temps de BLACK OUT ne tiennent que pour les naïfs. *Pou ti Rene gade nou nan je pi byen!*

René Préval, incapable d'insérer la diaspora dans les lieux de décision du pays, vient de considérer l'émission des passeports comme une activité rentable. Cette démarche est-elle cohérente ? Quel expert en développement économique a été le conseiller de Mme Pierre-Louis lors de l'arbitrage de ce budget fourre-tout? Pour reprendre l'expression d'un humble expert, le développement est une science. Il faut bien l'apprendre pour bien la connaître.

Si le gouvernement déchu voulait conduire le pays vers le progrès économique, il aurait dû faire appel aux expertises haïtiennes connues qui sont disposées à servir leur pays. Dispose-t-on d'un répertoire des compétences et d'expertises haïtiennes institutionnellement validées?

Aucun pays n'ose penser au développement sans les ressources humaines importantes. Quelles ont été les priorités et l'ingénierie déployées par le gouvernement de Madame Michèle Pierre-Louis pour doter le pays des compétences et de ressources humaines dont il a besoin ?

Mme Michèle Pierre-Louis, ex-chef de gouvernement, a déclaré récemment qu'elle entend exécuter le DSNCRP et appliquer des mesures d'austérité (*pou fè okipan an plezi*). Est-ce vrai? Où sont les stratégies de formalisation de l'économie informelle afin de trouver des moyens pour financer le DSNCRP en dehors de l'appui de la communauté internationale ? Par où seraient passés les faramineux 197 millions des fonds d'urgence ? Mettre en œuvre un cadre stratégique de développement économique (DSNCRP) exige des autorités l'élaboration d'une loi de programmation des finances publiques correspondant à l'horizon temporel du DSNCRP qui est, lui-même, un plan triennal. *Madan Pierre-Louis se GNB. Kiyès ki te kwè moun sa a yo te ka bay lòt bagay ke kòripsyon, vòl ak detounman fon. Ban m van pou m al lagonav tande. GNB se dyab.* Où est donc la loi triennale de programmation des finances publiques correspondant au temps d'exécution du DSNCRP? Bellerive *ap bay pitit li batistè se misyon pa li*!

Avant même de voter cette loi, le Parlement (*sa ki pa tèt anba a yo*), comme assemblée d'appréciation technique et politique de l'action gouvernementale, devait analyser les plans sectoriels des ministères, si *yo genyen*. Il devrait disposer de scénarios ou des hypothèses de croissance réaliste pour les trois 3 années de mise en œuvre du Document de Stratégie nationale pour la Croissance et de Réduction de la Pauvreté.

Le temps du développement est longitudinal et ne correspond aucunement au temps politique. On a fait trop d'erreurs dans le passé. On doit éviter de les reproduire. *Bèlriv papa DNSCRP nan men w, jwèt pou ou.* Quel facteur de croissance est priorisé dans le budget? L'industrialisation du pays n'est-elle pas importante? N ap gade Bèlriv nan je ! Epi ?

L'ancien gouvernement disait que le tourisme est l'une de ses priorités. Même si ce secteur représente une activité transversale quels investissements dans le BTP vont impacter le tourisme. Notons que l'on ne sent pas trop bien l'effort qui va être fait pour établir un lien mythique et mystique entre les territoires, créer une dynamique de progrès pour remettre le pays sur la carte touristique mondiale. Le ministère du Tourisme a présenté dernièrement un nouveau plan directeur du tourisme. Mais où est la loi de programmation du tourisme ? La population doit savoir que le développement touristique est illusoire. Le nouveau gouvernement peut se rendre compte qu'Haïti est victime d'une opération d'intelligence économique de grande envergure orchestrée par la mafia internationale.

Il faut alors un plan de contre-offensive orchestré par des Haïtiens qui connaissent ce domaine. Reconstruire Haïti est une œuvre de longue haleine, un projet de plusieurs générations. L'essentiel est de savoir que l'on s'engage sur la bonne voie. Vient le temps des idées-forces, des projets de rêve, du volontarisme, bref, le développement est une science. Chaque erreur dans le champ du développement est fatale pour au moins deux générations. *Attention Bèlriv, veye kote w ap mete pye w bòs papa*!!!

Jean-Max Bellerive Premier ministre, Préval reprend la main sur la Primature

Par Catherine Charlemagne

L'histoire retiendra que le citoyen Jean-Max Bellerive, haut fonctionnaire et plusieurs fois ministre a été désigné et ratifié comme Premier ministre haïtien en moins de deux semaines. Alors qu'il avait fallu plus de trois mois à ce qu'un successeur fût trouvé à l'ancien chef de gouvernement, Jacques Edouard Alexis après s'être fait renvoyer par ce même Sénat sur un malentendu politico-social en avril 2008. Tandis que, Mme Michèle Duvivier Pierre-Louis avait pu accéder à la Villa d'Accueil grâce à une bataille médiatique comme jamais il n'en a eu auparavant. L'on se souvient, l'ex-Premier ministre avait bénéficié d'un courant de sympathie au sein de l'opinion pour prendre la tête du gouvernement, non pas, parce qu'elle avait un projet ou un programme d'urgence pour le pays mais seulement parce qu'elle était une femme attaquée sur sa vie privée.

Bref, son arrivée à la Primature résultait d'un concours de circonstances. Il en est de même d'ailleurs, pour l'ex-ministre de la Coopération et de la Planification Externe, Jean-Max Bellerive. Son nom ne faisait-il pas partie des premiers ministrables lors du concours de chaise musicale en 2008? Ironie de l'histoire, il n'avait pas été désigné par le Président de la République pour les mêmes raisons pour lesquelles il est désigné aujourd'hui : sa popularité auprès des parlementaires de tout bord. *Haïti Liberté* avait même publié un article à cet effet , expliquant que si M. Jean-Max Bellerive est désigné Premier ministre, sa ratification à l'Assemblée nationale se ferait comme une lettre à La Poste, tant l'homme est consensuel et populaire parmi les sénateurs et les députés.

Aujourd'hui donc, ni la désignation, ni la ratification de ce vieux routier de l'administration haïtienne et fin connaisseur du fonctionnement du Parlement ne sont une surprise pour les observateurs attentifs et qui connaissant le milieu politique haïtien. En plus de sa parfaite connaissance du rouage des cabinets ministériels et des élus, grâce à ses expériences de plus de vingt années consécutives, celui qui succède à Mme. Michèle D. Pierre-Louis ne sera pas dépaysé, et nous pensons même, vue ses relations de proximités avec le chef de l'Etat, que c'est l'homme de la « conjoncture » pour paraphraser l'homme le plus maudit de la politique haïtienne: le professeur Leslie F. Manigat.

Naturellement, pas dans le sens que le nouveau récipiendaire va briller de tous ses feux et mettre ses connaissances acquises en Suisse, Belgique et France et ses expériences de vingt ans dans la fonction publique haïtienne au service de son pays. On aurait bien aimé le penser de cette manière, et sans doute d'autres aimeraient le voir se mettre à transformer ce pays en un lieu où chaque haïtien ait au moins le sentiment de vivre dans le même pays que la minorité des nantis qui le prend en otage depuis des lustres. Nous disons l'homme de la « conjoncture » dans la mesure où le chef de l'Etat cherchait quelqu'un qui pouvait lui laisser la haute main sur les décisions de la Primature.

C'est un secret de polichinelle. De Jacques Edouard Alexis à Michèle D. Pierre-Louis, en tant que Premiers ministres, il n'y a jamais eu vraiment de problèmes politiques ou de divergence idéologique entre la Présidence et la Primature. Le seul problème, mais de taille, auquel ces deux ex-chefs de gouvernement et leur patron s'étaient confrontés : c'était la liberté de pouvoir gouverner en tant que Premier ministre. La liberté de pouvoir prendre au moins quelques décisions relevant de leurs attributions constitutionnelles. On le sait, à chaque tentative, pour l'un ou l'autre de ces chefs de gouvernement, de prendre une décision, il se voyait frapper d'interdit par le Palais par un refus catégorique et ferme. D'où des conflits larvés qu'ont connus les deux têtes de l'exécutif jusqu'à provoquer les méfiances se traduisant en une perte de confiance dans la gestion de l'Etat sans pour autant provoquer des ruptures d'amitié.

Dans le cas du nouveau Premier ministre, Jean-Max Bellerive, l'on ose penser que les deux institutions n'auront pas à faire les frais des mauvaises humeurs de l'une et de l'autre. Bellerive n'aura sans doute pas d'ambition ou prétention présidentielle et puis qu'il sait, qu'il a été nommé, non pas pour appliquer une nouvelle politique mais juste pour conduire un gouvernement dont il n'aura pas forcément la haute main, vu qu'il a été entendu que c'est le chef de l'Etat qui conduira la politique gouvernementale et décidera de tout à sa place. En fait, Bellerive jouera le rôle d'un Premier ministre de transition qui se limitera à exécuter les

Suite à la page (15)

Haïti Liberté Honored by "Project Censored"

By Morisseau Lazarre

Project Censored has cited an article by Haïti Liberté journalist Kim Ives as one of the *"Top 25 Censored Stories for 2010."* The 25 selected stories, announced in September, are compiled in *"Censored 2010,"* a book which was published in October and can be obtained at the program's website (www.projectcensored.org).

Project Censored, a Sonoma State University (SSU) media research program that ferrets out the *"News That Didn't Make the News and Why,"* was founded in 1976 with the mission of promoting a free press by highlighting *"important national news stories that are underreported, ignored, misrepresented, or censored by the US corporate media,"* explains its website. The project has trained over 1,500 SSU students in investigative research over the past 33 years.

The Haiti Liberté article recognized by Project Censored was *"UN Military Base Expanding: What is Washington up to in Cité Soleil?"* by Kim Ives, which is about the demolition of over 80 houses of Port-au-Prince's poorest residents to make way for an expanded UN military base and police station in Haiti's largest shanty town (see *Haïti Liberté*, Vol. 2, No. 7, 09/03/2008). That story was followed by another by Ives seven months later entitled *"Washington Bulldozes Slumdwellers to Expand Military and Police Base in Haiti's Most Restless Slum" (see Haïti Liberté*, Vol. 2, No. 37, 04/01/2009).

The UN/Police base was built by U.S. Pentagon contractor DynCorp and inaugurated by then U.S. Ambassador to Haiti Janet Sanderson on Mar. 25, 2009.

"Between 700 and 1,000 stories are submitted to Project Censored each year from journalists, scholars, librarians, and concerned citizens around the world," according to the program's website. "With the help of more than 200 Sonoma State University faculty, students, and community members, Project Censored reviews the story submissions for coverage, content, reliability of sources and national significance. The university community selects 25 stories to submit to the Project Censored panel of judges who then rank them in order of importance."

The Haiti story entitled *"US Repression of Haiti Continues"* was ranked #16 and cited Ives' piece along with two others: *"Bush Administration Accused of Withholding 'Lifesaving' Aid to Haiti"* by Cyril Mychalejko on the *Upside Down World* site (Jun. 25, 2008) and a related piece, *"RFK Center Releases Documents Outlining US Actions to Block Life-saving Funds to Haiti,"* issued by the RFK Memorial Center for Human Rights on the same site (Aug. 4, 2008).

Current or previous national judges include: Noam Chomsky, Susan Faludi, George Gerbner, Sut Jhally, Frances Moore Lappé, Michael Parenti, Herbert I. Schiller, Barbara Seaman, Erna Smith, Mike Wallace and Howard Zinn.

Other stories among the top 25 for 2010 are *"Obama's Military Appointments Have Corrupt Past" (#7), "US Arms Used for War Crimes in Gaza" (#9), "The ICC [International Criminal Court] Facilitates US Covert War in Sudan" (#17), and "US Congress Sells Out to Wall Street"* (#1).

Project Censored publishes its top 25 censored stories in a book every year. It also issues a quarterly newsletter with a circulation of 9,000. Its website receives over a million views monthly from around the world.

"Project Censored is one of the organizations that we should listen to, to be assured that our newspapers and our broadcast outlets are practicing thorough and ethical journalism," said the late legendary Walter Cronkite, who anchored the CBS Evening News for two decades.

Jean Max Bellerive Ratified as Haiti's New Prime Minister

By Kim Ives

In record time, both Parliamentary houses have ratified Prime Minister Jean Max Bellerive, who President René Préval nominated the day after Haiti's Senate fired his predecessor Michèle Duvivier Pierre-Louis on Oct. 30 (see *Haïti Liberté*, Vol. 3 No. 16, 11/4/2009).

The Senate approved him on Nov. 6 and the House of Deputies on Nov. 7.

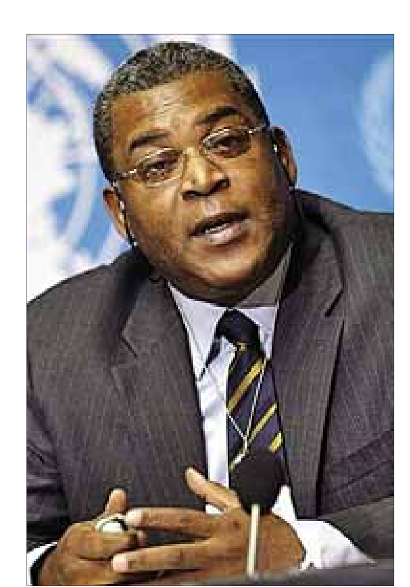
In the last step of the ratification process, on Monday, November 9, Bellerive presented his *"general policy declaration"* to the Senate. It was approved with 22 votes and 4 abstentions from the 29 senators who are overwhelmingly from Préval's Lespwa (Hope) coalition.

Bellerive has kept 11 ministers from Pierre-Louis' government, in which he was Planning Minister, and recruited seven new members.

Among the most noteworthy appointments is that of Paul Denis, the former senator and former head of the Struggling People's Party, as Justice Minister. Denis headed a so-called Commission of Administrative Inquiries (CEA) convened by the 2004-2006 coup government of de facto Prime Minister Gérard Latortue. In Nov. 2005, Denis' commission issued an incoherent and thoroughly discredited report alleging that former Haitian President Jean-Bertrand Aristide, overthrown by the Feb. 29, 2004 coup, embezzled millions of dollars from Haitian state coffers. Denis' infamous enmity towards Aristide and his Lavalas Family party (FL) does not bode well for the hundreds of Lavalas political prisoners, arrested during the coup, who still languish in Haitian jails.

Denis is also a close personal friend and advisor of President Préval.

Perhaps to offset the inevitable outcry over Denis' appointment, Préval and Bellerive also appointed former Lavalas deputy Yves Cristallin as Social Affairs Minister. Despite Cristallin's Lavalas credentials, he has received severe criticism and condemnation from many FL members and leaders in recent months for his close relations with the Préval government. He has acted as an advisor to Préval and sat on one of his commissions.



Jean Max Bellerive is Haiti's new Prime Minister: "What worries me are the limitations and precariousness of resources."

Another vaguely Lavalas and surprise appointment was that of Marie-Michèle Rey as Foreign Minister. In 1991 and 1994-95, Rey was President Aristide's Finance Minister (under first Prime Minister Préval, then PM Smarck Michel). Despite that association, she was a strong defender of the neoliberal reforms that the Clinton administration tried unsuccessfully to push on Aristide.

Another neoliberal proponent from Haiti's bourgeoisie, Jocelyne Colimon Féthière, was appointed Trade and Industry Minister. She was the former head of Promobank, an investment bank founded by Texas-based Haitian businessman, Dumas Siméus, who made an unsuccessful Presidential bid in 2005.

Meanwhile, former Episcopalian priest and long-time Haitian consul in the Dominican Republic, Edwin Paraison, was named to the post of Minister of Haitians Overseas. Paraison, who has strong human rights credentials, has a primarily public-relations job of representing the government in Haiti's diaspora, mostly in the U.S. and Canada.

Ronald Baudin was appointed Economy and Finance Minister. He previously headed a Préval-formed commission (CMO-HOPE) to sell in the U.S. and Haiti the government's HOPE II initiative, which seeks to attract more assembly-sector sweat-shop jobs to Haiti.

Marie-Laurence Josselin Lassègue, who was Minister of Women's Conditions under Pierre-Louis, was reassigned as Culture and Communications Minister. Marjorie Michel took her place.

Bellerive, 51, left Haiti with his parents in 1960 during the Duvalier dictatorship to live in Europe. He went to school in France, Switzerland and Belgium, returning to Haiti after the 1986 fall of Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier.

He was one of the key drafters of the **Poverty Reduction Strategy Paper** (DSNCRP), a neoliberal blueprint drawn up for Haiti under the aegis of the International Monetary Fund.

Bellerive, a job-hopping government technocrat, is no boat-rocker. He has held government posts under both administrations of both President Préval and President Aristide, as well as under Latortue's de facto government. He proposes nothing different from Pierre-Louis' neoliberal policies. To raise more state revenues he said he would carry on *"the fight against fraud and tax evasion, strengthen customs offices,"* and continue the installation of a computer system for customs outposts in Haiti's provinces, where contraband pours in.

Lack of money is always the biggest obstacle faced by any Haitian government. *"What worries me,"* Bellerive told the Parliamentarians, *"are the limitations and precariousness of resources."*

Par Percy Francisco Alvarado Godoy

NOUVELLE CONTRE-RÉVOLU NICAR

La récente décision de la Chambre constitutionnelle auprès de la Cour Suprême de Justice de la République du Nicaragua qui favorise la réélection de l'actuel mandataire Daniel Ortega, a été le centre d'un sérieux conflit d'intérêts au niveau national et international. L'enjeu réel de ce conflit est de faire triompher l'intention des Etats-Unis et de leurs alliés internationaux, ainsi que de l'oligarchie nicaraguéyenne, d'empêcher que les forces progressistes continuent de gouverner au Nicaragua.

Cette attaque, sans le moindre doute, fait partie de la stratégie contre-révolutionnaire internationale qui s'oppose à l'avancée des forces progressistes en Amérique Latine, au développement de l'ALBA comme processus d'intégration entre nos peuples, hors de la tutelle hégémonique des Etats-Unis. Elle est en particulier l'expression de la résurrection de l'obsolète doctrine de la Sécurité Nationale nord-américaine.

Le mardi 21 octobre, le mandataire nicaraguayen a relevé que la décision de la CSJ était sans appel aucun. C'est une réponse claire aux forces d'extrême-droite de son pays qui remettent en cause ladite décision, utilisant les réformes anticonstitutionnelles de 1995, lesquelles interdisent la réélection présidentielle. La CSJ avait accepté un recours pour inconstitutionnalité contre les mêmes réformes.

Dans un discours prononcé par le Président Daniel Ortega, le 19 octobre passé, durant un meeting à Chinandega, celui-ci avait défendu les avantages de sa réélection en vue de pouvoir appliquer les engagements de son programme de gouvernement, qui est « un projet chrétien, solidaire et socialiste », disait-il.

La nécessité de sa réélection en 2011, à laquelle s'oppose obstinément la droite, Ortega l'exprima de la manière suivante : *« Ce programme ne peut être exécuté en cinq ans. Eux, ils ont passé 16 ans durant lesquels ils ont imposé leur programme de capitalisme sauvage, pour cela et raison de plus, le peuple a le droit de pouvoir donner une continuité à un gouvernement qui défend et favorise la solidarité ».*

La continuité du mandat présidentiel initiée par Ortega le 10 janvier 2007, et qui se déroulera jusqu'en Janvier 2012, en un nouveau mandat, est devenue une condition indispensable pour faire aboutir les solutions aux problèmes aigus que vit la nation nicaraguayenne, frappée par de sérieux problèmes structurels et les inégalités sociales. Pour cela, Ortega insista : *« La démocratie n'est pas celle qui bénéficie à seulement quelques individus, aux riches, aux capitalistes. La démocratie doit être au bénéfice de tous, des paysans, des pauvres ».* Aujourd'hui, des partis politiques d'opposition, le Parti Libéral Constitutionnel (PLC), le Mouvement Rénovateur Sandiniste (MRS), la Banquette Démocratique Nicaraguéyenne (BDN) et l'Alliance Libérale Nicaraguéyenne (ALN) se sont lancés dans une manœuvre désespérée. Ils ont présenté au secrétariat de l'Assemblée Nationale du Nicaragua un projet de loi pour rendre sans effet l'arrêt 504 de la CSJ, rendant possible la réélection de Daniel Ortega. Dans cette même législation, ils prétendent introduire un autre instrument légal pour annuler les résultats des élections municipales de novembre 2008.

Avec la présentation du projet de loi mentionné, les députés de l'opposition ont torpillé les sessions de l'Assemblée en n'enregistrant pas leur présence préalable à la session de l'organe législatif, le 27 octobre passé, empêchant de cette manière que le quorum requis soit atteint pour initier la session de travail qui examinera le budget général pour 2010 et la réforme fiscale.

Participation nord-américaine dans le plan de déstabilisation

La réaction de l'administration Obama face à la décision de la CSJ du Nicaragua n'a pas tardé. S'ingérant de façon flagrante dans les affaires internes d'une autre nation, elle déclara le 23 octobre par la voix de Ian Kelly, porte-parole du Département d'Etat étasunien, ce qui suit : *« Nous partageons l'inquiétude de nombreux Nicaraguayens au sujet de cette situation qui fait suite à une large série de comportements contestables et irréguliers du gouvernement (…) menaçant de miner la base de la démocratie au Nicaragua et mettant en question l'engagement du gouvernement du Nicaragua avec la Charte Démocratique Interaméricaine ».* Après cela il ajouta : *« Nous sommes préoccupés par la manière dont la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême a abouti à cette décision ».*

Bien sûr, ce n'était pas la première attaque contre le gouvernement de Daniel Ortega. Le 19 février, le Président du sous-comité des relations extérieures du Congrès nord-américain pour l'hémisphère occidental, Eliot Engel, a visité le Nicaragua, en compagnie d'autres congressistes, afin de tenter de faire pression sur le gouvernement au moyen du déblocage de l'aide contenue dans le Compte Défi du Millénaire (CRM-Cuenta Reto del Milenio - n.t.), à condition que sa politique nationale et internationale soit changée. Cette aide avait été suspendue sous l'accusation absurde selon laquelle le parti dirigeant, le Front Sandiniste de Libération Nationale, s'était livré à la fraude durant les élections municipales de novembre 2008, privant le Nicaragua de l'aide du CRM et laissant sans réalisation des projets à Léon et Chinandega pour un montant de 175 millions de dollars, dont ont été exécutés 111 millions. Les Etats-Unis, alliés étroitement à plusieurs pays de l'Union Européenne, ont utilisé les aides financières au Nicaragua dérivées du CRM, de même que d'autres contributions provenant d'Europe, pour faire du chantage contre le gouvernement du Nicaragua.

Bien que dans les politiques de l'administration Obama il y ait une priorité claire envers le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Equateur et d'autres nations, il ne faut pas du tout écarter le fait que le Pentagone et la CIA soient derrière les plans de déstabilisation contre le gouvernement de Daniel Ortega, attaché à ses claires positions progressistes dans la sphère internationale et aux changements qu'il a réalisés dans le statu quo de son pays, au détriment des intérêts de l'oligarchie nationale.

Le rôle de la contre-révolution interne

Les attaques contre la décision de la Cour Suprême de Justice en relation avec l'inconstitutionnalité de l'article 147, déclenchèrent dans l'immédiat des réactions multiples : les unes moins fébriles que d'autres, conspirant clairement dans la recherche d'un prétexte pour répéter au Nicaragua l'expérience hondurienne. Toutes, cependant, centrèrent leurs attaques contre Daniel Ortega et l'activité de son gouvernement, engagés tous les deux dans une action destinée à favoriser les pauvres et à faire disparaître la prédominance économique, politique et sociale des oligarchies.

L'un des premiers à réagir fût le président de la Conférence Episcopale du Nicaragua, Leopoldo Brenes, qui signala au canal 12 de télévision : « Nous avons analysé l'annonce qu'avait donnée la Chambre Constitutionnelle de changer un article de la Constitution politique et je considère que c'est une situation très triste dans l'histoire de notre pays, alors que notre Charte Suprême est la seule qui régit les pouvoirs de l'Etat ».

Il ne lui fût pas nécessaire de cacher son opposition à la décision de la CSJ, sous le prétexte d'éviter un bain de sang au Nicaragua, quand en réalité il s'alignait à la revendication quasi hystérique des autres secteurs de l'oligarchie traditionnelle.

Les autres qui se sont empressés d'accuser la CSJ et le sandinisme fûrent les membres du Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée (COSEP), auxquels ils leur imputèrent l'usurpation des fonctions du Congrès du Nicaragua.

Pour leur part, une coalition de partis de droite, libéraux et pseudo démocrates, ainsi qu'un groupe de renégats de la gauche intégrée par le Parti Libéral Constitutionnel (PLC), la Banquette Démocratique Nicaraguéyenne (BDN), l'Alliance Libérale Nicaraguéyenne (ALN) et le Mouvement Rénovateur Sandiniste (MRS), et plusieurs députés indépendants, se sont unis aux attaques contre Ortega. Habitué à manoeuvrer pour faire de l'obstruction à l'action progressiste du gouvernement, bien que jamais sous une forme unifiée, ce groupement a trouvé une occasion pour lancer une forte campagne de désinformation mobilisant tous les ressorts de l'action politique pour diaboliser l'image du mandataire, telle comme ils l'ont fait pour Chávez, Evo Morales et Rafael Correa dans leurs nations respectives.

La stratégie des opposants parlementaires est conduite de manière à obtenir une majorité simple qui leur permettrait de s'opposer à la décision de la CSJ et à la réélection de Ortega, réaffirmant les alliances nouées en novembre 2008 pour accuser le sandinisme de fraude durant les élections municipales et dénigrer son gouvernement au niveau international. A cette prétendue alliance de défense de la démocratie s'est joint l'ex-président corrompu du Nicaragua, Arnoldo Alemàn. D'autres organisations conservatrices, engagées contre Ortega depuis le moment de sa prise de fonction en tant que mandataire, comme l'Union Citoyenne pour la Démocratie (UCD), le Mouvement pour Nicaragua et la Chambre Américaine de Commerce du Nicaragua (AMCHAM), se sont également alignées contre la décision de la CSJ.

Les critiques à Ortega et à l'activité du sandinisme au Nicaragua, alignèrent des figures controversées comme l'ex-chancelier et député libéral d'opposition Francisco Aguirre, l'ex-candidat présidentiel et législateur libéral dissident, Eduardo Montealegre et aussi les déserteurs des files sandinistes, les députés Enrique Sáenz et Victoru Hugo Tinoco. Toute la contradiction interne au Nicaragua est idéologiquement liée aux secteurs ultraconservateurs des Etats-Unis, de plusieurs pays européens et à l'activité obscure et subversive de la CIA et du Mossad, d'où proviennent une grande partie des fonds pour le financement de leur activité. La preuve est dans le fait que le Mouvement Rénovateur Sandiniste reçoit des fonds provenant d'organisations démocrates européennes et des Etats-Unis, sous le couvert d'ONG.

D'autres ennemis externes participent au complot

L'une des manœuvres dirigées depuis l'étranger et attisées par des représentants diplomatiques accrédités à Managua, fût celle de fomenter le mouvement séparatiste des indiens miskitos, dans une trame pour saboter les élections régionales d'avril de l'année prochaine. Les faits violents enregistrés à Bilwi, Puerto Cabezas, fûrent l'expression de la tentative de créer un foyer de conflits entre le gouvernement sandiniste et les miskitos. Ce fut un prétexte des ennemis du processus révolutionnaire en vue de lui porter atteinte et de miner sa propre base d'appui.

La fondation Friedrich Ebert, liée au parti allemand PSD, a eu un rôle spécial dans les campagnes déstabilisatrices à l'intérieur du Nicaragua. Ses pressions contre le gouvernement sandiniste ne sont pas inconnues, de même que son travail subversif au grand jour en appui à diverses organisations qui sabotent le processus de transformation dans ce pays. La FFE, à l'aide de son porte-parole Valeska Hesse, est arrivée par le moyen de la désinformation et diverses campagnes médiatiques, à ce que l'Union Européenne décide de suspensions draconiennes à l'aide qu'elle avait offerte au Nicaragua. Toujours dans ce sens, c'est à partir de la dénonciation d'une prétendue fraude sandiniste aux élections municipales de novembre 2008, que la FFE a abouti à la suspension de l'aide au Nicaragua de pays comme l'Allemagne et la Suède.

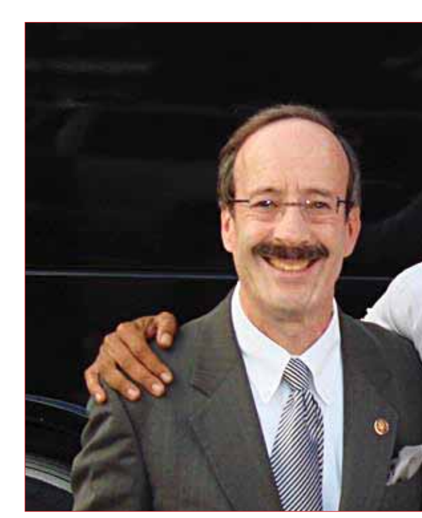
Il n'est pas surprenant que la Fondation Friedrich Ebert soit utilisée comme instrument pour le travail de sape au sein de la jeunesse nicaraguayenne. Cette même organisation a utilisé dans ce but un soi-disant Programme de Formation Socio-Politique de Jeunes « Agents de Changement », au moyen duquel sont recrutés des jeunes entre 18 et 28 ans, « avec un potentiel de leadership démocratique et d'initiative personnelle, motivés par l'amélioration des tâches institutionnelles, porteurs de sensibilité sociale et responsabilité politique », selon sa IVème Convocation au soi-disant programme en 2008. Il est clair, alors, que depuis son siège dans l'OFIPLAZA El Retiro, Batiment No. 6, 2ème étage, Suite 626, s'exécute un programme d'endoctrinement en vue de former des cadres destinés à miner les bases de jeunes du sandinisme et à créer la confusion sur les programmes de l'actuel gouvernement.

Les diplomates de l'Union Européenne accrédités à Managua réalisent des actes réitérés d'ingérence dans la politique interne du Nicaragua, comme cela fût le cas de leur participation dans une rencontre avec l'ONG Ethique et Transparence, celle-là même qui avait prétendu altérer le développement des élections municipales de novembre 2008, sous les incitations et la complicité de la représentation diplomatique du gouvernement norvégien et de la CIA, cette fois à travers son traditionnel écran notoirement connu comme La National Endowment for Democracy (NED), si expérimentée dans le financement de la contre-révolution à Cuba, au Venezuela et d'autres pays progressistes.

Dans cet ensemble de pays qui refusent l'aide financière au Nicaragua et appuient la subversion, se distinguent aussi les représentants diplomatiques de l'Allemagne, du Canada,



Le Président sandiniste de



Barack Obama (à droite) et le Président du Congrès nord-américain pour l'



Certains Présidents des pays membres entre les peuples, hors de la tutelle hég droite : Evo Morales, Zelaya, O



L'ex-président corrompu du

OFFENSIVE
UTIONNAIRE AU
RAGUA



e Nicaragua Daniel Ortega



du sous-comité des relations extérieures
hémisphère occidental, Eliot Engel



de l'ALBA, ce processus d'intégration
gémonique des Etats-Unis. De gauche à
rtega, Chavez et Rafael Correa



Nicaragua, Arnoldo Alemàn

du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la Grande Bretagne, de la Hollande, du Japon, de Taiwan, de la Norvège, de la Suède, de la Suisse, de l'Union Européenne, et ceux de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine du Développement.

Jour pour jour, des dizaines et presque des centaines de ces ONG pullulent au Nicaragua, tentant d'interférer sur le cours du développement politique et social du pays, contribuant à la désinformation et à la guerre idéologique contre le sandinisme, à la création de la confusion et à la vente d'une fausse image face à l'opinion publique internationale. Parmi ces organisations, artifices de la création d'une soi-disant et large opposition populaire au gouvernement d'Ortega, se distinguent l'Union Citoyenne pour la Démocratie (UCD), le Mouvement Pour le Nicaragua (MPN), l'Institut des Etudes Stratégiques et Politiques Publiques (IEEPP), le Centre de Recherches de la Communication (Cinco), Probidad et la Commission Permanente des Droits Humains (CPDH).

Les projets machiavéliques de toutes ces pseudo organisations répondent au financement des Etats-Unis et d'Israël, ainsi que de nations européennes comme l'Allemagne, la Suède, la Norvège et d'autres. Une grande partie de l'aide destinée à leur activité provient de la NED, du National Democratic Institute (NDI), de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement (USAID), de la Banque Inter Américaine de Développement, de l'International Republican Institut (IRI).

Il suffit de dire que les nations européennes ont financé à elles seules l'activité de cette cinquième colonne antisandiniste avec près de 350 millions de dollars depuis que Ortega est passé à la Présidence.

Non seulement le gouvernement suédois a financé l'opposition et a refusé au gouvernement du Nicaragua l'aide financière promise, mais il a aussi impulsé, à travers la presse de son pays, une campagne permanente de désinformation et une guerre sans quartier contre le sandinisme, comme c'est le cas du journal Sydsvenskan et son correspondant Henrik Brandão Jönsson. A ce quotidien suédois se sont joints l'agence d'informations TT et d'autres médias de droite. Un autre détracteur actif du travail d'Ortega au Nicaragua, est le soi-disant parti de gauche Vänsterpartiet, qui navigue dans un cap controversé et qui s'est trouvé souvent ballotté indistinctement jusqu'au centre ou à droite sur les sujets de politique internationale.

Depuis 2008, le Ministère de la Coopération pour le Développement International de Suède, le Ministre Fédéral de la Collaboration Economique et du Développement d'Allemagne, ainsi que d'autres organismes internationaux et pays membres de l'UE ont maintenu les fausses accusations sur la prétendue fraude électorale de novembre de cette année et la supposée suppression de la personnalité juridique de la part du Conseil Suprême Electoral (CSE) à deux partis jusqu'en 2012 : le Mouvement de Rénovation Sandiniste (MRS) et le Parti Conservateur, qui avaient réellement violé les normes légales établies, comme cela a été clarifié par Roberto Rivas, le président du CSE. Ces accusations, ajoutées à une « préoccupation » pour une soi-disant persécution aux activités des ONG au Nicaragua, ont servi d'instrument pour suspendre l'aide au gouvernement de ce pays.

De manière occulte, bien qu'il n'ait pas d'ambassade au Nicaragua, le gouvernement d'Israël travaille dans les coulisses pour saboter l'activité du gouvernement sandiniste, surtout du fait de son appui déclaré à la cause du peuple palestinien et son rapprochement à l'Iran. Aujourd'hui les agents sionistes du Mossad se camouflent comme conseillers dans le secteur de l'agriculture et l'activité d'entreprise. Dans d'autres cas, ils s'abritent à travers la pénétration dans les centres d'études en vue de recruter des prospects pour une mission ultérieure dans le cadre de leur guerre idéologique contre les forces progressistes de la région. Une remarque nous interpelle dans ce sens, c'est le concours que développe Israël au Costa Rica et au Nicaragua, sous l'appellation Connaissez Israël , qui pour le seul Nicaragua a touché plus d'une centaine de jeunes. Derrière ce concours en apparence innocent, le motif du Mossad est de chercher de nouveaux agents pour son activité. Dans ce travail on distingue Enrique Rimbaud, président de l'Association des ex-boursiers d'Israël au Nicaragua, Arturo Vaughan, consul honoraire d'Israël au Nicaragua et Ehud Eitam, ambassadeur d'Israël avec siège au Costa Rica.

Un rôle significatif dans les attaques contre le Nicaragua est joué par l'Interamerican Institute for Democracy, el Dialogo Interamericano et le Council Of Hispanic Affairs, qui ont fait des appels à certains gouvernements et d'autres organisations pour lancer une série de ténébreuses campagnes déstabilisatrices à l'intérieur du Nicaragua et d'attaques idéologiques au niveau international.

Activité médiatique contre le Nicaragua

L'activité médiatique, l'administration Obama incluse, dans l'objectif de déstabiliser un gouvernement n'est pas une nouveauté, puisque des pays comme le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, sont en train de la subir sous divers niveau d'intensité. Le gouvernement sandiniste de Daniel Ortega n'échappe pas non plus à ces campagnes où la presse, alliée aux secteurs de droite, se met au service de la plus cruelle guerre idéologique. Comme c'est bien connu, la majorité des médias de communication sont la propriété de personnes qui répondent aux intérêts de l'oligarchie, comme c'est le cas de El Nuevo Diario, La Prensa, Trinchera et Nicaragüita.

L'un de ces quotidiens, La Prensa de Managua, a chargé d'une enquête la société M&R Consultores, dans le but de créer un état d'opinion adverse opposé à la réélection du Président Daniel Ortega. Selon les enquêteurs, 68,3% des personnes consultées s'opposent à la décision de la CSJ dans ce sens.

La manipulation douteuse des résultats est une claire manœuvre dans la guerre médiatique menée contre Ortega, laquelle a été renforcée aussi par les médias de communication des Etats-Unis et des pays développés, dans l'objectif de le diaboliser. Le quotidien espagnol El País a été l'un des plus fervents détracteurs du gouvernement nicaraguayen dans les derniers mois, à un point tel qu'il en est arrivé à publier un article mensuel, contenant de fortes accusations contre le Président et dénaturant les chiffres concernant les résultats économiques et sociaux de son gouvernement.

Un autre quotidien, le Diario de Las Américas, de Miami, s'est converti en porte-parole des groupes contre-révolutionnaires implantés dans cette ville, ceux qui se sont liés aux extrémistes d'origine cubaine et vénézuélienne, pour lancer des diatribes contre les gouvernements de l'ALBA. La campagne médiatique contre Daniel Ortega a eu un sceau particulier avec les déclarations de Gioconda Belli, écrivain et ex-militante du FSLN, qui lança contre le mandataire des accusations ridicules dans lesquelles elle le compara à Louis XIV ancien roi de France,.

A Miami, convertie pour le malheur de ses citoyens en capitale de la contre-révolution et de l'extrémisme international, s'est développée une forte et hystérique explosion contre le gouvernement sandiniste. Il y a quelques jours, il s'est constitué là bas l'Union Nicaraguéyenne Américaine, à l'image de la ténébreuse FNCA (Fondation Nationale Cubano-Américaine, nt.), ayant pour fin de « faire toutes les démarches pertinentes d'opposition pour que Ortega respecte la Constitution Politique du Nicaragua qui interdit sa réélection ».

Avec la prétention de réaliser un fort travail de lobby au sein du Congrès, ses adhérents, appartenant tous à l'Association des Journalistes Nicaraguayens, au Parti Conservateur, au Parti Libéral Constitutionnel, au Parti Libéral Indépendant, au Mouvement Rénovateur Sandiniste et à Vamos con Eduardo, parmi d'autres organisations, ils prétendent s'appuyer sur la base contre-révolutionnaire des terroristes d'origine cubaine et vénézuélienne résidant dans cette ville floridienne, ainsi que sur les représentants ultra-droitiers Ileana Ros Lehtinen et les frères Diaz Balart.

Un autre groupuscule de droite situé à Miami, la Société Nicaraguayenne Américaine des Journalistes (NAJS) s'est joint à la cour des protestations anti-gouvernementales. Dans leur cas, leurs positions réactionnaires ont pris de l'évidence quand ils réclamèrent l'aide des Etats-Unis pour : « (…) prendre note de ce nouvel abus du FSLN, qui dans sa soif de se perpétuer au pouvoir et d'imposer ce qui est appelé le Socialisme XXI du président vénézuélien, Colonel Hugo Chàvez, altère l'ordre constitutionnel et porte atteinte aux droits élémentaires des nicaraguéyens, avec des conséquences régionales incalculables ».

Cherchant des alliances avec l'extrême-droite dans le Congrès nord-américain, la NAJS a envoyé une lettre à la congressiste Ileana Ros-Lethinen, pour que celle-ci serve de médiatrice avec le président Barack Obama : « Nous vous sollicitons pour continuer d'alerter le Congrès nord-américain sur les graves dangers que vivent le Nicaragua et la région sous le Gouvernement de Daniel Ortega, et sur la nécessité pressante pour le Président Barack Obama de faire attention aux risques que cela implique ».

Un rôle d'importance au sein de la base de la contre-révolution anti-nicaraguayenne à l'extérieur depuis la décennie des années 80, a été accompli par la Force Nicaraguayenne du Travail Civique, laquelle a été en fait ressuscitée pour accroître leur offensive contre Daniel Ortega. Dirigée traditionnellement par des puissants de l'argent, comme cela se fait avec la Fondation Nationale Cubano Américaine (FNCA), la FNTC répond inconditionnellement à l'extrême-droite des Etats-Unis et à l'oligarchie nicaraguayenne. Il y a à mentionner que l'un de ses leaders, Orozco, est actuellement le vice-président du Terra Bank, il fût trésorier et parallèlement administrateur, de la Grande Convention des Nicaraguayens à l'extérieur durant l'année 2006. La NCTF a créé un prix dénommé Nicarao Award pour gâter des figures telle que le congressiste Mario Diaz-Balart ou le corrompu commissaire de Miami-Dade, Joe Martinez.

La complicité de la NCTF avec la contre-révolution vénézuélienne s'est manifestée dans un meeting célébré le 23 mai 2009 passé, quand l'ex-maire putschiste vénézuélien Alexis Ortiz participa, à Miami, dans le Forum Liberté d'Expression et Droits Humains en Amérique Latine, sous les auspices de la Force du Travail Civique Nicaraguayen et par El Diario La Prensa. Ortiz a déclaré là bas : « (…) *pour ne pas avoir prêté attention à temps et sans détours à ce qui se passait à Cuba, aujourd'hui au Venezuela nous souffrons le même cauchemar que les Cubains* ».

L'extrême droite républicaine et la mafia anti-cubaine contre le Nicaragua

Il y a suffisamment de preuves sur la participation des représentants de l'extrême droite nord-américaine Ileana Ros-Lethinen et les frères Mario et Lincoln Diaz Balart, dans toutes les campagnes contre Cuba, le Venezuela, l'ALBA et tout ce qui représente un pas de l'avancée des force de la gauche en Amérique Latine et dans le monde. Leur agressivité contre le Nicaragua n'a pas été niée.

Le 11 décembre 2008, ces bienfaiteurs de terroristes demandèrent à la Secrétaire d'Etat de l'époque Condoleezza Rice, la suspension totale de l'aide que recevait le Nicaragua à travers le DR-CAFTA (accord de libre commerce, NT) et par le Compte Défi du Millénaire. Les arguments présentés dans la missive à Rice, parlent d'eux-mêmes : « Nous vous écrivons respectueusement pour vous solliciter afin que continue la suspension des versements du programme d'assistance Compte Défi du Millénaire (CRM) au Nicaragua et que se prennent les actions nécessaires pour suspendre le Nicaragua des bénéfices du Traité de Libre Commerce avec l'Amérique Centrale et la République Dominicaine (DR-CAFTA, nt) ».

Le 4 décembre 2005 s'est produite une rencontre entre le congressiste d'extrême-droite Mario Diaz-Balart et des Nicaraguéyens à Miami, qui déboucha sur un appel à affronter Cuba et le Venezuela, et aussi tous ceux qui menacent la démocratie en Amérique Latine. Les groupes nicaraguayens qui s'opposent au sandinisme utilisent les mêmes espaces de manifestation que leurs congénères de la mafia anti-cubaine de Miami, dans la Petite Havane et, particulièrement, l'espace situé face au restaurant Versailles, où il y a peu de temps les intolérants de Vigilia Mambisa ont brûlé les disques du chanteur colombien Juanes.

Aujourd'hui, il n'est nullement surprenant de voir les récalcitrants contre-révolutionnaires nicaraguayens marcher par les rues de Miami, commandés par Elio Aponte, défiler contre Cuba, Chàvez, Ortega, Evo, Correa et l'ALBA, en union avec les escadrons de ERVEX et des terroristes d'origine cubaine intégrés à Unité Cubaine, Mer pour Cuba, Alpha 66, Vigilia Mambisa, la Junte Patriotique Cubaine, le Congrès National Cubain, l'Association UMAP et Cuba Indépendante et Démocratique.

Il n'y a pas le moindre doute que l'offensive anti-nicaraguayenne fait partie d'une vaste opération contre-révolutionnaire en Amérique Latine, dirigée contre Cuba, le Venezuela et le reste des pays de l'ALBA. Le Nicaragua peut être l'arrière-chambre du Honduras.

Traduction : Salah Ahmine
Le Grand Soir, 4 novembre 2009

À l'occasion du 92ème anniversaire de la Révolution d'Octobre

Par Salvador LÓPEZ ARNAL

« La Révolution russe a été la preuve tangible dont les damnés de la terre avaient besoin pour être sûrs que le rêve de Marx n'était pas irréel »

La Révolution d'octobre a été depuis ses tous débuts une référence pour le mouvement ouvrier international et internationaliste et les organisations socialistes qui n'ont pas cédé face au bellicisme et à l'avidité de conquête des puissants de la terre. Une référence qui est, de plus, chaque année célébrée. Les cérémonies organisées en hommage à cette glorieuse date du 7 novembre, sont dans la mémoire de beaucoup de combattants révolutionnaires. Depuis la désintégration de l'URSS, depuis le triomphe de la contre-révolution capitaliste (sauvage) sur la terre de Gorki et de Maïakovski, ici également, sur cette page rougie, s'est installé l'oubli, un oubli injuste et suicidaire. Aussi, afin que l'on se souvienne de cette date, que l'on apprenne la signification de cette révolution socialiste, nous avons discuté avec l'écrivain, scientifique, traducteur et militant Manuel Talens.

Salvador López Arnal : Il n'y a pas longtemps, tu me rappelais que ton premier roman, La parábola de Carmen la Reina [La parabole de la Reine Carmen], se terminait par les phrases suivantes : « [À Artefa, un très petit village des Alpujarras (1), on peut entendre les trompettes de l'Apocalypse]… María Espinosa se trouvait dans la basse-cour, et lançait des graines aux poules ; elle avait rêvé que José Botines lui déclarait son amour en la caressant avec des mots doux à la lumière de la bougie, elle s'était réveillée avec l'esprit si heureux qu'elle en avait oublié d'ouvrir la fenêtre pour aérer la chambre, et elle ne s'était même pas rendu compte que l'azur était couvert par des nuages de plomb qui s'étaient lentement installés pendant la nuit ; mais elle leva le regard lorsqu'elle sentit que ses cheveux de neige commençaient à être mouillés, c'est alors qu'elle vit la lumière d'un éclair tomber sur la croix du clocher ; elle passa par le côté gauche de sa maison pour arriver jusqu'à la place, avec les tympans à moitié sonnés à cause des explosions assourdissantes ; elle sentait une odeur de poudre brûlée et à travers les fenêtres de l'église elle voyait s'échapper les flammes scintillantes ; elle était presque à deux pas de la mort, et cependant elle avait cru entendre dans le bruit des tonnerres le début d'un nouvel espoir ; c'était le 7 novembre de l'année 1917, et au même instant les hordes libératrices sautaient par-dessus les barricades au rythme de la septième et dernière trompette, en avançant victorieuses au milieu de la fumée opaque des canons pour assiéger le Palais d'Hiver… »

Permets-moi de t'interroger justement, presqu'un siècle plus tard, sur ce 7 novembre, tu parlais d'un nouvel espoir, de hordes libératrices. Que s'est-il donc passé le 7 novembre 1917 ? Pourquoi penses-tu qu'il a représenté un nouvel espoir pour les classes laborieuses du monde entier ?

Manuel Talens : Puisque ta question est un mélange de fiction et de réalité, ce qui m'enchante d'autant plus que j'ai l'habitude de le faire en tant que narrateur, je vais d'abord ajouter un peu de contexte à cette citation extratemporelle de mon roman, pour mieux situer le lecteur. La parábola de Carmen la Reina se déroule dans la région montagneuse des Alpujarras granadinas (1), ce coin d'Andalousie d'où ma famille maternelle est issue, et évoque la lutte des classes dans un village imaginaire, Artefa, tout au long du XIXe siècle et au début du XXe. La coïncidence précise des dates entre le dénouement apocalyptique des événements à Artefa et la prise du Palais d'Hiver - qui avait marqué la naissance de l'URSS - n'est pas une chose fortuite, mais plutôt un recours rhétorique par lequel j'ai voulu rendre hommage à cet événement historique fondamental qu'a été la Révolution d'Octobre.

Quant à ce 7 novembre, je dois rappeler que la Russie tsariste s'appuyait sur l'ancien calendrier julien, différent du grégorien qui aujourd'hui est utilisé partout. Ce qui a fait que, le 25 octobre, date du triomphe des soviets selon le calendrier prérévolutionnaire, coïncide avec le 7 novembre grégorien. De là vient l'apparente contradiction temporelle d'une Révolution d'octobre qui se commémore en novembre.

J'ajouterai que la toute jeune Union Soviétique a immédiatement adopté le calendrier grégorien, mais sans pour autant cesser de parler de sa révolution comme celle d'octobre. Plus tard, cette confusion a été fixée pour toujours dans l'inoubliable film d'Eisenstein. Aujourd'hui le monde est si globalisé et si uniforme que ces divergences paraissent illogiques, mais à cette époque, pas très lointaine, c'était le contraste entre les pays et les cultures qui était normal, et non pas la similitude. Ceci étant clarifié, revenons à ta question. Au sujet du 7 novembre 1917 et de son importance historique, des tonnes de pages ont déjà été écrites et, aujourd'hui, ce que je pourrais rajouter à l'occasion de cette interview n'est rien de plus que l'insignifiant avis personnel - sans volonté de convaincre qui que ce soit - de quelqu'un qui a toujours considéré ces faits avec des yeux bienveillants. Aussi, je m'excuse par avance si mes commentaires ne sont pas à la hauteur.

La Révolution russe a été la deuxième de l'histoire, mais la première que le prolétariat ait gagné, puisque la première, la française – de caractère bourgeois - avait laissé intacte la propriété privée capitaliste des moyens de production comme système économique régnant. Par contre, la Révolution russe a été la preuve tangible dont les parias de la terre avaient besoin pour être sûrs que le rêve de Marx n'était pas irréel. Elle représentait le début d'un nouvel espoir, car comment ne pouvait-il pas en être autrement ? Cette fois-ci, le capitalisme exploiteur n'était pas resté en place, mais avait été remplacé par le communisme, merveilleux concept malgré toute la désinformation dont il a eu à souffrir pendant plus d'un siècle, et ce communisme-là signifiait l'égalité dans la répartition des biens terrestres. Qu'en dernier ressort cet édifice se soit effondré sept décennies plus tard, ne rend pas moins sublime sa construction. Tout au plus cela confirme que les rêves, une fois réalisés, ont besoin de ferveur et de combat quotidiens durant toute la vie pour ne pas s'éteindre.

Salvador López Arnal : Donc, le communisme, ce merveilleux concept selon tes dires, serait « l'égalité dans la répartition des biens terrestres ».

Manuel Talens : Bien sur, il s'agit d'un concept de base du matérialisme historique, qui se dégage de la société sans classe et de la propriété publique des moyens de production. Le paradis, si celui-ci existe, est ici-bas et ne doit pas être seulement pour quelques-uns, mais pour tous. C'est ce qui s'appelle partager, un concept qui est étranger à la nature même du capitalisme. Le message évangélique du christianisme est précisément le même que celui du communisme, à la différence qu'il s'expérimente sur le terrain de la pensée magique pour faire rêver à un hypothétique usufruit égalitaire dans l'au-delà.

Salvador López Arnal : Tu t'es référé à un film d'Eisenstein. Lequel concrètement ?

Manuel Talens : À Octobre, une merveille du cinéma muet, dédiée aux prolétaires de Petrograd, qu'Eisenstein avait filmé en 1927 pour célébrer le dixième anniversaire de la révolution. Beaucoup de combattants qui avaient réellement combattu ont joué leurs propres personnages dans le film, détail historique à ne pas dédaigner, mise à part la maestria démontrée dans ce film par ce cinéaste extraordinaire qu'a été Eisenstein. Il est disponible sur internet, mais au fur et à mesure que le temps passe, il y a chaque fois moins de gens qui sont encore capables d'apprécier une narration cinématographique comme celles d'autrefois, à l'état pur, sans dialogues.

Salvador López Arnal : On a parfois entendu affirmer, surtout de la part de ceux qui lui ont été hostiles, que la Révolution russe a été plutôt un coup de main des bolcheviques. Que peux-tu dire de cette appréciation ?

Manuel Talens : Que nous sommes, ici, sur le terrain de la propagande, dont l'objectif n'est autre que la désinformation. Il est évident que la réécriture de l'histoire de la part de l'adversaire reste accrochée comme un pot de colle à toute entreprise révolutionnaire. Nous avons des exemples très proches : depuis cinq décennies Cuba endure des calomnies. Quant au Venezuela, il ne se passe pas un seul jour sans que la presse privée occidentale n'affirme que quoique fasse le gouvernement de Hugo Chávez, c'est mauvais. Il faut apprendre à vivre avec cet obstacle qui pour l'instant paraît insurmontable.

Le supposé coup de main des bolcheviques ne résiste même pas à la plus petite analyse, c'est une insulte à l'intelligence. Il se base sur la fausseté sémantique que toute révolution est un état de pagaille et de désordre, sans tactique réfléchie de combat, qui finit par asphyxier l'ordre légal comme étant le passage précédant le chaos. Avec une prémisse aussi trompeuse, il est facile de déduire le sophisme que la prise du Palais d'Hiver - dernière escarmouche révolutionnaire, un prodige de tactique militaire - a été un coup de main de plusieurs centaines de bolcheviques intrépides, qui ont fini par pêcher en eaux troubles. Il s'agit sans aucun doute d'une thèse réductrice ad infinitum, qui fait intentionnellement abstraction de tout le processus révolutionnaire antérieur, lequel en mars, avait poussé le tsar Nicolas II à abdiquer et à former un fragile gouvernement provisoire de la bourgeoisie capitaliste. En outre, cette thèse, fait complètement abstraction de ce que Petrograd (Saint-Pétersbourg) était déjà sous le contrôle des soviets et ignore, par-dessus tout, l'intelligence de Lénine qui à ce moment, le rend maître de l'échiquier.

C'est comme si nous prétendions oublier Fidel Castro et le combat de guérillas qu'il avait initié à partir de la Sierra Maestra et que nous nous focalisions seulement sur la bataille finale de

Suite à la page (16)



Vladimir Ilyich Lénine (22 Avril 1870 – 21 Janvier 1924)

Les Cinq : Lettre du mois

2 novembre 2009

Monsieur le Président Obama,
The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Déjà onze ans et deux mois sont passés depuis l'arrestation des cinq Cubains Gerardo Hernandez, Fernando Gonzalez, Antonio Guerrero, Ramòn Labañino, et René Gonzalez, et ces cinq hommes sont toujours en prison aux Etats-Unis.

Antonio a eu une nouvelle sentence à Miami, et sa perpétuité plus dix ans s'est commuée en vingt deux ans de prison. C'est énorme, vingt deux ans, quand on est innocent ! Les condamnations de René à 15 ans et de Gerardo à deux perpétuités plus 15 ans ne changeront pas. Ramón et Fernando, eux auront leur nouvelle sentence le 8 décembre. Le problème, avec les Cinq, c'est qu'à part des entrées illégales aux Etats-Unis, et de fausses identités pour certains d'entre eux, rien ne peut leur être reproché ! Ils étaient agents de Cuba, et sont rentrés aux Etats-Unis pour infiltrer les milieux terroristes de Floride, ils ne pouvaient tout de même pas arborer un badge avec écrit : « agent Cubain » !

En France, on dit que quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. C'est ce qui se passe avec les Cinq ! Leurs accusations principales reposent uniquement sur des intentions prêtées : intention d'espionner, intention de commettre un meurtre, etc. Pas la moindre preuve n'a pu être fournie, et pour cause, ils sont innocents ! Mais, comme dit le docteur Pastor, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter pour l'Amérique latine *« Un jugement contre cinq agents de l'intelligence cubaine se déroulant à Miami est aussi juste qu'un jugement contre un agent de l'intelligence israélienne qui aurait lieu à Téhéran »* (New York Times, 14 oct.2009)

C'est quand même extraordinaire, de la part du pays qui cherche depuis presque cinquante ans à mettre Cuba à genoux, de le voir jouer aujourd'hui les martyrs à l'occasion de ce procès ! Pays qui en plus donne asile à Luis Posada Carriles, le Ben laden de l'Amérique Latine ! Cet homme de nationalité vénézuélienne a été le concepteur avec Orlando Bosch de l'attentat contre l'avion de la « Cubana » qui a fait 73 morts le 6 octobre 1976.Le Venezuela réclame toujours en vain aux Etats-Unis son extradition pour le juger. Orlando Bosch, lui, a été gracié par G. Bush père en 1990.

Les actes criminels contre Cuba vont bien au-delà de ce que préconisait le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires interaméricaines Lester D.Mallory à son secrétaire d'Etat Roy R. Rubottom, le 6 avril 1960, dans un mémorandum : *« La majorité des Cubains soutient Castro, il n'y a pas d'opposition politique efficace…Tous les moyens doivent être entrepris rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba…Une mesure qui pourrait avoir un très fort impact serait de refuser tout financement et livraison à Cuba, ce qui réduirait les revenus monétaires et les salaires réels et provoquerait la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement »* Depuis la révolution de 1959, sabotages, attentats les plus meurtriers se sont multipliés contre Cuba, fomentés depuis les Etats-Unis, encouragés au plus haut niveau. Une propagande éhontée, jusqu'à arracher les enfants à leurs familles pour les élever dans la haine de la révolution, comme ce fut le cas avec les « Peter Pan », et bien d'autres actes malveillants très au-delà de la simple guerre économique ont été et continuent à être menés contre Cuba.

Le blocus contre Cuba quant à lui a été reconduit cette année encore, par vous, Monsieur le Président, au mépris de la volonté d'une très grande majorité de nations (En octobre 2009, au vote de l'ONU:187 contre le blocus ; 3 pour le maintien du blocus ; 2 abstentions, les 192 nations se sont exprimées).

Alors, bien sûr, face à un tel déchaînement contre Cuba, et depuis tant d'années, les accusations portées contre les cinq paraissent dérisoires. Les refus de visa à Adriana et Olga pour aller voir leurs maris Gerardo et René sont scandaleux. Le 15 juillet dernier, votre pays a refusé le visa à Adriana sous prétexte qu'elle *"constitue une menace pour la stabilité et la sécurité nationale des Etats-Unis"*. Un tel prétexte paraîtrait ridicule, s'il n'était pas aussi tragique pour deux êtres qui s'aiment et ne peuvent même pas se voir le temps d'un parloir.

Ce n'est pas un hasard si les citoyens américains dans leur grande majorité sont tenus dans l'ignorance de cette affaire, ils seraient outrés s'ils étaient au courant. Malgré ce silence complice, la vérité fait son chemin, les comités de soutien se multiplient, les Cinq reçoivent un courrier impressionnant des quatre coins de la planète.

L'affaire des Cinq est politique, et doit avoir une solution politique !

Monsieur le Président Obama, vous devez accorder une « clémence exécutive » à ces cinq hommes qui n'ont que trop souffert depuis plus de 11 ans, et sont restés un exemple de dignité que l'on ne peut qu'admirer. Cette clémence n'effacera pas toutes ces années de jeunesse qu'ils ont perdues dans vos prisons, mais plus longtemps ils seront enfermés, plus dure à gommer sera l'injustice.

Espérant vous voir prendre cette mesure courageuse rapidement, et de nature à initier de nouvelles relations entre vos deux pays, recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie

Copies à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Messieurs Harry Reid, et M. l'Ambassadeur des USA en France.

Le meilleur hommage à la mère d'un héros

Par Fidel CASTRO

Carmen Nordelo Tejero, la douloureuse mère du Héros de la République de Cuba, Gerardo Hernández Nordelo, injustement condamné à deux prisons à vie plus quinze ans d'incarcération, est décédée hier.

Le plus insolite, c'est que, voilà à peine douze jours, la justice yankee a libéré Santiago Álvarez Fernández-Magriñá, condamné pour détention de plus de mille cinq cent armes de guerre, grenades à main et autres moyens destinés aux plans terroristes contre notre peuple. Il s'agissait du second lot d'armes saisi à l'agent de la CIA qui a consacré, au service de l'administration étasunienne, une bonne partie de sa vie au terrorisme contre Cuba.

Il vaudrait la peine que les conseillers de Barack Obama, qui diffusent tant ses discours à la télévision, réclament pour lui montrer une copie de la vidéo de la Table ronde télévisée de CubaVisión qui a abordé la question de la peine ridicule infligée à Santiago Álvarez pour la détention de ces quinze cents armes et pour le lot antérieur d'environ trois cents : à peine quatre ans de privation de liberté dans une prison de sécurité minima, le pire étant la réduction de peine dont il a bénéficié après avoir révélé au parquet étasunien l'existence d'un autre lot d'armes encore plus grand ! Cet individu avait par ailleurs dépêché un groupe qui s'est infiltré à Cuba et auquel il avait confié la mission, entr' autres, de placer une charge d'explosifs dans le cabaret Tropicana, toujours bourré de spectateurs. Nous possédons des preuves documentaires irréfutables de ces instructions.

Un autre terroriste d'origine cubaine, Roberto Ferro, allié de la mafia terroriste de Posada Carriles et de Santiago Álvarez, avait été arrêté en juillet 1991 en possession de trois cents armes à feu, détonateurs et explosifs plastic, et condamné à deux ans de prison. En avril 2006, il a de nouveau été arrêté en possession de 1 751 armes et grenades, camouflées chez lui. Il a été condamné à cinq ans de prison.

On ne dira jamais assez le cynisme de la politique étasunienne qui inscrit Cuba sur sa liste des pays terroristes, lui applique exclusivement une loi assassine, dite d'Ajustement cubain, et lui impose un blocus économique qui interdit de nous vendre des équipements médicaux et des médicaments.

Hier, la Table ronde télévisée (émission d'analyses & débats à la télévision Cubaine - NDR), tout en énumérant les crimes de Santiago Álvarez, a montré des programmes de télévision de Miami au cours desquels un agent patenté des États-Unis, Antonio Veciana, racontait les plans qu'il avait tramés pour assassiner à l'arme à feu et aux explosifs des dirigeants cubains, dont Camilo Cienfuegos et le Che, qui étaient à mes côtés à un meeting, réunissant des centaines de milliers de personnes devant l'ancien Palais présidentiel, ou pour m'assassiner à l'occasion d'une conférence de presse que je donnais au Chili pendant ma visite au président Salvador Allende. En fin de compte, comme l'avoue ce mercenaire, les assassins au service de la CIA prirent peur dans les deux cas au moment d'agir. Et il ne s'agit là que de deux des si nombreux plans d'assassinats du gouvernement étasunien. On peut se souvenir de ces méfaits en conservant son sang froid, à moins que, comme c'est le cas, le récit ne coïncide avec la nouvelle du décès, au terme d'une longue maladie, d'une maman aussi honnête et courageuse que Carmen Nordelo Tejera, dont le fils a été injustement et cruellement condamné à deux perpétuités plus quinze ans, isolé dans une prison de sécurité maximale. Quelle douleur plus sévère pouvait-elle souffrir que la prison injuste de son fils pour des crimes qu'il n'a jamais commis ?



Carmen Nordelo Tejera, la maman de Gerardo Hernández Nordelo, décédée le 2 Novembre à l'âge de 75 ans



Gerardo Hernández Nordelo

On ne saurait déposer une fleur sur son cercueil sans dénoncer une fois de plus le cynisme répugnant de l'Empire !

À quoi s'ajoute une autre nouvelle sinistre, connue cette même après-midi : la signature officielle de l'accord aux termes duquel les États-Unis imposent sept bases militaires en plein cœur de Notre Amérique, menaçant par là non seulement le Venezuela, mais tous les peuples du Centre et du Sud de notre continent. Et ce n'est pas Bush qui a signé cet accord, mais bel et bien Barack Obama, violant des normes légales, constitutionnelles et morales, alors que le monde connaît parfaitement les fruits de la funeste base yankee de Palmerola au Honduras ; et c'est encore sous son administration qu'a eu lieu le putsch militaire contre le gouvernement de ce pays centraméricain.

On n'a jamais traité les peuples latino-américains avec autant de mépris. Cuba sait pertinemment qu'une fois que les États-Unis imposent une de leurs bases militaires, ils repartent si ça leur chante ou ils restent par la force, comme ils le font à Guantánamo depuis plus de cent ans maintenant. Et où ils ont installé un centre de tortures odieux dans les geôles duquel souffrent toujours de nombreux détenus et que le Prix Nobel flambant neuf n'a toujours pas pu éliminer. La rétrocession de la base de Manta en Équateur a été suivie aussitôt de l'officialisation des sept bases militaires imposées au peuple colombien, sous prétexte de lutte contre le commerce de drogues qui, terrible séquelle du paramilitarisme, est né du gigantesque marché de la cocaïne et d'autres substances que constituent les États-Unis. Les Yankees ont installé des bases militaires en Amérique latine bien avant l'apparition des drogues, à des fins interventionnistes.

Cuba a prouvé durant un demi-siècle qu'il est possible de lutter et de résister. Le président des États-Unis se leurre, et ses conseillers avec lui, s'il poursuit sur cette route du mépris sordide envers les peuples latino-américains. Nos sentiments penchent sans hésitation pour le peuple bolivarien du Venezuela, pour son président Hugo Chávez et son ministre des Affaires étrangères, qui ont dénoncé le pacte militaire infâme imposé au peuple colombien et dont les auteurs n'ont même pas encore eu le courage de révéler les clauses expansionnistes.

Cuba continuera de coopérer avec les programmes de santé, d'éducation et de développement social des pays frères qui, malgré les obstacles, les avancées et les reculs, seront toujours plus irréductiblement libres. Comme le disait Lincoln : « …vous ne pouvez pas leurrer tout un peuple tout le temps. » Nous ne ferons pas que déposer des fleurs sur la tombe de Carmen Nordelo. Nous poursuivrons notre lutte inlassable pour la liberté de Gerardo, d'Antonio, de Fernando, de Ramón et de René, en démasquant l'hypocrisie et le cynisme infinis de l'Empire, en défendant la vérité !

Ce n'est qu'ainsi que nous honorerons la mémoire de la légion de mères et d'épouses qui, comme elle, ont sacrifié le meilleur et le plus précieux de leurs vies pour la Révolution et le Socialisme.

Granma 3 novembre 2009

Haïti et le jeu des racistes (suite)

Par Morisseau Lazarre

Après avoir mis en déroute les forces racistes et esclavagistes napoléoniennes et déclaré la création de la Nation haïtienne, nos ancêtres ne dormirent pas sur leurs lauriers. Comme d'excellentes sentinelles, ils s'étaient montrés plus vigilants que jamais, car ils savaient pertinemment que les racistes, orgueilleux, récidivistes qu'ils étaient et qu'ils seraient à jamais, n'allaient pas accepter cet échec aussi facilement et ne digéreraient jamais cette défaite des mains d'une espèce qu'ils considéraient comme étant la pire des races et qu'ils taxaient de lâche, de paresseuse et de barbare, race faite pour subir la domination de l'homme blanc.

Ainsi, qu'est-ce que les racistes n'avaient-ils pas fait ? Que n'avaient-ils pas entrepris pour remettre les chaines aux pieds de nos ancêtres et empêcher que le soleil de la liberté brillât sur la terre de hautes montagnes ? Et quelles astuces n'avaient-ils pas utilisées pour diviser la Nation et freiner sa marche vers le progrès ? Les manigances de Mentor et de Ducoudray, deux agents mulâtres qui travaillaient pour le compte de l'ancienne métropole, pour aboutir à l'assassinat du père de la Patrie, et l'imposition du versement d'une forte indemnité au gouvernement haïtien pour la reconnaissance de l'indépendance de la jeune nation haïtienne, sont deux grandes malédictions qui continuent jusqu'à ce jour de hanter le pays. Et que dire de l'embargo qu'un autre gouvernement esclavagiste, celui des Etats-Unis d'Amérique, sous les pressions de la France coloniale, avait imposé à la toute jeune nation nègre au cœur des Amériques ? Pour convaincre l'administration Jefferson – qui voulait commercer avec Haïti – de l'importance de l'imposition de l'embargo, « *(...) un autre député nommé Randolph*, nous dit Berthony Dupont, *lui aussi a tenté de faire comprendre au congrès « qu'Haïti était une anomalie parmi les autres nations de la terre et qu'il était de son devoir de conserver l'ascendance des blancs sur les noirs de cette île...* » Enfin, campagne de dénigrement, harcèlements, menaces, sont autant d'autres armes dont les nostalgiques esclavagistes français s'étaient servi pour miner sourdement le nouvel État des anciens eclaves.

Un siècle plus tard, les racistes américains, eux, qui s'étaient enrichis à travers leur propre système esclavagiste institutionalisé, et qui ne regardaient pas d'un bon œil l'ascension prometteuse de cette première nation d'anciens esclaves à proximité de leur territoire, distillaient leur préjugés racistes à tout bout de champ à l'égard d'Haïti qu'ils parvenaient à occuper pour y rétablir une forme d'esclavage new-look sous l'apellation de **corvée**. Justification ? « Pacifier les sauvages d'Haïti et les civiliser », avait déclaré l'un des nouveaux conquérants racistes. Mais l'autre raison voilée qui avait poussé ces âmes gangrenées dans cette entreprise, c'est qu'Haïti attisait leur convoitise. Car de 1860 à 1910, cette ancienne colonie française jouissait d'une période de prospérité relative et on en parlait partout. Ainsi donc, durant l'occupation, nos vautours de civilisateurs allaient faire d'Haïti une vache à lait et un champs d'exploitation. « *C'est à partir de préjugés raciaux*, nous dit l'écrivain Jacques Tarnero, *que les colonisations ont pu être menées. Pour légitimer sa conquête, le colonisateur a souvent eu besoin d'affirmer sa supériorité, sa mission évangélisatrice ou civilisatrice.* »

Sous la domination odieuse des Américains la langue des anciens colons français fut imposée comme la langue officielle de la nation haïtienne, façon de nous faire accepter notre destinée d'esclaves. Et ainsi, le coup de grâce fut donné puisque la langue française était devenue dès lors, une source de division parmi les fils du pays et une véritable pierre d'achoppement pour l'affranchissement et l'épanouissement réels de l'homme haïtien.

Forcés de foutre le camp après 19 années d'une occupation militaire qui a laissé comme héritage : ruine, désolation et misère, les racistes américains continuèrent pourtant de diriger le pays à travers les indigènes de services de l'ancienne Armée d'Haïti, une partie de la petite bougeoisie intellectuelle et affairiste et l'église officielle. Et les structures pro-esclavagistes qu'ils ont aussi laissées en place continuent jusqu'à ce jour de causer préjudice à notre nation à tous les niveaux.

En 2004, l'an de grâce, les nostalgiques du système esclavagiste ont récidivé. Cette fois, ils se sont bien gardé d'utiliser leurs vocables racistes. Pour cacher leurs intentions racistes et rallier même certains pays nègres à leur entreprise, ils se sont cachés derrière une supposée « mission d'aide à un peuple en danger ». Voici l'une des nouvelles formules racistes des anciennes puissances esclavagistes. Ainsi, cette nation nègre tant honnie et maltraitée par les racistes, continue de porter la croix d'une occupation aussi humiliante et déshonorante que dévastatrice. Et l'élite haïtienne, qui est composée en majorité de plats parasites, et qui n'a jamais osé lire, semble-t-il, *La Vocation de l'Élite* de Jean Price-Mars, a non seulement failli misérablement à sa mission de défendre la dignité du pays, mais encore a cautionné pour la énième fois le projet de destruction et d'humiliation du pays.

Encore, Berthony Dupont, dans son excellent ouvrage *Jean Jacques Dessalines : Itinéraire d'un Révolutionnaire*, a cité les propos combien racistes, nauséabonds de Décrès, ministre de la Marine et des Colonies de la Métropole française, qui voulait coûte que coûte rétablir l'esclavage à Saint Domingue. Celui-ci dans un rapport qu'il avait rédigé pour le Consulat, nous dit Dupont, a eu à écrire: « *Je suis trop Français pour être cosmopolite et de même que Sparte eut des Ilotes, je veux des esclaves dans nos colonies. La liberté est un aliment pour lequel l'estomac des nègres n'est pas encore préparé ; je crois qu'il faut saisir toutes les occasions pour leur rendre la nourriture naturelle, sauf les assaisonnements que commandent la justice et l'humanité...* » Et notre élite colonisée, sans vergogne, applaudit encore. Mais les masses hitiennes, descendants de nos vanu-pieds, qui ont toujours combattu les forces racistes et esclavagistes au péril de leur vie, se lèveront sur leurs ergots pour rééditer à leurs propres manières les prouesses qui s'imposent pour chasser, une fois pour toutes, les fils de pute du sol haïtien et effacer sur le visage de la nation tous ces plis d'humiliation, d'opprobre et de misère.

Le juge Carvès Jean a repris ses activités

Plus d'un mois après avoir été victime d'une tentative d'assassinat avec commencement d'exécution, le juge Carvès Jean a repris ses activités au tribunal de première instance de Port-au-Prince. Atteint de deux balles à la clavicule gauche au soir du jeudi 24 septembre 2009, le juge Carvès est pour l'instant en parfaite santé. Aux dires du doyen du tribunal civil de Port-au-prince, Rock Cadet, le juge Carvès Jean a failli y laisser sa peau.

Me Carvès Jean est l'un des magistrats ayant rendu le plus de décisions au tribunal (référés, ordonnances du cabinet d'instruction, correctionnel, criminel) pour l'année judiciaire 2008-2009. Ces deux balles qu'il a reçues pendant qu'il rentrait chez lui ont été enlevées par un professionnel. Selon la victime, il faut être un franc-tireur pour réussir un tel exploit. Son mandat de Juge d'instruction arrivé à terme depuis mai 2009 n'a toujours pas été renouvelé.



Le juge Carvès Jean

Quoiqu'il ait encore en sa possession beaucoup de dossiers de kidnapping, de viol, d'association de malfaiteurs, le magistrat attend le renouvellement de son contrat pour recommencer à instruire les dossiers qui sont en souffrance dans ses tiroirs.

Jerson Philippe

Accident mortel à Pétion-Ville

Le dimanche 8 novembre fut un jour de malheur pour les riverains de Pétion-Ville. Un camion à benne transportant du sable destiné à la construction a eu les freins qui ont lâché a dévalé sans contrôle la rue Métélus jusqu'à la route de Frères. Il était environ 8 heures quand le drame est survenu. Plus d'une dizaine de voitures qui par malheur se trouvait sur son passage furent considérablement endommagées et leurs occupants gravement blessés ont été conduits à l'hôpital. Arrivée au niveau de Delmas 103 (par la route de Frères), la bascule jaune immatriculée au # ZA 18039 a coincé une Honda civique blanche immatriculée au # AA 39163 contre le mur d'une clinique.

Entre la porte avant droite de la voiture et la grosse roue avant gauche du camion un homme non identifié d'une cinquantaine d'année pris en sandwich, a rendu l'âme en l'espace d'un cillement. Malere a ki sanble te sot legliz mouri tèt nwè.

Ce nouveau drame à l'instar de celui survenu à Nérette il y a tout juste un an met à nu les globules de manfouben et d'irresponsable qui ruissellent dans les artères des responsables de l'Etat tant local que central. Le corps immobilisé de la victime a dû souffrir pendant plus de quatre heures avant d'être extrait pour être ensuite transporté à la morgue de l'hôpital général. Si par chance la morgue fonctionnait, ce mort a été bien heureux et est sans doute rentré au paradis dirèk dirèk.

J. Fatal Piard

Un Dominicain bastonné en Haïti

Le mercredi 28 octobre 2009, dans la localité de Poste Marchand, Lalue, Centre ville de Port-Au-Prince, des individus, pour la plupart des jeunes haïtiens s'étaient rués sur Juan Hernandez Dios Ramos, 24 ans, dominicain. Ce dernier avait été invité par un ami haïtien pour partager un séjour ensemble chez lui à Port-au-Prince. Il avait été dans un premier temps interrogé par ses agresseurs qui voulaient se renseigner sur son identité, savoir s'il est un soldat américain ou un membre de la MINUSTAH. S'étant piégé, il leur a révélé son identité dominicaine, évidence valable pour qu'il soit terriblement tabassé à coups de pierres et de bâtons par les jeunes gars qui ont pris la fuite, le laissant pour mort.

Selon des témoins, les agresseurs de Ramos ont argué de la mort de 3 compatriotes haïtiens le mois dernier en République dominicaine pour justifier leur agression. Emmené à l'ambassade dominicaine à Port-Au-Prince par une patrouille de la PNH, il a été rapatrié dans son pays d'origine le vendredi 30 octobre 2009.

Nouyòk : Selebrasyon 13zyèm anivèsè Fanmi Lavalas

Fanmi Lavalas

3 Novam 96- 3 Novam 09, 13 rekòt kafe ki jwenn Fanmi Lavalas anba tout kalite tribilasyon ak trayizon. Sepandan, plis nou pase mizè, se plis konviksyon nou grandi pou mare nou tout ak Jean Bertrand Aristide yo voye jete nan egzil depi pase 5kan, dekwa pou Ayisyen bliye l e pou demakrasi a sispann boujonnen lakay.

Devan souflèt okipasyon kap kontinye nan peyi Dessalines nan, devan fayit total gouvènman Lespwa a, Fanmi Lavalas te ede pran pouvwa a, men ki vin tornen yon pongongon pou tout Lavalasyen, nan memwa plizyè milye Ayisyen Minustah touye nan peyi Dayiti pou yo fini ak Lavalas, nan volonte pou gouvènman Lespwa a libere tout Lavalsyen k ap pouri nan prizon pou chwazi Jean Bertrand Aristide, epi sitou pou nou selebre avèk anpil fyète jou batèm Fanmi Lavalas ki te tonbe jounen Madi 3 Novam 2009 sa a.

Anpil senpatizan, zanmi ak manm Fanmi lavalas yo te chita ansanm jou sa menm jan ak tout foul Lavalasyen ki te ranpli tankou yon ze Fondasyon Aristide pou demokrasi nan Taba, nan lide pou mete fren nan divizyon yo te sèvi pou anpeche Fanmi Lavalas retounen nan pouvwa a. Se yon fason tou pou nou di fondatè Lavalas la mèsi anpil pou gwo zouti diyite sa a li lage nan men pèp Ayisyen an e ki rive pèmèt nou reziste anba tout kalamite, men ki vin tounen yon defi pou tout lènmi pèp Ayisyen an.

Nan inite sa a n ap chache nan bon jan konpreyansyon, n ap pare nou pou n pran rezolisyon dekwa pou pwochen eleksyon nan tout nivo ki pral vini nan lane 2011 an, pou Lavalas rive nan pozisyon pou l libere Ayiti anba lokipasyon etranje, restavèk indijèn yo e finalman pèmèt yon lòt fwa ankò solèy diyite leve nan peyi Dessalines nan pou klere je ak lespri tout Ayisyen an jeneral. Bòn fèt Oganizsyon Politik Fanmi Lavalas, bòn fèt pèp Ayisyen e bòn fèt Prezidan, Dr Jean Bertrand Aristide.

Yon sèl nou Fèb, ansanm nou fò, ansanm ansanm, nou se Lavalas.

Pou Fanmi Lavalas Nouyòk : Alina Sixto, Pierre L.Florestal, Jean Rameau, Paul Mathieu, Nector Lestin, Jean Bertrand Laurent, Guy Dorvil, Marlène Jean Noël, Pasteur Raymond Guervil, Gladys T Phillpotts, Jean Michel, Celhomme Jean Pierre, Minouche Lambert, Annette Dessources, Claudette Chrispin, Jean Robert Panier, Didier Leblanc, M.

Augmentation des prix de carburant dans les pompes à essence

Les prix des produits pétroliers ont connu une nouvelle augmentation sur le marché local haïtien la semaine écoulée. La gazoline 91 est passée de 170 à 194 gourdes le gallon, la gazoline 95 est passée de 175 à 196 gourdes, le gallon de diesel est passé de 115 à 130 gourdes, tandis que celui du kérosène se vend désormais à 123 gourdes. Cette augmentation générale des prix des produits pétroliers n'est pas liée aux promesses faites par le gouvernement haïtien récemment pour améliorer la marge de profits des distributeurs, a appris José Dalencourt, secrétaire général de l'association Nationale des Distributeurs des Produits Pétroliers (ANADIPP).

Jackson Rateau

Marcher pour rester en bonne santé

Par Dòk Fanfan

La marche est un des meilleurs exercices auxquels on peut s'adonner pour se maintenir en santé ou perdre les quelques livres ou kilos qui vous permettront de retrouver la grande forme. C'est une activité qui apporte à l'organisme une multitude de bienfaits.

La marche peut être adaptée à toutes les conditions. On peut augmenter à volonté l'intensité et la durée de l'effort. C'est ce qui fait que la marche peut convenir autant à un athlète qu'à une personne sédentaire ou convalescente.

La marche sollicite de nombreux muscles. Elle implique un effort généralisé mettant à contribution les muscles, les tendons, les ligaments, les articulations, le cœur, les poumons et tout le système de transport de l'oxygène en général.

Cette activité a d'importantes répercussions sur un grand nombre de fonctions de l'organisme. Voici les principales :

Elle donne de la force et de l'endurance aux jambes, lutte contre les varices, améliore la circulation sanguine et lymphatique, permet une meilleure oxygénation de l'ensemble des tissus de l'organisme, **tonifie le cœur** et les poumons, contribue à solidifier les os, **diminue la pression artérielle**, favorise la détente et la relaxation.

Marcher pour maigrir

La marche peut aussi contribuer à l'amaigrissement et au maintien d'un poids idéal. Dans ce cas on recommande de pratiquer la marche d'une façon moins intense mais sur une plus longue durée. Il faudrait **marcher au moins 30 minutes.** Marchez d'un bon pas, comme si vous étiez pressé et en respirant normalement. Si vous êtes dans l'impossibilité de marcher pendant 20, 30 ou 45 minutes, vous pouvez fractionner votre effort par période de 10 à 15 minutes. Selon les experts, les bénéfices sont les mêmes.

Pour mobiliser les réserves de graisse il est nécessaire de provoquer la libération d'adrénaline. Cela peut-être obtenu en **adoptant un rythme plus rapide au début de la marche.** Une des fonctions de l'adrénaline est d'augmenter la quantité des acides gras dans l'organisme pour les utiliser comme carburant durant l'exercice. **Une fois cet effet obtenu,** il est préférable **d'adopter un rythme plus lent** qui permettra de brûler les molécules de gras libérées.

Une personne de 150 livres peut brûler 200 calories en marchant durant 30 minutes et en couvrant la distance de deux milles. On peut brûler 300 calories si l'on couvre une distance de deux milles et demi durant cette même période. Pour certaines personnes, ces performances peuvent être exigeantes. Il n'est pas nécessaire de les réaliser au départ. Il suffit de faire de son mieux. Avec le temps et avec l'entraînement, il deviendra possible de couvrir une distance de deux milles en 30 minutes.



Marcher pour rester en bonne santé

Il est important, durant la marche, d'adopter une bonne posture. Le torse doit être tenu droit, en rejetant les épaules légèrement vers l'arrière. La tête doit également être tenue bien droite et les muscles abdominaux doivent être légèrement rétractés pour éviter que le ventre ne sorte. Le talon doit d'abord toucher le sol et il faut ensuite pousser avec les orteils pour avancer. Les bras doivent être légèrement fléchis et se balancer d'une façon rythmée dans le sens contraire du mouvement des jambes. Ainsi, lorsque la jambe droite est portée vers l'avant, le bras droit va vers l'arrière. Il est **préférable de faire de grands pas.**

Selon le Dr Bob Moffat, professeur à l'Université de l'état de Floride, **une marche active de 45 minutes peut permettre de brûler plus de gras que le jogging.** La marche étant moins intense que le jogging **permet surtout de brûler de la graisse.** Le jogging, de son côté, permet surtout de brûler des sucres. Donc, les personnes qui veulent maigrir n'ont pas à s'adonner à des exercices intenses. Au contraire, elles doivent choisir une activité de faible intensité. La marche est un exercice idéal à cet effet.

Selon le Dr Moffat, une marche de 45 minutes chaque jour procure les meilleurs résultats. Si vous êtes dans l'impossibilité de marcher pendant 20, 30 ou 45 minutes, vous pouvez fractionner votre effort par période de 10 à 15 minutes. Selon les experts, les bénéfices sont les mêmes.

Aérobic et fréquence cardiaque cible

L'aérobic est un exercice qui permet d'augmenter d'une façon salutaire et confortable les taux respiratoire et cardiaque, durant une période de temps soutenue, en général de 20 à 30 minutes. Durant l'exercice aérobique le cœur bat plus vite, mais le taux d'oxygène dans le sang reste le même, ce qui donne à l'organisme la capacité de renforcer les tissus musculaires mais également de brûler les graisses et d'éliminer de nombreux déchets.

Les exercices d'aérobic peuvent consister en des mouvements chorégraphiques simples, assez rapides et vigoureux. Ces mouvements peuvent aussi être aussi moins vigoureux pourvu qu'ils exigent plus d'efforts, rythmés ou non, de la part des muscles. Pour avoir une idée concrète des exercices d'aérobic, allez sur la toile (si vous avez un ordinateur et l'Internet) tapez *Carla et Nicolas réforment **l'aérobic** grâce à Julie Imperiali* dans le long rectangle d'adresse, et cliquez. Une video vous donnera une idée de ce que c'est l'aérobic.

Pour obtenir de meilleurs résultats vous devriez tenir compte de votre fréquence cardiaque maximale et vous maintenir, durant l'exercice, entre 60 et 75% de celle-ci. Pour calculer vos battements cardiaques prenez votre pouls (au poignet), durant 15 secondes et multipliez par 4. Prendre la mesure 2 ou 3 fois pour avoir la moyenne.

Ronaldo Charilus:

Suite de la page (7)

Les victimes, 1 an après

Le samedi 7 novembre 2009 ramenait le premier anniversaire de cette inoubliable tragédie. A l'initiative de l'Assovi-Nérette, une messe d'action de grâce a été célébrée en l'église Ste. Thérèse à Pétion-Ville. Une marche pacifique a conduit ensuite les participants sur le lieu du drame pour continuer une cérémonie qui allait durer jusqu'à 11 heures.

Des banderoles étirées sur la route dénonçaient la nonchalance des autorités de l'Etat qui n'ont rien fait pour aider les victimes à obtenir justice et réparation. Réunis à l'ombre de deux tentes géantes étalées sur les ruines du collège, ils étaient plus d'un millier, (parents des victimes, rescapés, délégations, curieux, riverains etc). La majeure partie des participants portait des maillots blancs arborant une photo qui rappelle cet horrible drame.

Etaient présents des représentants du Gouvernement, Madame Marie Laurence Jocelyn Lassègue, titulaire au Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF) et le Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Monsieur Desrosiers Jean-Pierre. Une chanson composée et interprétée par deux rescapés exhortait les autorités concernées à inspecter les bâtiments qui logent les écoles. «*Cette date n'est pas à la fête mais juste une façon d'honorer la mémoire des nombreuses victimes. Cependant nous demandons au Président René Péval de mettre à la disposition de l'association un cabinet d'avocats. Nous allons tenter une action en justice contre les autorités municipales. Elles sont en grande partie responsables de ce drame pour avoir autorisé la construction*».

C'est ce qu'a annoncé Roody Jacques membre de l'Assovi-Nérette. L'un des témoignages les plus émouvants fût celui de Guetjeens Télusma, qui déplorait la disparition de toute une génération d'élèves de Philo. «*Le sang de ma grande soeur coulait à flot dans ma bouche entrouverte. En la voyant trépasser, j'ai dit au grand Dieu que je n'avais pas de rendez-vous avec la mort aujourd'hui*» a raconté en sanglotant le rescapé.

Un an après cette tragédie, le directeur de cet établissement Monsieur Fortin Augustin se la coule encore douce aux Etats-Unis. *Ki te mele l. Se pa pitit li ki mouri.* Un an après, les parents des victimes attendent justice et réparation. Un an après, Rebecca Norris à 17 ans seulement est unijambiste. A l'instar des autres rescapés, elle en souffrira pour le restant de sa vie dans son corps, dans son âme, dans sa chair, dans ses souvenirs, dans son avenir.

Un an après, les responsables du gouvernement ne sont pas parvenus à se rendre à l'évidence que ce drame n'est que la résultante de l'application à outrance du plan de la mort adroitement baptisé Plan Néolibéral. Elèv ki nan Kolèj Lapwovidans yo. Plan Neyoliberal alaso. Sa ki mouri zafè a yo.

Jean-Max Bellerive

Suite de la page (8)

décisions du Président de la République. Les deux hommes se connaissent depuis fort longtemps sinon dès l'enfance. Le nouveau locataire de la Primature faisait déjà partie du cabinet de René Préval depuis que celui-ci était Premier ministre d'un certain ... Jean-Bertrand Aristide en 1991.

Ils ont toujours travaillé ensemble. Même en étant ministre de la Planification, Jean-Max Bellerive passait plus de temps au Palais national, dans le bureau du Président, que dans son ministère, c'est dire que ces deux vieux copains s'entendent parfaitement et l'on peut faire confiance à Bellerive qui se définit toujours comme un technicien pour mener à bon port le projet électoral de son ami René Préval. Il faut dire que la désignation de quelqu'un comme Bellerive, chef de gouvernement, revêt un double avantage pour la présidence.

D'une part, il s'entend très bien avec tous les courants politiques du pays. Le vote des sénateurs le vendredi 6 et celui des députés le samedi 7 novembre 2009 l'ont clairement prouvé. D'autre part, Jean-Max Bellerive est connu dans le milieu de la Communauté internationale pour avoir été de toutes les négociations entre Haïti et ladite Communauté, si soucieuse d'avoir le bon interlocuteur après la perte de sa préférée Michèle. C'est un gage de garantie pour la continuité des bonnes relations entre les autorités haïtiennes et leurs partenaires des Institutions internationales soutenant, jusqu'à preuve du contraire, tous les projets du Président de la République, ce qui d'ailleurs, découragent et rendent hystériques les opposants d'un René Préval au faîte de sa gloire et de sa puissance inattendue.

Le ballet diplomatique auquel l'on avait assisté afin de sauver la « soldate Michèle » n'était finalement qu'une vaste plaisanterie. La Communauté internationale ne cherchait seulement qu'à se rassurer qu'il n'y aurait pas de changement dans son plan pour la poursuite de l'occupation du pays. Le Palais ayant une fois rassuré que la mission se poursuivrait, Michèle D. Pierre-Louis était vite classée parmi les accessoires de souvenirs. Entretemps, l'homme de la rue attend pour voir à quelle sauce il sera mangé puisque tout cela se fait par-dessus sa tête. Jusqu'à quand encore ?

De la Révolution

Suite de la page (12)

Santa Clara - autre prodige de tactique militaire -, qui avait débouché sur la victoire finale de la Révolution cubaine. Quel est celui qui pourrait dire aujourd'hui avec bon sens que cette Révolution n'a été qu'un coup de main de plus de Che Guevara ? Ce serait absurde et pure supercherie.

Salvador López Arnal : Il y a un instant tu parlais de l'intelligence de Lénine. En quoi réside-t-elle ? Dans son audace ? Dans son courage ? Dans ses analyses politiques inhabituelles ? Dans son hétérodoxie ? Il y a eu un Lénine avant et un Lénine après la révolution ?

Manuel Talens : En général, les grands leaders politiques ou militaires qui en bien ou en mal ont marqué l'histoire – parmi lesquels Alexandre le Grand, Jules César, Gengis Khan, Hernando Cortés ou, en ce qui nous concerne, Lénine – sont des êtres d'un intelligence supérieure, courageux jusqu'à l'indicible et dotés d'une capacité de stratégie hors du commun.

Naturellement, cette capacité n'est pas un mérite en soi, mais elle l'est lorsqu'elle est consacrée exclusivement à une tâche aussi noble et altruiste que celle de l'amélioration du genre humain. Lénine – de même qu'ensuite Fidel, Ho Chi Minh ou Nelson Mandela- font partie de cette galerie restreinte d'êtres uniques. J'espère ainsi avoir répondu aux cinq premières interrogations que tu me poses dans ta question.

Et, en ce qui concerne le dernier point, la métamorphose me paraît indiscutable entre le leader qui préconisait la lutte révolutionnaire et l'homme d'État qu'il fût ensuite, après la prise du pouvoir. Mais cela entre dans cadre normal de la situation, car les circonstances dans les deux périodes étaient radicalement différentes. Un des exemples de cette évolution a été le rôle, chaque fois plus important, assigné au Parti. De l'entité qu'il était au début, consacrée à l'éducation populaire afin que les masses puissent devenir l'avant-garde du prolétariat, il s'est mis en quête d'exercer le pouvoir. Il est indéniable que la singularité de ce triste paradoxe, profitera ensuite à Staline pour légitimer ses crimes.

Salvador López Arnal : Quelle attitude les grandes puissances du moment - l'Angleterre, la France, les USA également - ont-elles adoptée, face aux nouveaux événements ? Les ont-ils laissé respirer ?

Manuel Talens : Comme on pouvait s'y attendre, l'attitude de ces pays a été l'hostilité totale. Le passage du capitalisme au socialisme n'est pas une chose qui peut rester impunie dans le concert des nations, car cela suppose la perte d'un marché et, en même temps, la possibilité que d'autres peuples soient contaminés par le virus de la révolution. L'Angleterre, la France, les USA et même le Japon, le Canada, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, parmi d'autres pays, se sont empressés de financer les armées de mercenaires nationalistes, tsaristes, anticommunistes et conservateurs dans la guerre civile qui avait éclaté en URSS en 1918, mettant aux prises l'armée rouge avec ce qu'on appelait l'armée des « Russes blancs », c'est-à-dire, le pire du pire de cette société, une espèce de gusanos avant la lettre*. Mais cette tentative contre-révolutionnaire a échoué.

Ce qui est curieux - ou peut-être pas tant que ça – c'est que cette attitude hostile des nations, persiste encore aujourd'hui ; la plus petite tentative dans quelque pays ou continent que ce soit de changer les règles du jeu par d'autres règles plus justes, reçoit toujours en retour la même réponse. L'Amérique latine en connaît assez par sa propre expérience. Le Honduras n'est que le dernier exemple d'une longue liste d'interventions contre-révolutionnaires attisées de l'extérieur.

Salvador López Arnal : Lénine est mort au début de l'année 1924. Certains ont dit qu'il était mort déprimé, abattu devant l'évolution les événements, pas seulement par les difficultés du processus, mais plutôt par les attitudes de certains de ses camarades. Est-ce que cette hypothèse te semble plausible ?

Manuel Talens : Personnellement, cet argument me semble être une bêtise magistrale, une de plus parmi les nombreuses qui ont été inventées afin de ne pas laisser accepter ce qui pour le capitalisme s'avère inacceptable : c'est-à-dire que Lénine était incombustible, comme Mandela, comme Fidel, ou comme Chávez le sera probablement. Quand la réaction ne peut rien faire contre quelqu'un, elle le dénigre. On a dit aussi qu'il est mort de la syphilis. Quelle importance y a-t-il si l'on meurt de la syphilis, d'un accident cérébrovasculaire ou d'un faux-pas ? Est-ce si difficile d'admettre que Lénine est mort parce que son heure était venue? L'invention d'une dépression tardive, est d'un ridicule, surtout pour quelqu'un qui a survécu à la prison, aux déportations, à l'exil et à toutes sortes d'aléas sans jamais dévier du chemin qu'il avait tracé à l'avance.

Je précise que je ne prétends pas par là insinuer que Lénine était insensible à la souffrance. Personne ne l'est.

Salvador López Arnal : Pourquoi penses-tu que le processus a pris au bout de quelques années une direction aussi autoritaire ?

Manuel Talens : Cette partie est celle qui est la plus douloureuse pour l'URSS, parce qu'elle invite à imaginer ce qu'aurait pu être cette grande patrie internationaliste sans Staline dans le paysage, sans l'affaiblissement dans la Seconde guerre mondiale et sans la course à l'armement dans laquelle le pays avait été entraîné durant la guerre froide. C'est comme imaginer un destin différent pour l'Espagne si Franco n'avait jamais existé. Le problème c'est que l'histoire ne permet pas de faire marche arrière pour rectifier les erreurs. Ce qui est certain - et terrible – c'est que Staline a été un cancer non seulement pour l'Union Soviétique, mais pour l'idée même du communisme comme horizon. Et ceux qui lui ont succédé, sauf peut-être Khrouchtchev, ont été les métastases tardives de Staline, qui ont fini par éliminer l'héritage de Lénine. Mais le communisme ce n'est pas cela. Par chance, Cuba la solidaire, nous a montré depuis cinquante ans le visage merveilleux et compatissant du communisme.

Salvador López Arnal : Tu viens de citer Khrouchtchev. Comment se fait-il que cette tentative de rénovation, cette autocritique du stalinisme au XXe Congrès qui avait de nouveau libéré tant et tant d'espoirs, n'ait pas donné ses fruits ou que ceux-ci n'aient que très peu duré ?

Manuel Talens : Je ne suis pas kremlinologue ni rien de ce style-là, de sorte que je ne peux qu'interpréter ce que me suggère mon odorat. Je crois que le XXe Congrès est arrivé trop tard. Si Staline avait été *une flor de un día* (2) tout aurait pu être évité, mais tu as beau réaliser des choses dignes d'éloges, il n'y a pas de révolution qui puisse résister à vingt-neuf ans de crimes, d'abus et de terreur. Je considère que Khrouchtchev n'a pas du tout réussi à extirper le cancer stalinien et, par conséquent, il n'a pas tardé à se régénérer.

Il y a quelques années à Moscou, on m'a raconté une histoire adorable sur Khrouchtchev, que j'ai reproduit dans une nouvelle. Rappelle-moi de t'envoyer le passage.

Salvador López Arnal : (Quelques jours plus tard, Manuel Talens a eu la gentillesse de m'adresser le texte et la photo reproduits ci-dessous) :

[…] C'est ainsi que le lendemain il m'a fait connaître le cimetière de Novodevichi. Les allées aménagées étaient couvertes de neige. Nous errions au milieu des pierres tombales et je n'avais pas pu résister à la vieille tentation de monologuer avec elles, cette fois-ci sur les personnages célèbres qui sont enterrés là et de ce que je connaissais d'eux. Il m'écoutait attentivement et son regard devenait moqueur. Nous arrivons à la tombe de Khrouchtchev. C'est Mei-Ling qui, là, ouvrit ses lèvres pour me dire que l'ancien président de l'URSS n'est pas au Kremlin parce qu'il est mort loin du pouvoir. Depuis que je la connais, c'est la première fois qu'elle m'a adressé plus de cent mots à la suite. J'ai su alors que le mausolée est l'œuvre d'Ernst Neizvestny, un sculpteur que Khrouchtchev avait fait convoquer du temps où il était premier secrétaire du PCUS pour lui reprocher violemment que son art lui semblait contraire aux idéaux du socialisme ; c'est alors que le jeune artiste, au lieu d'être effrayé, lui avait répondu que tout camarade secrétaire qu'il était, il ne connaissait absolument rien à la sculpture. Apparemment, après être tombé en disgrâce, Khrouchtchev avait rappelé le sculpteur et tous les deux avaient établi une certaine amitié, de telle sorte que dans son testament il avait laissé la charge à Neizvstny de sculpter son monument funéraire. Sur celui-ci, de chaque côté du visage réaliste de l'ancien dirigeant, il y a deux grandes figures angulaires abstraites, l'une en marbre blanc et l' autre en marbre noir, qui comme Mei-Ling me l'a confessé, symbolisent deux oreilles.

- À la fin de sa vie – conclut-elle, Khrouchtchev avait appris à écouter. […]

Manuel Talens : Il est probable que l'Union Soviétique s'est désintégrée parce que ses dirigeants étaient autistes, ils n'écoutaient personne.

Mais je ne voudrais pas donner l'impression que dans la trajectoire de l'URSS tout me semble négatif. Pour mémoire il restera toujours l'aide qu'elle a apportée à la République espagnole pendant notre guerre civile, l'héroïsme du peuple soviétique dans la Seconde guerre mondiale (les deux choses s'étant déroulées pendant le mandat de Staline, il faut également le dire) et jusqu'à son dernier souffle son appui constant et inconditionnel à Cuba.

Salvador López Arnal : Quant au reste, dans les années quatre-vingt, il y a eu plusieurs tentatives pour modifier le cap. La première avec Andropov, qui n'était pas stupide, et ensuite avec Gorbatchev et la perestroïka. Quel est ton avis sur ces nouvelles tentatives ?

Manuel Talens : Aucun des dirigeants qui ont succédé à Khrouchtchev n'était stupide, mais je suppose qu'aucun d'eux non plus ne croyait comme il fallait croire - avec une conviction inébranlable - à la survie du legs de la révolution. Je ne ressens aucune sympathie si minime soit-elle pour leur mémoire.

Le dernier, Gorbatchev, a été une sorte d'Adolfo Suárez soviétique que le hasard avait catapulté à l'improviste dans un lieu inattendu : d'austère serviteur de l'appareil il s'est vu reconverti en frivole démocrate télévisuel du style occidental. Il a sans doute fait ce qu'il a pu. Il a essayé d'ouvrir la fenêtre pour faire entrer de l'air frais, mais l'URSS était déjà moribonde. Un cancer ne se soigne pas avec des cataplasmes et Gorbatchev a du tenir le rôle ingrat d'assister à regret en tant que spectateur à une agonie qui s'accentuait, et insensible à tout traitement.

Il y a une chanson de Jacques Brel, J'arrive, qui exprime bien l'impuissance que Gorbatchev a dû ressentir au fur et à mesure que la situation lui échappait des mains : C'est même pas toi qui es en avance, c'est déjà moi qui suis en retard . Et l'inévitable est arrivé, un jour Eltsine est apparu – arriviste, menteur, voleur, ivrogne et traître – pour lui donner le coup de grâce.

Salvador López Arnal : À un certain moment tu t'es référé à l'épine qu'était la guerre froide. J'y reviens. La guerre froide, qui a toujours été très chaude pour l'Occident belliciste, qui avait l'intention d'étouffer l'URSS dès le début, est-ce qu'elle ne lui a pas laissé, peut-être, que très peu de marge de manœuvre ? De fait, dans ces conditions limitées, était-ce possible d'emprunter d'autres chemins ?

Manuel Talens : Dans des cas comme celui de l'URSS, ma grand-mère disait généralement « entre tous ils l'ont tuée et elle seule est morte ». Il n'y a aucun doute que les yankees ont eu beaucoup à voir dans cette course à l'armement irréfléchie et dans la stupide compétition spatiale que les USA et l'URSS ont maintenue pendant des décennies.

Je peux comprendre que Washington dépense des sommes colossales (qu'il ne possède pas) pour la conquête de l'espace, parce que finalement il est un empire colonialiste et envahisseur et que le nombre important de ses citoyens pauvres, sans soins médicaux lui importe guère. Mais ce que je ne peux pas comprendre, et jamais je ne le pourrai, c'est que l'URSS ait accepté le défi de jeter dans le caniveau des milliers de millions de roubles en spoutniks, voyages spatiaux et autres galères, tandis que ses citoyens souffraient de privations dans les différentes républiques. Toute ménagère sait quelles sont les priorités et ne viendrait à l'esprit d'aucune d'elle, ayant un brin de bon sens, d'acheter une Rolls Royce alors que ses enfants n'ont même pas un verre de lait. Je regrette de le dire, mais les dirigeants du Kremlin ont choisi d'acheter la Rolls Royce. Ces délires de grandeur ont laissé filer des ressources qui auraient du être consacrées au bien-être du peuple soviétique, au lieu de les gaspiller de la sorte.

Je ne fais pas partie de ce petit monde, ce que je dis, n'est que mon avis de spectateur : j'ignore quelle était la réelle marge de manœuvre de Moscou et si vraiment c'était nécessaire, d'accepter la course aux armements - qui était une fuite en avant, vers la ruine - au lieu de se contenter d'organiser la défense face à de possibles attaques des Etats-Unis d'Amériques. Mais il me semble que les politiques impériales, même si elles sont imposées de l'extérieur, ne devraient pas avoir de place dans un État révolutionnaire.

En comparaison, ce que fait Cuba me semble, ô combien, plus logique: il consacre ses faibles ressources économiques à fabriquer des vaccins, à former des médecins, des enseignants et des travailleurs sociaux, qu'il met ensuite à la disposition de ses pays frères.

Salvador López Arnal : L'URSS a été désintégrée en 1991. À ton avis, quel est l'élément qui a été le plus décisif pour son effondrement ?

Manuel Talens : Au harcèlement constant de Washington il faut y ajouter les propres erreurs de Moscou : la perte des idéaux, la perpétuation d'une bourgeoisie du Parti, éloignée de la réalité quotidienne du peuple soviétique, la ruine économique et morale, la corruption incrustée dans tous les domaines. C'est notre quotidien à nous, que nous ne saurions ignorer dans les démocraties bipartites occidentales. L'Espagne est un bon exemple d'une telle décadence.

Dans mon roman que tu as cité plus haut, juste après les paroles que tu as reproduites et juste avant le point final, le narrateur ajoute : « les hommes ont sans doute été créés pour être brièvement libres l'instant des batailles, et retourner à l'esclavage dès qu'ils enserraient la victoire dans les mains ». Qui peut savoir si notre destin est celui-ci : essayer, échouer, essayer une autre fois, échouer de nouveau et ainsi de suite, sans jamais nous résigner à l'échec. Je suis un pessimiste actif, empli d'optimisme.

Salvador López Arnal : Tu dis, essayer, échouer et essayer à nouveau. Aller aux batailles que l'on sait perdues, combattre pour perdre et combattre à nouveau. N'est ce pas un peu absurde ? Le panorama que tu dessines n'est-il littérairement brillant, mais politiquement non viable ? N'y a-t-il pas là, sous-jacente, une philosophie de l'histoire non seulement pessimiste-optimiste mais, disons, très romantique ?

Manuel Talens : Je reviens à Lénine : deux pas en arrière, un en avant. Pure praxis. Ce qui est absurde serait de renoncer. Il n'y a rien de romantique dans cette manière de penser. Le romantisme me laisse froid.

Salvador López Arnal : Vu avec le recul, à partir de notre position actuelle, et en tenant compte des dix ans ou plus de capitalisme sauvage en Russie après la chute de l'Union Soviétique, penses-tu que ce 7 novembre valait la peine ? Crois-tu que les mouvements libérateurs de la terre doivent continuer à garder cette date comme une référence ? En définitive, devons-nous continuer à nous reconnaître dans cette révolution ?

Manuel Talens : Oui, ça valait la peine. Le critère pour évaluer les faits qui font l'histoire ne devrait jamais être leur succès ou leur échec, mais leur essence, bonne ou mauvaise. Et l'essence de cette révolution, qui a été faite pour améliorer le sort des parias de la terre - j'aime revendiquer l'Internationale -, a été bonne.

Dans la Russie actuelle le capitalisme sauvage a, du jour au lendemain, créé des multimillionnaires. C'est ce qui figure dans les grands titres des Unes de la presse occidentale, tandis que dans les pages intérieures les entrefilets nous renseignent sur l'autre facette, beaucoup plus sinistre : qu'entre 1990 et 2008 l'espérance de vie des Russes - une donnée qui mesure la qualité de vie et qui résume le taux de mortalité pour tous les âges, les deux sexes confondus - a baissé de 69 à 65 ans. Ces 4 années de différence peuvent paraître mineures, mais elles sont l'expression statistique d'une tragédie humaine de dimensions énormes.

Quant à la question de savoir si nous devons nous reconnaître dans la Révolution d'octobre, je ne saurais pas te dire. La nostalgie me déplaît, parce que le passé n'a jamais été meilleur. Je préfère analyser les faits historiques, à tête reposée, pour ne garder que leurs côtés positifs, mais sans ignorer ce qui est négatif. De plus, aujourd'hui les choses sont très différentes et, du moins pour l'instant et dans certaines circonstances sociales, sans la prise des armes, il s'avère possible de faire la révolution en utilisant le système électoral de la démocratie comme levier, sans avoir recours aux armes. Bien que ce soit beaucoup plus compliqué, bien sûr, car le vote ne permet pas de neutraliser complètement l'ennemi, qui reste toujours tapi en embuscade.

Salvador López Arnal : J'aimerais finir par une question sans nostalgie. Comment conçois-tu le socialisme du XXIe siècle ? Quels sont les territoires qui te semblent les plus propices à sa conquête ?

Manuel Talens : Bien, pour terminer moi aussi, et avant de te donner mon opinion sur le socialisme du XXIe siècle, j'aimerais te dire que j'ai été enchanté de discuter avec toi sur des sujets aussi extratemporels et décalés du discours actuel comme le sont le marxisme et la Révolution d'Octobre. Et je suis d'autant plus enchanté que cette conversation sera publiée, car de nos jours elle est franchement hétérodoxe, ce qui n'empêche pas que c'est une vertu au milieu d'autant électroencéphalogrammes idéologiques plats [sourire]. La postmodernité, toi tu le sais très bien, a fait des ravages dans les partis traditionnels de gauche et dans la pensée politique des sociétés contemporaines ; et le seul fait de parler de ces choses-là s'apparente presque à de la science-fiction. On n'y peut rien !

Je termine donc : le socialisme du XXIe siècle je le conçois parlant espagnol et pas exactement dans notre pays [l'Espagne], mais en Amérique latine. C'est là-bas que réside le futur de l'humanité, si celle-ci peut encore avoir un futur. Nous, nous ne verrons pas son apogée, mais il a déjà commencé. De fait, sa semence avait été officiellement plantée le 8 janvier 1959, lorsque les barbus sont entrés à La Havane. Sans Cuba et son exemple tenace de résistance durant cinq décennies, le socialisme du XXIe siècle, aujourd'hui, ne serait pas possible. Il ne manque plus qu' au moins un des trois géants latino-américains - le Mexique, le Brésil ou l'Argentine –trouve et élise un Chávez, un Evo ou un Correa à sa mesure afin que la locomotive de ce train commence à prendre de la vitesse et devienne impossible à arrêter. C'est une question de temps. Ce jour-là, si j'arrive à y assister, je serai heureux.



Un rêve qui n'était pas irréel…« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, il s'agit maintenant de le transformer. » Tombe de Karl Marx au Cimetière de Highgate Cemetery à Londres

Notes

(1) Las Alpujarras : Région montagneuse du sud de l'Espagne, partagée entre les provinces andalouses de Grenade et d'Almería. Elles se situent sur les flancs sud de la Sierra Nevada. Les Alpujarras sont divisées en deux comarques : l'Alpujarra granadina, dans la province de Grenade, et l'Alpujarra almeriense, dans la province d'Almería. Cette division a été arrêtée par l'Assemblée d'Andalousie en 1993. Source : Wikipédia

(2) Flor de un día : « flor de la maravilla » ou fleur de la merveille; Plante d'ornement, originaire du Mexique…avec ses tiges se terminant par de grandes fleurs aux pétales couleur pourpre, qui se fanent quelques heures après s'être ouvertes. Au sens figuré : une personne qui peut subitement passer d'un état de bonté à celui de méchanceté. Source : Real Academia Española

*Gusanos : vers de terre, terme cubain utilisé pour désigner les anticastristes de Miami. Avant la lettre : En français dans le texte.

Traduit par Esteban G… Édité par Fausto Giudice

Salvador López Arnal et Manuel Talens sont membres de Rebelión. Talens, Esteban G. et Fausto Giudice sont membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

Ndlr. **Manuel Talens** est romancier, traducteur et chroniqueur dans la presse de langue espagnole (notamment pour El Pais). Il a publié deux romans : *La parabola de Carmen la Reina* (1992) et Hijas de Eva (1997) et trois livres de récits : *Venganzas* (1995), *Rueda del tiempo* (2001, Prix Andalucia 2002 de la Critique) et *La sonrisa de Saskia y otras historias minimas* (2003).

TLAXCALA 6 Novembre 2009

Washington: Manifestation de Noirs américains contre Obama



Charles Baron, (au centre) membre du Conseil municipal de New York et ancien membre des Black Panthers, demandant le retrait immédiat de toutes les troupes américaines d'Afghanistan.

Dénonçant Barack Obama comme le "pouvoir blanc dans un visage noir", plus de 200 Noirs américains ont manifesté samedi à Washington pour protester contre la politique du premier président noir des Etats-Unis, réclamant notamment le retour des soldats américains.



Halte au viol des femmes haïtiennes par les soldats de l'ONU !

Il s'agissait de la première manifestation de Noirs américains contre la nouvelle administration depuis l'arrivée au pouvoir en janvier dernier de Barack Obama.

Les manifestants ont notamment tancé le président américain pour la poursuite de "l'agenda impérialiste de Washington à travers le monde".

"*Nous constatons que Barack Obama représente le pouvoir blanc dans un visage noir*", a déclamé à l'aide d'un mégaphone Omali Yeshitela, président de "la coalition Black is Back", organisation de défense des droits civiques. "*Il (Obama) est un instrument de nos ennemis impérialistes et nous demandons notre liberté et le retrait immédiat de toutes les troupes américaines d'Afghanistan", a-t-il ajouté.*

Les protestataires ont également demandé au chef de l'exécutif de supprimer le commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom), de ne plus intervenir au Venezuela, ainsi que de mettre fin à l'embargo sur Cuba et au "blocus" du Zimbabwe.

Charles Baron, membre du Conseil municipal de New York et ancien membre des Black Panthers, mouvement révolutionnaire du Black Power dans les années 60 et 70, a, de son côté, reproché au président Obama de ne pas se préoccuper de la détresse des Afro-Américains. "*Nous ne sommes pas satisfaits de lui et (...) ce coup de l'espoir et du changement n'a été qu'une illusion pour le peuple noir*", a encore dit Charles Baron à l'AFP pendant la manifestation.

Affirmant en outre que si (les Noirs) "*avaient été heureux qu'Obama mette fin au monopole de l'homme blanc à la Maison Blanche*", ils s'attendaient beaucoup plus en réalité à ce que son occupant procède à des changements en politique intérieure et extérieure.

Le monde 8 novembre 2009

Un coup d'État se prépare-t-il au Paraguay ?

Par Matilde SOSA

« En ce moment, un coup d'État politique et militaire est en préparation au Paraguay, fomenté par le Congrès d'extrême-droite, à travers une mise en accusation du président Fernando Lugo de violer la Constitution et d'entreprendre rien de plus que la bataille contre la pauvreté qu'ils interprètent comme étant une lutte de classes » : c'est ce qu'a déclaré Carolus Wimmer, vice-président du groupe vénézuélien au Parlement latino-américain, à l'Agencia Bolivariana de Noticias.

Selon certaines versions de la presse paraguayenne, le président de la Commission des Affaires Constitutionnelles du Sénat, Hugo Estigarribia, qualifie d'« irresponsables » ces déclarations faites par le député vénézuélien. Selon le sénateur paraguayen les appréciations du Vénézuélien sont « très loin de la réalité » car si l'on se réfère au jugement politique, *« ce n'est pas un putsch militaire mais un moyen constitutionnel pour écarter Lugo de son poste »*.

Ce dernier argument, dévoile, pour le moins, l'intention certaine de destituer Lugo et permet alors de donner raison à l'affirmation du député vénézuélien Carolus Wimmer : *« Il y a un coup d'État dans l'air au Paraguay »*

Le vice-président du Parlement d'Amérique Latine (Parlatino) et secrétaire des Relations Internationales du Parti Communiste du Venezuela (PCV), Carolus Wimmer, a dénoncé, hier lundi 2 novembre qu'une conspiration était en préparation au Paraguay, pour favoriser un coup d'État contre le président constitutionnel de ce pays, Fernando Lugo. *« Ils espèrent faire le coup d'État en suivant la doctrine appliquée au Honduras, avec les mêmes acteurs : un Congrès manipulé par la droite et les USA cachés dans l'ombre »*, a t-il ajouté. Le parlementaire a souligné qu'une campagne féroce s'est déchaînée contre Lugo afin de faire croire qu'il est lié à différentes affaires dans l'intention d'instruire un procès politique devant le Congrès paraguayen. *« En ce moment la campagne contre Lugo tourne autour de trois aspects principaux, d'abord ils veulent le compromettre dans le kidnapping d'un éleveur paraguayen, deuxièmement l'impliquer dans une supposée action de guérilla et troisièmement l'accuser de violer la Constitution du Paraguay, dans le sens où la lutte engagée par le président contre la pauvreté, et interprétée par la droite comme une haine de classe, serait interdit par le code de la Constitution de ce pays »*, a t-il précisé.

Le dirigeant communiste a indiqué que cette campagne est dirigée par l'ex-général putschiste Lino Oviedo, le petit-fils du dictateur Alfredo Stroessner et un Chilien portant le nom d'Eduardo Avilés. Il a indiqué que ce Chilien demeurant au Paraguay parle de la nécessité de former un Commando Anticommuniste paraguayen, avec cinq objectifs immédiats qui doivent être diffusés dans les médias et propagés par tracts dans les rues du Paraguay.



Le président Fernando Lugo



Le député vénézuélien Carolus Wimmer

Selon Carolus Wimmer les 5 points auxquels la campagne fait référence sont les suivants :

1. Réunir l'argent pour libérer l'éleveur kidnappé.
2. Collecter de l'argent pour organiser le commando anticommuniste paraguayen.
3. Récolter de l'argent pour acheter des armes.
4. Poursuivre, attraper et liquider physiquement tous les communistes.
5. Communiquer publiquement au gouvernement de *« Monsieur Lugo que ses festivités vont se terminer, que les jours de son idylle avec Chávez, Morales, Correa, Castro et autres sont comptés »*.

Selon Wimmer, ce groupe met l'accent sur le fait qu'ils sont prêts à jouer le tout pour le tout et qu'*« ils sont préparés à tuer et à mourir plutôt que de céder »* et que cette menace est soutenue par d'autres organisations de la droite paraguayenne.

Il a déclaré que cette situation s'inscrit dans le cadre de la perte de terrain des USA en Amérique latine avec les victoires populaires des peuples et que par conséquent le gouvernement d'Obama a recours à la solution des coups d'États dans la région.

Carolus Wimmer a lancé un appel à tous les dirigeants, organisations et institutions, à manifester publiquement leur soutien au gouvernement constitutionnel du président Lugo, à maintenir l'état d'alerte face à la possibilité d'une escalade du conflit, à informer opportunément le peuple vénézuélien de la situation du Paraguay et à rejeter la campagne anticommuniste dirigée et financée par l'ambassade des USA.

Préoccupations

Comme cela a filtré, ces dernières heures le président Fernando Lugo s'est réuni pendant plusieurs heures avec les principaux représentants du Parlement paraguayen et des mouvements sociaux, avec les représentants de l'aile la plus progressiste de son gouvernement, avec des paysans et des députés. Selon l'information de journaux paraguayens, les libéraux ne se sont pas présentés à cette réunion. Pour sa part la Table de Coordination de Groupements Paysans du Paraguay a informé, que ces secteurs putschistes qui cherchent à provoquer une explosion sociale, appartiennent à la droite rétrograde, et se recrutent parmi les éleveurs et planteurs de soja. Il est probable qu'un rassemblement en défense de la démocratie paraguayenne sera organisé le samedi 7 novembre.

Intention putschiste en différentes étapes

Procès politique - parlement

Actuellement, la situation est qualifiée d'intention imminente d'aller vers un coup d'État, qui se déroulerait en plusieurs étapes. D'après cette stratégie putschiste, le premier acte est : amener le Parlement à instruire un procès politique au Président, et mettre en place, dès lors, le vice-président paraguayen Federico Franco, qui fait partie de l'Alliance Patriotique pour le changement mais qui est une force qui a été en dissidence manifeste dans le gouvernement de Fernando Lugo.

Dans l'après-midi, selon les informations de la presse paraguayenne, l'ambiance semblait être tendue dans l'environnement présidentiel, principalement à cause de la relation difficile entre le président, Fernando Lugo, et le vice-président, Federico Franco. Mais suite à la dernière réunion du Conseil des Ministres, ils avaient tous les deux affirmé qu'ils clarifieraient personnellement la situation.

Pour situer le niveau de ce premier acte en tant que première étape, dans l'imaginaire journalistique, quelques professionnels se sont référés au putsch de Pinochet contre Salvador Allende au Chili.

Le procès politique en tant que première étape du putsch serait lancé et soutenu par la presse au nom de la supposée *« inaptitude et inefficacité à assurer la sécurité intérieure »*, c'est-à-dire le sempiternel thème cent fois rabâché

Suite à la page (18)

Combien reste-t-il de murs à abattre ?

Par Roger MEYNIER

De nombreuses manifestations sont programmées pour le vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989. À cette occasion, des commentateurs soulignent le « vent de liberté » et le triomphe d'une certaine conception du monde - capitaliste s'entend - qui ont accompagné cet événement.


Photo : Karim Lebhour/RFI

Le mur dans le quartier de Ramallah

Pourtant, en vingt ans, combien d'autres murs ont été construits ? À commencer par celui qu'en 2006 les États-Unis ont commencé à édifier le long de leur frontière avec le Mexique. Cette barrière est longue d'environ 1 100 km et est doublée de moyens sophistiqués de surveillance afin de rendre cette frontière étanche et d'empêcher toute tentative d'immigration clandestine.

On peut également citer le mur de huit mètres de haut construit par Israël pour enfermer les Palestiniens, ou encore ceux qui entourent Ceuta et Melilla, afin d'empêcher l'immigration d'Africains vers l'Europe, via ces deux enclaves espagnoles en territoire marocain.

La protection des pays riches contre les immigrants venus du reste de la planète ne prend d'ailleurs pas que l'apparence matérielle d'un mur. L'Italie s'est ainsi dotée de vedettes rapides pour intercepter et renvoyer les fragiles embarcations qui tentent de faire passer des immigrés depuis l'Afrique, laissant à la Libye le soin de les emprisonner derrière des murs de barbelés. Mais tout aussi souvent, il suffit de ne pas porter secours aux occupants de ces embarcations pour les laisser se noyer au large des côtes italiennes, maltaises ou espagnoles, ce qui n'est pas vraiment plus humain que ne l'était le comportement des policiers est-allemands à l'égard des candidats à l'émigration.

Et que dire des mesures de protection renforcée aux frontières extérieures de l'Espace Shengen*, séparant les 22 pays concernés de la Russie, de l'Ukraine ou de la Turquie ? C'est cela, la victoire du « monde libre » ?

Lutte Ouvrière n°2153 du 6 novembre 2009

Ndlr. *L'**Espace Schengen** est ce territoire créé en juin 1985 lors de la **Convention de Schengen** (village du Luxembourg) promulguant l'ouverture des frontières entre les pays signataires, cinq initialement. L'espace Schengen a été institutionnalisé par la suite à l'échelle européenne par le traité d'Amsterdam de 1997. Les 22 pays signataires (dont la presque totalité des pays de l'Europe de l'Ouest) pratiquent une politique commune en ce qui concerne les visas et ont renforcé les contrôles aux frontières limitrophes de pays extérieurs à l'espace.

Nicaragua : L'ouragan Ida a fait 13 000 sinistrés

L'ouragan Ida a fait 13 000 sinistrés au Nicaragua, où 930 maisons ont été endommagées et 5 591 hectares de culture touchées, selon des chiffres provisoires diffusés samedi par la Défense civile. Peu après le passage d'Ida jeudi sur la côte caraïbe du pays, le directeur des opérations du Système national de Prévention et de Réponse aux Désastres (Sinapred) avait estimé à 40 000 le nombre de personnes « touchées de façon directe ou indirecte » par l'ouragan.

Ida, rétrogradé depuis en tempête tropicale, a cinglé la côte de l'est et du centre de ce pays d'Amérique centrale, avec des vents à 120 km/h et des rafales à 140 km/h, provoquant inondations et destruction d'infrastructures. Avec l'aide de l'armée, le gouvernement nicaraguayen a commencé vendredi les opérations de distribution de vivres, de médicaments et d'eau potable dans le sud de la côte caraïbe.

Selon Canal 63, un des rares médias à avoir pu gagner les zones touchées, nombre de sinistrés n'ont cependant pas encore reçu d'aide et doivent dormir dehors.

Agence France-Presse Managua, le 7 novembre 2009

Un coup d'État

Suite de la page (17)

« de l'insécurité comme cheval de bataille » qui s'appuie sur le cas du kidnapping de l'éleveur paraguayen. Voilà maintenant que sur le thème de « l'insécurité » apparaît une hypothèse d'un mouvement de guérilla, supposé être une Armée du peuple paraguayen qui serait liée au Président Lugo selon les déclarations journalistiques d'un collègue paraguayen d'Asunción, pour Radio del Sur du Venezuela, annoncées cet après-midi, dans le programme de Marcos Salgado.

Samedi 7 novembre, le peuple paraguayen dans la rue

Selon les versions des journalistes de quotidiens on line paraguayens, certains affirment que *« le gouvernement craint un éventuel coup d'État du fait qu'il a programmé ce samedi « une Rencontre avec les secteurs démocratiques et progressistes pour le changement »*, les secteurs populaires et l'Alliance Patriotique pour le Changement. Les critiques constantes de Franco contre le président, lui ont valu que plusieurs membres du gouvernement, parmi eux le sénateur du mouvement Tekojoja, Sixto Pereira, n'écarte pas l'idée qu'il soit mêlé à une tentative de conspiration contre Lugo.

Pour l'instant, les actions décidées pour les prochains jours sont l'organisation de la mobilisation de ce samedi 7 novembre pour un grand rassemblement afin de soutenir la démocratie.

Lugo-UNASUR contre commandement sud

Nous rappelons qu'après la réunion de l'Unasur (Union des Nations d'Amérique du Sud), le président du Paraguay, Fernando Lugo, avait refusé la présence de 500 militaires usaméricains prévue pour 2010 dans son pays, dans le cadre d'un programme d'exercices de troupes nommé Nouveaux Horizons. Selon le compte rendu de journaux locaux le président Lugo avait déclaré : *« Ce n'est pas un refus catégorique. Simplement nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire que le Commandement Sud des USA reste présent au Paraguay avec 500 effectifs pour ce type d'exercices »*.

Selon les mêmes sources, Lugo, expliquait qu'un nouveau scénario en ce qui concerne la défense, la sécurité et la souveraineté conçu par l'Unasur « parie d'abord sur l'intégration régionale ». Le Président du Paraguay indiquait que dans la réunion des ministres des Relations Extérieures et de la Défense des douze pays de l'Unasur, *« la présence importante de soldats américains dans des bases militaires de la région avait été un sujet de grande discussion »*.

Selon des agences d'informations la délégation diplomatique des USA à Asunción, déplorait la décision de refus prise par le président Fernando Lugo au sujet des exercices militaires programmés pour 2010 avec 500 soldats US au Paraguay.

Malgré les accords passés entre les USA et le Paraguay pour effectuer des exercices militaires en 2010, le programme avait été baptisé « Nouveaux Horizons ».

Mémoires de l'eau

L'Aquifère Guarani est une des plus grandes réserves souterraines du monde. Il est situé dans une zone stratégique, la Triple Frontière, ce sont le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay qui se le partagent. Comme l'on sait, en Europe et aux USA, l'eau est une ressource déficiente. L'Aquifère Guarani, appelé ainsi en hommage au peuple originaire qui a majoritairement occupé ce territoire avant l'arrivée des Européens en Amérique, est situé entre les 16è et 32è parallèles latitude Sud et les 47è et 56è méridiens longitude Ouest, il s'étend jusqu'aux bassins alimentés par les fleuves Paraná, Paraguay et Uruguay. Il a une surface approximative de 1.194.000 km2, dont 839.000 se trouvent au Brésil, 226.000 en Argentine, 71.700 au Paraguay et 59.000 en Uruguay. La recharge (remplissage naturel) de l'aquifère, est estimée entre 160 et 250 km3 par an et seulement 40 km3 par an pourraient suffire à approvisionner 360.000.000 de personnes avec 300 litres par habitant et par jour.

La guerre préventive, les bases militaires en Colombie, le récent putsch au Honduras et la décision qui circule à travers nos peuples pour éviter que demain cet extraordinaire territoire d'eau douce, patrimoine latino-américain, soit la cible d'un nouvel exercice militaire du pouvoir américain, en appellent maintenant à la nécessité de prendre en compte cette réalité.

L'unasur est déjà en alerte

L'ALCA, le Plan Colombie, les Traités de libre échange (TLC) sont des outils hégémoniques. Il se trouve que le Paraguay, déjà membre du MERCOSUR, s'est également inscrit dans l'UNASUR. Les USA n'interviennent dans aucune de ces organisations régionales, et encore moins dans celui qui a été un des principaux promoteurs, le Conseil de la Défense de l'Unasur. L'Unasur devra agir, et son Conseil de sécurité devra très rapidement se mettre en alerte car le souvenir récent le réclame d'autant plus que la mémoire future de l'eau l'anticipe déjà.

Traduit par Esteban G…
Édité par Fausto Giudice

Tlaxcala 6 novembre 2009

Se Inivèsitè parese ki di kreyòl pa lang!

Soti nan paj 6

syon pou di moun nan ou pa sou sa. Alò nan lang angle a gen mo yo rele vag la. Mo vag la se dyaspora ki vini avè l. Lè yon moun ap annwiye yon lòt ozetazini, li di "give me vag". Men dyaspora k ap viv laba, lè yo poko metrize lang nan, y ap pale lang pa yo, yo pran nan lòt lang pou yo pale. Yo di "ban m vag non menn!" Men kòman mo vag la ki nan angle a vin yon mo dyaspora yo pote nan lang kreyòl la ki vin anrichi l. Mo a vin pase, paske li vin pi kout pase kite m anrepo m. Kisa ki fè sa? Paske gen yon bagay yo rele ekonomi langaj. Lè moun ap pale ou bezwen fè vit. Depi w ka fè ekonomi yon grenn mo, w ap chwazi ant premye espresyon long nan avèk lòt ki pi kout la. Sa se yon fenomèn ki anrichi lang kreyòl la. Men fenomèn ki se yon andikap la se lè moun yo ap pale lang kreyòl la epi y ap mete yon seri mo franse, pale ak moun ki pale sanpousan kreyòl, ki pa konn franse ditou yo chwazi yon seri gwo mo franse, yo mete l nan lang nan, epi y ap pale ak yon mas pèp. Se sa ki yon andikap, paske lè sa a ou pa pale vre. Lè sa ou pa pote anyen pou lang nan. Kilès ki fè sa? Se plis entèlektyèl yo ki fè l.

Depi 1987, konstitisyon an rekonèt kreyòl la kòm lang ofisyèl, kòm lang nasyonal, men nan administrasyon piblik kou prive se franse yo pale. Dayè, si yon moun rive ou pa pale franse, sekretè a plis anvi meprize w, paske ou pa pale franse. Anplis se pa tèlman lontan yo anseye kreyòl la malman nan yon seri lekòl paske te toujou gen yon pakèt rezistans ki t ap fèt nan yon seri lekòl ki pa t vle yo antre ak kreyòl la nan ansèyman ayisyen an. Daprè ou menm ki jan nou kapab mennen batay la pou fè disparèt diskriminasyon sa a?

M.R.L.- Bon! Tankou jan w di l la, konstitisyon 1987 la ede nou fè yon gwo pa nan sans lang kreyòl la vin gen dwa antre nenpòt kote. Kesyon si yon moun antre nan administrasyon piblik sekretè a ap meprize l la, se menm vye kesyon konplèks la. Moun sa yo pa konnen lè yo fè sa se pwòp tèt yo y ap meprize. Se petèt manman yo, se petèt grann yo y ap meprize atravè yon lòt moun. Alò ou di tou lang kreyòl la antre pa twò lontan nan ansèyman ayisyen. Mwen menm mwen p ap di pa twò lontan non, paske gen prèske 30 tan. Se depi nan lane 80 yo, alò konnye a nou an 2009. Pwoblèm nan, se nan leta li ye. Se pwoblèm gouvènans leta ki anpeche lang lan vanse. An nou gade byen, si edikasyon nasyonal vle pran tout mezi nesesè pou fè yo anseye kreyòl nan tout lekòl, l ap fè l. Se li ki plase pou fè l. Men ki kote pou volonte politik la sòti? Volonte politik la pa dwe rete nan yon minis, li genyen yon kote pou l enskri. Li dwe enskri anndan yon politik lengwistik pou tout administrasyon piblik kou prive respekte. Yon politik lengwistik ki dwe evalye tanzantan, w ap mete dispozisyon pou sa. Gen lekòl, tankou lekòl kongreganis yo ki bay timoun yo kou kreyòl sèlman nan sètifika. Pou kisa? Paske yo konnen timoun yo pral konpoze nan lang kreyòl, yo konnen timoun yo pral gen yo egzamen kreyòl. Men kote minis edikasyon nasyonal la? Kote enspeksyon ministè edikasyon nasyonal k ap antre nan lekòl sa yo pou wè si kou sa yo fèt vrèman vre? Mwen menm, mwen konnen gen yon lekòl nan Pòtopwens se 30 minit kreyòl li bay. 30 minit nan 5èm ane, 30 minit nan 6èm ane pou timoun yo al konpoze, poutan anndan kourikoulòm edikasyon nasyonal la, yo reklame 2 èd tan chak semèn pou anseye lang kreyòl la.

Pou mwen menm se pwoblèm gouvènans leta ki poze epi kèlkeswa sekretè tou, li ta konnen dyòb li andanje si l ta gen yon konpòtman meprize moun ki pale yon lang, li t ap pran men l paske ti dyòb la enpòtan anpil nan lavi l.

Nou konnen se pa sèlman noumenm ki pale kreyòl, èske ou ka di nou kèk mo sou evolisyon lang kreyòl la nan lòt zile ki pale kreyòl yo?

M.R.L.- Bon! Gen plizyè zile ki pale kreyòl, men lè nou di lang kreyòl la, ou konnen gen plizyè kreyòl. Gen kreyòl pa nou an ki pale plis ak yon vokabilè franse, gen lòt ki gen rasin yo nan lang angle yo. Se ka pou Ladominik, peyi sa gen yon kreyòl ki sòti nan lang angle yo. Chak kreyòl sa yo se yon kreyòl apa, men kisa nou wè? Gen kreyòl ki pale, youn konprann lòt. Gwaloup, Matinik lè yo pale nou konprann menm lè gen mo ki diferan, men youn konprann lòt. Menm jan ou wè nou gen dominasyon lang franse a depi lontan, yo menm tou yo gen dominasyon lòt lang. Sa rive tout lang kreyòl yo ki gen yon lòt lang ki domine yo. Kreyasyon lang kreyòl yo vini apati esperyans koloni. Se sa k fè lang kreyòl yo toujou nan yon pozizyon domine. Alò nou genyen anpil chans pase yo, paske nou viv kreyòl nou chak jou. Nou pale kreyòl nou chak jou. Kèlkeswa kote w ye nan popilasyon se kreyòl ou tande. Sa diferan pou lòt zile yo tankou Gwaloup kote yo menm yo plis rekonèt yo kòm depatman franse. Yo reklame anpil bagay nan men Lafrans. Nou menm nou pèmèt lang nou an evolye, sa ba nou lespwa tou avèk sanpousan ayisyen ki pale kreyòl nan peyi d Ayiti se pa fasil n ap ka di yon jou lang sa a gen pou l disparèt. Kontrèman ak yon seri zile kote yo menm yo fonksyone nèt nan lòt lang ki domine yo epi lè w tande jounen entènasyonal lang kreyòl rive, yo fè yon fòlklò, yo fete kilti kreyòl yo, men yo pa viv kreyòl la chak jou vre. Se nan sans sa a mwen ka di lang kreyòl nou an evolye anpil parapò ak yo. Epi se nou entèlektyèl ki pou ede kreyòl la pran jarèt, ede l enplike l nan domèn syantifik yo.

Fòk nou di tou, nou gen anpil bagay pou n fè vre pou nan 20, 30, 50 tan si n ap viv toujou pou n pa di lang mwen te konn pale pandan tèl ane a mwen pa rekonèt li menm jan ak timoun k ap pale kounye a. Mwen gen anpil espwa, lang kreyòl sa a, l ap kontinye evolye, l ap pran plis jarèt, l ap sèvi kòm yon enstriman batay paske nou gen sanpousan moun ki pale kreyòl nan peyi a, tandiske lòt kote yo, yo fonksyone nèt nan lòt lang. Se yon lè konsa, yo fè yon fòlklò, yo fete lang kreyòl.

Boutofen, èske w gen yon mesaj anplis ou ta ka voye bay lektèz ak lektè Revi DESALINYEN an?

M.R.L.- Mesaj mwen pou Desalinyèn ak Desalinyen yo, fòk yo konnen bout tè sa a Desalin te kite pou nou an, nou genyen pou nou batay pou nou kenbe libète nou, nou pèdi nan souverènte nou, fòk nou jwenn souverènte sa a. Kòm nou te envite m pou m pale sou lang kreyòl, mwen p ap tèlman di souverènte nasyonal la nou pèdi a non, nou pèdi moso nan kilti nou. Se vre chak fwa nou konnen yon lang anplis, se yon zàm nou genyen pou n batay kont lènmi etranje, se sa k fè mwen ankouraje moun aprann lòt lang tou. Se pozizyon pa m. Chak lang nou konnen anplis nou genyen yon zàm anplis pou n batay kont lènmi nou yo ki pale lòt lang, nou genyen yon zàm pou n dekouvri sa y ap di sou nou, nan lang pa yo.

Men pa bliye, tout Desalinyèn ak Desalinyen ki pral li atik sa a, fòk nou angaje n nan batay pou nou fè kreyòl la pran yon lòt dimansyon. E lè m di lòt dimansyon an, mwen pral repete petèt yon bagay mwen di deja nan entèvyou a, men ki esansyèl, se batay pou konstwi konsèp yo. Mwen se yon moun ki fè tradiksyon, mwen jwenn kèk mo, kèk konsèp, mwen mete yo yon kote, mwen gen yon fichye m kreye, mwen rele ekivalan fransè kreyòl. Sa se yon esperyans m ap fè, chak fwa mwen jwenn yo, mwen pran yo, mwen di m pa bezwen fè refleksyon sa yon dezyèm fwa, mwen mete sa la. Mwen mande tout moun fè menm bagay la nan domèn pa yo, swa nan domèn lajistis, agrikilti... chak fwa nou fè yon travay, kote nou santi nou aprann yon bagay anplis, kote nou santi n dekouvri yon nouvo konsèp, reyalite la wi! Konsèp la egziste nan lòt lang, men nan lang kreyòl la nou pa t ko wè kòman n te ka di l. Mwen mande n pou n konpile l yon kote, pataje l avèk pèp la, pataje l avèk inivèsitè yo, pou yo pran konfyans, pou yo konnen se konsa yon lang evolye. Tout lang te pase kote sa. Tout lang te konnen difikilte konsèp yo. Se pou nou pataje yo ansanm. Nan 10 zan, 15 zan nou ka fè yon evalyasyon, nou ka vin wè an 2009 nou pa t konnen kòman nou te ka di tèl bagay, men kounye a nou an 2029 men kisa nou jwenn deja. Mwen ankouraje tout moun fè sa. Si gen moun ki vle antre nan yon pwosesis konsa, nan yon demach konsa, mwen ankouraje n, pran kontak avèk mwen kòm yon teknisyen nan kesyon lang, kòm yon militant nan kesyon lang kreyòl pou nou wè si se pa yon konsèp nou jwenn epi nou vann ak piblik la. Nou gaye yo nan jounal, nou gaye yo sou entènèt epi nou pral wè nan 10 zan, 15 zan ki lang nou pral genyen.

Entèvyou sa a te pibliye deja nan # 10 revi DESALINYEN pou peryòd septanm-oktòb 2009 la. Se Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz Desalinyèn - ASID ki fè revi sa a parèt chak 2 mwa.

Meri Pòtoprens anfas machann yo



Manifestasyon timachann yo devan katedral Pòtoprens

Vandredi 6 novanm ki sot pase a, yon lòt fwa ankò, machann yo ki devan legliz katedral la te pase yon move moman anba represyon sovaj ajan meri Pòtoprens yo, ki te konpòte yo an bouwo anba pwoteksyon Inite PNH la ki se Polis Nasyonal Dayiti. Selon aparans yo ak pawòl atoufè meri yo, aksyon sila a ta anndan yon plan meri a pou anpeche ti machann yo kontinye vin vann nan zòn bò katedral Pòtoprens lan, yon fason pou libere lari a. Ajan meri yo, ti machann yo rele chimè, te blese plizyè ti machann, voye yo al pran swen lopital. Ti machann yo fè konnen se nan lari a yo chache lavi pou pitit yo jwenn lajan pou peye kay, lekòl pitit yo, voye pitit yo lopital. Ti machann yo fè konnen fòk dirijan Leta yo konstwi mache ba yo, pou yo ka sòti nan lari a.

Si se pa t jwèt moun gwozouzoun yo ki t ap jwe, kit se sila yo ki nan tèt legliz la, sila yo k ap trangle peyi a ak mas popilè elatriye, se t ap yon bon bagay. Eske se sèlman anba kont frenn, kout wòch, kout baton, kout pye, volè machandiz malere, malerèz yo, bouwo meri Pòtoprens yo te kapab fè machann yo deplase nan lari a ? Poukisa responsab Meri yo pa reflechi sou move sitiyasyon lavi malere/malerèz pou pwopoze yo lòt altènativ pou sòti nan zòn katedral la ak degaje lari yo? Anba represyon fewòs ajan meri yo, machann yo pa t rete bra kwaze. Yo te riposte yo nòmalman. Defans se yon dwa sakre. Genyen nan ajan meri yo machann yo te fè wè tout koulè lakansyèl anba kout pou yo te pwoteje tè yo ak machandiz yo. Nan zòn bò katedral la, genyen anviwon 3 òganizasyon ti machann ki poko reyaji piblikman sou evènman an ak politik responsab meri yo ap aplike kont yo. Prepare yo pou fè tande vwa yo kòmsadwa nan jou k ap vini yo. Detoutfason se pa sèlman machann yo ki bloke lari a, genyen estasyon machin yo, garaj yo ki bloke lari a. Donk fòk pouvwa santral la ak administrasyon minisipal yo degaje yon plan global ibanizasyon pou chanje figi kapital la.



Vendredi
13 Novembre 2009

PREMIER BAL

de l'Orchestre Tropicana d'Haiti
à New York



Au Nazareth High School

East 58th Street entre Clarendon Road et Avenue D, Brooklyn, NY'

de 9 :00 PM jusqu'à 4:00 AM

Admission:
$30.00 à l'avance et $40.00 à la porte

Informations:
718-683-2164 • 718-421-0562 • 973-600-6510

Points de vente de tickets

BROOKLYN:

Haïti Liberté, 1583 Albany Ave.	Tel (718) 421-0162
Geronimo Records, 1389 Flatbush Ave.	Tel (718) 469-6373
Ultimate Bakery, 1248 Flatbush Ave.	Tel (718) 693-4128
Savoir Faire Records, 1175 Nostrand Ave.	Tel (718) 221-4387
Factor Muzik, 1698 Nostrand Ave.	Tel (718) 287-9320
Patience Auto Collision, 1422 Utica Ave.	Tel (718) 629-1444
Andy Deronette Barber Shop, 2625 Farragut Rd.	Tel (718) 859-2240

QUEENS:

Triomph Muzik, 222-11 Linden Blvd en face de Rite Aid	Tel (718) 276-0400

NEW JERSEY:

Marché Lacaille, 1252 Springfield Ave., Irvington	Tel (973) 374-9697
Pi Bon Paté, 6 Ball St., Irvington	Tel (973) 371-7283
Elmo Clervil, 587 South Orange Ave., Newark	Tel (973) 371-3877

Vendredi
13 Novembre 2009
Venez tous en foule, danser au rythme du plus entraînant, du plus populaire et du plus excitant orchestre haïtien :
Tropicana d'Haiti